

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



- **Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale : Résolution sur la crise des subprimes et le moment présent de la putréfaction du capitalisme**
- **Bangladesh, Inde, Pakistan : Quelle issue ? Discussion entre militants ouvriers**

N° 59 nouvelle série (n° 665) - décembre 2007 - Prix : 4 euros - 8 FS

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

En couverture :

- Crise des "subprimes" : maisons saisies aux Etats-Unis et mises en vente par les banques ; faillite de la Northern Bank à Londres.
- Manifestation ouvrière au Pakistan.

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 3
- **Résolution sur la crise des subprimes et le moment présent de la putréfaction du capitalisme** ..... p. 5  
(Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale)
- **Asie : face au chaos provoqué par l'impérialisme, la résistance des peuples et des travailleurs** ..... p. 17  
(Par François Forgeue)
- **Sinistra Critica (Italie) : Un "tournant" dans la continuité...** p. 27  
(Par Lorenzo Varaldo)
- **France : une intense période de lutte de classe** ..... p. 35  
(Par Daniel Shapira)
- **L'Algérie après les élections municipales. Revue de presse** ..... p. 43  
(Par N. M.)
- **Afrique des Grands Lacs : une paix introuvable dans le cadre de l'impérialisme** ..... p. 45  
(Par Kageyi Méthode)

- **Etats-Unis : après Katrina,  
la Troisième Reconstruction  
et le combat pour une politique noire  
indépendante** ..... p. 49  
(Par Keith Kahl et Brian Wiles)
- **La gestion du risque  
au pays de l'impérialisme** ..... p. 57  
(Par Philippe Doisnel)
- **L'accumulation primitive du capital  
aux Etats-Unis,  
l'accumulation nationale  
et la genèse de l'Etat américain** ..... p. 69  
(Par Claudio Romano)
- **Introduction à l'édition en espagnol  
du livre *Nicaragua, dynamique  
d'une révolution inachevée*  
(Deuxième partie)** ..... p. 87  
(Par Rodrigo Ibarra)

# Présentation

Ce numéro de *La Vérité* paraît quelques semaines après que s'est réuni, les 14, 15 et 16 décembre 2007, le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale, le premier depuis le VI<sup>e</sup> Congrès mondial de notre organisation. C'est sur la base d'une appréciation commune des événements et des tâches que le Conseil général a décidé de convoquer le VII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale.

Appréciation commune du degré de putréfaction du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, détruisant en masse les forces productives, comme on le lira dans la résolution du Conseil général adoptée à l'unanimité, sur la crise des subprimes et le moment présent de la situation mondiale (page 5).

Au moment même où ce numéro de *La Vérité* part à l'imprimerie, l'attentat qui vient de frapper le Pakistan, coûtant la vie à Benazir Bhutto, confirme une nouvelle fois de manière tragique que la survie de l'impérialisme en putréfaction aboutit non seulement à la destruction en masse des forces productives (à commencer par la classe ouvrière elle-même), mais ne peut qu'entraîner la dislocation généralisée de toutes les nations. En Asie, comme sur tous les continents, cette politique prend de plus en plus la forme d'un chaos généralisé, de l'effondrement de pays entiers – avec, en ligne de mire, l'objectif de détruire la propriété d'Etat en Chine. On lira page 17 les documents de diverses organisations ouvrières asiatiques qui, avec l'Entente internationale des travailleurs, sont engagées dans la préparation d'une conférence ouvrière à Mumbai (janvier 2008), "*en défense de la paix et de la souveraineté*" sur le continent indien.

C'est précisément parce que l'ensemble des nations et des classes ouvrières est menacé par la poursuite du régime de la propriété privée des moyens de production que le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est concentré sur la mise en œuvre d'une politique de front unique. C'est-à-dire l'aide à la mobilisation des masses, réalisant l'unité de leurs organisations pour la rupture avec l'impérialisme et ses institutions : FMI, Banque mondiale, Union européenne, Mercosul, traités de libre commerce...

Front unique ouvrier en défense de la classe ouvrière, de ses organisations indépendantes et de ses institutions, et front unique anti-impérialiste soutenant tout pas en avant pour en défense de la souveraineté nationale.

Ainsi, dans une résolution de sa commission Amériques, le Conseil général a rappelé les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale en défense de la révolution vénézuélienne : "*La position de la IV<sup>e</sup> Internationale a été et est la défense inconditionnelle de la révolution vénézuélienne. La IV<sup>e</sup> Internationale n'a rien à voir avec ceux pour qui la victoire du non serait une "victoire de la révolution". Le camp de la révolution, c'était le camp du oui. Nous sommes dans une politique de front unique avec le gouvernement Chavez sur le terrain de la défense inconditionnelle des nationalisations et des mesures de rupture avec l'impérialisme. Prenant appui sur la victoire du non, l'offensive impérialiste contre la révolution vénézuélienne est en premier lieu l'offensive brutale menée en Bolivie pour l'éclatement de la nation bolivienne, déclencher la guerre civile, abattre le gouvernement légitimement élu par les masses qui a nationalisé les hydrocarbures et les mines, etc. L'autre face de cette offensive, c'est la politique visant à étouffer les conquêtes de la révolution dans la "réconciliation nationale" et à entraîner Chavez dans le Mercosul, pour lequel Lula joue et est appelé à jouer un rôle central.*"

Ces questions sont des questions posées dans le monde entier. Il en va de la survie de dizaines de millions d'hommes, comme le démontrent, concernant le continent martyrisé qu'est l'Afrique, l'article du camarade Kageyi Méthode sur "L'Afrique des Grands Lacs : une paix introuvable dans le cadre de l'impérialisme" (page 45) et la revue de presse du camarade N. B. sur "L'Algérie après les élections municipales" (page 43).

Sur tous les continents, l'impérialisme en décomposition serait-il capable d'imposer sa politique barbare s'il ne trouvait des soutiens au sein des appareils qui se revendiquent du mouvement ouvrier ?

Dans sa résolution consacrée au continent européen, le Conseil général a été amené à préciser que le véritable basculement en cours du Vieux Continent, sous les coups de boutoir de Washington et de

ses institutions subsidiaires (Union européenne, Banque centrale européenne, “Parlement” européen, etc.) “n’est rendu possible que par la prise en charge directe par les appareils de cette politique. Cela s’exprime en France par la prise de position de l’appareil Thibault (principal dirigeant de la Confédération syndicale CGT et membre du Parti communiste français — NDLR) contre la grève des cheminots, le soutien des appareils au plan Power 8 à Airbus et à toutes les mesures de l’offensive d’une brutalité sans précédent contre la classe ouvrière française. En Italie, cela s’exprime par la politique du gouvernement Prodi – incluant les pablistes, etc.”

Nous laissons nos lecteurs juger par eux-mêmes de cette affirmation en leur livrant les articles consacrés à la France (“Une intense période de lutte de classe”) par le camarade Daniel Shapira (page 35), et aux derniers avatars de la décomposition politique en Italie, dans l’article du camarade Lorenzo Varaldo (page 27), de la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Celui-ci explique en particulier, faits et citations à l’appui, la signification du “tournant dans la continuité” qu’a représenté le congrès de la section italienne du Secrétariat unifié pabliste (Sinistra Critica), les 8 et 9 décembre 2007. Sortant du Parti de la refondation communiste et critiquant violemment le gouvernement Prodi (après l’avoir soutenu pendant presque deux ans), Sinistra Critica concentre désormais ses coups contre “les grandes organisations syndicales”, rebaptisées “syndicats institutionnels”... Une politique pabliste que l’on retrouve dans le monde entier, qui, au nom d’un prétendu “anticapitalisme”, vise à aider à la destruction du “vieux mouvement ouvrier”, dont le dirigeant pabliste français Besancenot appelle à “tourner définitivement la page”. Une politique qui usurpe le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale... afin d’aider, en Europe par exemple, l’Union européenne à mettre en œuvre ses plans anti-ouvriers qui exigent pour ce faire la destruction corporatiste des organisations ouvrières.

Une politique en tous points contraire à celle de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui défend en toutes circonstances l’existence même de la classe ouvrière, c’est-à-dire l’existence indépendante de ses organisations, syndicales ou politiques.

C’est pourquoi, en Europe, les militants des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sont partie prenante, à égalité avec d’autres militants du mouvement ouvrier, d’une conférence ouvrière européenne qui se tiendra à Paris les 2 et 3 février, à l’appel de centaines de militants de dix-huit pays “pour la rupture avec l’Union européenne, contre le traité de Lisbonne, pour la défense des garanties arrachées dans chacun de nos pays”.

L’offensive destructrice de l’impérialisme américain se déchaîne au cœur même des Etats-Unis, contre sa propre classe ouvrière (intégrant ses couches les plus exploitées : Noirs, immigrés latinos...). L’année 2008 dans laquelle nous entrons va être celle de l’élection présidentielle américaine. Election une nouvelle fois marquée par l’impasse totale dans laquelle se trouve l’administration Bush, facteur de chaos permanent en Irak, au Moyen-Orient et en Asie centrale (et menaçant désormais l’Iran). Mais une impasse de laquelle aucun des prétendants candidats du Parti démocrate – représentant, au même titre que le Parti républicain, les intérêts de la bourgeoisie américaine – n’est capable de sortir.

Dans ces circonstances, les décisions prises au VI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale pour aider à la constitution d’un parti noir indépendant, composante d’un Labor Party (parti ouvrier) appuyé sur les syndicats, sont plus que jamais à l’ordre du jour. On lira avec intérêt la contribution des camarades Leith Kahl et Brian Wiles (page 49), militants de Socialist Organizer, organisation nord-américaine qui combat en solidarité avec les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale, consacré à “Après Katrina, la Troisième Reconstruction et le combat pour une politique noire indépendante”.

Telle est la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui prépare d’ores et déjà son VII<sup>e</sup> Congrès mondial. Dans le combat commun que nous menons avec les militants de toutes tendances pour la préservation de l’indépendance de la classe ouvrière, nous soumettrons à la libre discussion notre programme marxiste. Car nous prétendons – sans jamais en faire un préalable – que ce programme permettra d’aider la classe ouvrière dans son ensemble à comprendre, à agir pour son émancipation.

C’est dans ce cadre que les lecteurs de *La Vérité* prendront connaissance de deux contributions : l’une du camarade Philippe Doisnel (page 57), qui se propose de rétablir quelques vérités face au flot de mensonges et de propagande autour des questions de “réchauffement climatique”. L’autre, du camarade Claudio Romano (page 69), qui livre une contribution sur l’accumulation primitive aux Etats-Unis. Nos lecteurs trouveront également dans ce numéro la deuxième et avant-dernière partie de la présentation (page 87), par le camarade Rodrigo Ibarra, de la version espagnole du livre “Nicaragua, dynamique d’une révolution inachevée”.

**La rédaction**

CONSEIL GENERAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
(14, 15 et 16 décembre 2007)

# Résolution sur la crise des subprimes et le moment présent de la putréfaction du capitalisme

(adoptée à l'unanimité)

La crise des subprimes constitue un nouvel épisode majeur du processus de décomposition du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Cette étape porte à un niveau jamais atteint l'ensemble des contradictions du système capitaliste. Plus que jamais, l'alternative "socialisme ou barbarie" prend la forme du choc entre la marche à la barbarie d'ores et déjà engagée par la putréfaction du régime capitaliste et la recherche par les masses opprimées et exploitées, à travers leur lutte de classe, des voies et des moyens de la résistance, non seulement pour se sauver comme classe, mais, à travers ce processus, pour sauver l'humanité tout entière. Il est clair que le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production est aujourd'hui marqué par la généralisation de ce que Marx, dans *L'Idéologie allemande*, décrivait comme une "tendance" à l'époque naissante et chronique du capitalisme ascendant :

*"Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes*

*dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent), et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société."*

1) La crise des subprimes, qui a explosé aux Etats-Unis à la mi-août 2007, s'étend chaque jour à l'ensemble du système économique mondial. Cette crise confirme l'analyse faite il y a tout juste un an par la IV<sup>e</sup> Internationale, réunie lors de son Sixième Congrès mondial. La "Résolution sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale" (1) résumait ainsi les grands traits de la crise économique mondiale :

*"Nous sommes toujours dans le cadre fixé par l'analyse de Lénine sur l'impérialisme. A l'intérieur de cette époque historique, nous sommes confrontés à la situation suivante :*

(1) Publiée dans *La Vérité*, n° 53, nouvelle série (n° 659), décembre 2006.

a) Des montagnes de capitaux s'accumulent chaque jour davantage à un pôle de la société.

b) Le marché mondial étant constitué, saturé, sursaturé, est incapable de consommer — dans les conditions des rapports sociaux de consommation, et donc de production — la masse des marchandises que les forces productives existantes pourraient produire. Il en découle que ces montagnes de capitaux trouvent de plus en plus difficilement à se valoriser dans la sphère de la production (qui suppose que la plus-value extorquée puisse être réalisée sur le marché par l'écoulement des marchandises).

c) Ces montagnes de capitaux, qui ne trouvent pas à se valoriser dans les conditions de la production des marchandises, cherchent, sous toutes les formes, à déployer les moyens de la spéculation, c'est-à-dire dégager du profit en contournant le procès de l'extorsion de la plus-value dans la production des marchandises.

De cette situation découlent trois conséquences.

a) La loi de la péréquation du taux de profit (...) entre toutes les branches industrielles (définie par Marx dans *Le Capital*) incorpore aujourd'hui dans la définition du taux de profit moyen non seulement toutes les branches industrielles, mais aussi les rendements financiers du capital. Pour la classe capitaliste, les taux de rendement attendus dans la production doivent être alignés sur les taux de retour sur investissement attendus dans la spéculation.

b) Pour amener les taux de profit dans la production au niveau des taux de profit dans la spéculation (...), il n'est d'autre recours pour le capital que de concentrer le dégagement de la plus-value sur l'abaissement du "coût du travail". Et cela non plus — comme dans la phase ascendante du capitalisme — par la seule augmentation de la productivité du travail, mais par l'abaissement de la valeur reconnue de la force de travail en dessous de son niveau historiquement atteint en fonction des "paramètres sociaux, historiques, culturels", pour reprendre la formule de Marx, c'est-à-dire ce que la lutte de classe y a inscrit. Plus que jamais "réaction sur toute la ligne", le capitalisme impérialiste ne va parvenir à survivre qu'au prix de la destruction de toutes les formes organisées et institutions qui garantissent la valeur de la force de travail : les conventions collec-

tives, les statuts, les régimes de protection sociale, l'existence d'organisations syndicales indépendantes, et y compris les institutions des Etats et des nations, autant d'institutions de la démocratie bourgeoise dans les "interstices" desquels, pour reprendre la formule de Trotsky, la démocratie prolétarienne a inscrit ses propres "bastions".

c) Plus s'accroît la paupérisation de la classe ouvrière et des couches opprimées, plus se réduisent leurs capacités d'absorption des marchandises.

Les moyens par lesquels le capitalisme combat la tendance à la dislocation des marchés ne font qu'aggraver cette tendance. A quoi le capitalisme répond par le développement de moyens parasites de masse, en particulier par l'endettement qui, sous une autre forme, nourrit la spéculation." »

2) Ce cadre d'analyse qui permet de comprendre la crise actuelle, les développements de celle-ci sur le plan mondial, les moyens qu'utilise le capital financier pour tenter de la surmonter et quelles sont les responsabilités pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Les "Notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et la place de la IV<sup>e</sup> Internationale" (2) indiquaient :

« La conjoncture ouverte en 2001, après l'effondrement de la "nouvelle économie", étant en train de se clore aux Etats-Unis, la récession imminente — voire l'effondrement — pronostiquée par tous les analystes aura une répercussion mondiale.

Le premier signe de cet effondrement annoncé, c'est l'éclatement de la bulle spéculative immobilière, comme a éclaté en 2001 la bulle spéculative de l'économie Internet (...).

Une nouvelle fois, les moyens parasites gigantesques utilisés par l'impérialisme pour surmonter ses contradictions se heurtent à leurs propres limites. A chaque étape, se trouve posée à une échelle supérieure la question : que faudra-t-il faire la prochaine fois ? »

Cette conjoncture 2001-2007 a été marquée par la tentative de la relance — avec une ampleur inconnue jusque-là —, par les moyens du parasitisme et de la destruction, des économies impérialistes, et celle en

(2) Daniel Gluckstein, *La Vérité*, n° 52, nouvelle série, octobre 2006.



particulier de l'impérialisme américain aux lendemains de l'effondrement de la "nouvelle économie". Stimulés par la politique de la Fed (la banque centrale américaine) de maintien des taux d'intérêt à un niveau bas — politique qui avait eu pour premier objectif, entre 2000 et 2002, de remettre sur pied un système financier au bord de l'effondrement par la spéculation sur la "Net-économie" —, la spéculation et le parasitisme se sont développés à une échelle inégalée, libérant des masses de capitaux à la recherche des meilleures rentabilités. Les capitaux se sont jetés sur tous types de spéculation : marchés d'actions, d'obligations, matières premières, immobilier, etc., élargissant des marchés de plus en plus fictifs (c'est-à-dire apparemment déconnectés des marchés "réels", que ce soient des marchés de marchandises ou de titres), dont l'explosion des instruments financiers hautement spéculatifs que sont les produits dérivés est l'expression aujourd'hui la plus aboutie.

Ces produits dérivés représentaient à la mi-2007 une valeur cumulée de 516 000 milliards de dollars (soit plus de treize fois la production mondiale de marchandises et de services) contre "seulement" un peu plus de 382 000 milliards trois ans plus tôt, soit une progression de 135 %. Sur ce marché, 1 200 milliards de dollars s'échangent quotidiennement dans le monde.

Actuellement, le marché des changes représente chaque jour 3 210 milliards de dollars, contre 1 880 milliards il y a cinq ans, soit une progression de 70 % (3). Ces échanges représentent presque cent fois la valeur du commerce mondial des marchandises et services (4), c'est-à-dire que le marché des capitaux et la spéculation occupent tout le terrain.

Les fonds spéculatifs (hedge funds), quant à eux, ont gonflé démesurément. Ces fonds possèdent aujourd'hui 1 500 milliards de dollars de capitaux (contre 490 milliards en 2000, soit une progression de 200 % !), et avec l'aide des emprunts qu'ils ont faits sur les marchés en complément de ces capitaux, ils possèdent 6 000 milliards de dollars de titres.

3) Les développements spéculatifs et parasitaires trouvent leur source dans la

décomposition impérialiste, dont ils accentuent encore la crise. La place centrale de l'industrie d'armement dans la production mondiale est une expression de cette décomposition du système capitaliste en déclin, car le développement du militarisme et des guerres est une exigence fondamentale de l'économie capitaliste en déclin brutal.

En 2006, les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 204 milliards de dollars, soit une augmentation de 37 % par rapport au chiffre de dix ans auparavant. Les dépenses militaires de l'impérialisme américain, qui représentent 47 % du total mondial, ont augmenté de 53 % depuis simplement sept ans. Le budget américain de la Défense pour 2008 a été augmenté de 9,5 % et s'élèvera à plus de 650 milliards de dollars si l'on y intègre les "rallonges" prévues notamment pour la guerre en Irak et en Afghanistan (qui ne sont pas comprises dans le budget voté par le Congrès). Directement ou par le biais de subventions à des universités et à des laboratoires privés, le ministère de la Défense joue de fait un rôle moteur dans le développement de nouvelles technologies, adaptables à la guerre et transférables sur le plan civil, telles que la recherche de nouveaux carburants alternatifs au pétrole, la biologie, etc. 61 % du total des dépenses de recherche et développement (R&D) du gouvernement fédéral sont liées à la Défense (5). Et 70 % de ces dépenses sont exécutées par l'industrie privée (6). Les 100 premiers groupes

(3) Ces chiffres sont tirés de l'*Etude triennale des banques centrales sur l'activité du marché des changes et des produits dérivés en avril 2007* ("Triennial Central Bank Survey of Foreign Exchange and Derivatives Market Activity in April 2007") publiée en septembre 2007 par la Banque des règlements internationaux (Bank of International Settlements).

(4) D'après les statistiques de l'OMC.

(5) C'est-à-dire que cela comprend non seulement le budget de R&D propre au département de la Défense, mais aussi la part du budget d'autres départements comme celui de la Sécurité intérieure, de l'Energie (qui contient le budget relatif à l'armement nucléaire !), de la Santé, etc.

(6) Les chiffres cités ici proviennent d'une étude du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) — Belgique — réalisée par Luc Mampaey et intitulée *Le rôle de la R&D à vocation militaire et sécuritaire dans le "nouvel objectif stratégique" européen : quelques leçons des Etats-Unis*, septembre 2006.

industriels du monde ont produit presque 300 milliards de dollars d'armements, dont 64 % sont fabriqués par 41 groupes américains. Un tiers de la production mondiale d'armes est le fait de cinq groupes américains (Boeing, Northrop Grumman, Lockheed Martin, Raytheon et General Dynamics) (7).

La progression exponentielle des dépenses militaires, notamment depuis vingt ans, confirme que l'industrie d'armement est un volet d'entraînement de toute l'économie capitaliste, dont le fondement est l'extraction de la plus-value, ce qui implique la production de marchandises. La place centrale de l'économie d'armement dans la production est une confirmation du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : non seulement il n'y a pas de développement des forces productives à l'époque impérialiste, mais il y a au contraire destruction de celles-ci et développement des forces destructives. L'impérialisme américain doit faire face à la crise du marché mondial en accentuant dans d'incroyables proportions ses propres déficits publics notamment pour alimenter l'industrie de guerre. Cette dette publique de l'impérialisme le plus puissant est reportée d'abord et avant tout sur ses propres "alliés", mais aussi à l'échelle de toute la planète, à commencer sur sa propre classe ouvrière, aggravant encore la crise mondiale. Les profits réalisés par l'industrie d'armement (et aussi à ce qui lui est lié à travers le produit du pillage du pétrole et des matières premières) alimentent la spéculation mondiale. Les limites au développement de l'économie d'armement tiennent à la fois aux limites générales de la production de marchandises dans le capitalisme en déclin et à la résistance des travailleurs et des peuples à la barbarie. Dans cette situation de la production marchande, dans le système capitaliste en déclin, une partie croissante des capitaux mobilisés et des profits réalisés s'investit dans le parasitisme spéculatif, qui accentue encore la crise de décomposition du capitalisme. Les limites du capital, c'est le capital lui-même.

4) La relance parasitaire de l'économie s'appuie plus que jamais sur l'endettement massif, et en particulier sur celui des ménages, source de l'explosion de la crise actuelle. La consommation des ménages a compté pour 70 % de la croissance du PIB

américain au cours de ces sept dernières années. Cela n'a pas été dû fondamentalement à une croissance des salaires des travailleurs américains, mais au développement jusqu'à des niveaux inégalés de l'endettement des ménages, stimulé par une politique de taux d'intérêt (ou de coût du crédit) peu élevés imprimée par la Fed.

Dans le cadre du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production, cet endettement a pour fonction de tenter de résoudre la contradiction entre l'abaissement nécessaire (pour le capital) de la valeur de la force de travail (et donc des capacités de consommation) pour atteindre les niveaux de profit exigés par le capital financier et l'exigence de marchés solvables, ayant des capacités de consommation suffisantes pour permettre, par la vente des marchandises, de réaliser (c'est-à-dire transformer en de nouveaux capitaux) les profits ainsi réalisés.

Aux Etats-Unis (mais aussi, sous des formes plus ou moins avancées, dans toutes les métropoles impérialistes), l'abaissement du "coût du travail" ne se manifeste pas seulement par la stagnation, voire la baisse des salaires, mais aussi par la privatisation et la soumission aux lois du marché de tous les aspects de la vie quotidienne. Un livre paru peu de temps avant l'éclatement de la crise des "sub-primes" (8) signale parmi les causes principales de l'aggravation des inégalités de revenus aux Etats-Unis :

— Un système d'imposition bénéficiant aux plus riches.

— La cherté de l'assurance maladie. Les primes d'assurances n'étant pas progressives, elles sont donc plus lourdes pour les bas revenus, ce qui les contraint à ne pas en souscrire. L'endettement pour payer ces primes est alors une pratique courante, et Paul Jorion indique qu'en conséquence "les dépenses relatives à la santé sont mentionnées comme la cause principale de la faillite personnelle dans à peu près la moitié des cas", y compris les personnes cotisant à l'assurance maladie,

(7) Chiffres tirés du *Year Book 2007 ("Armaments, Disarmament and International Security")* publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

(8) Paul Jorion, *Vers la crise du capitalisme américain ?*, La Découverte-MAUSS, 2007.

d'ailleurs. Enfin, l'assurance maladie est liée à l'emploi. Le travailleur est la plupart du temps licencié lorsque la maladie se prolonge. Il doit donc supporter seul la prime, sans contribution de son employeur, ce qu'il ne peut faire... à moins de s'endetter pour cela.

— La cherté de l'éducation. *“L'éducation est de plus en plus chère et opère une sélection par l'argent.”* La souscription de prêts aux études pèse de plus en plus lourd, surtout pour les étudiants issus des couches les plus défavorisées, notamment les communautés noire et latino-américaine.

La conséquence est le surendettement pour “joindre les deux bouts” et tenter de s'assurer un niveau de vie décent, l'assujettissement des travailleurs au pouvoir des banques et de la spéculation, et la désagrégation de la société dès lors que la “bulle” de la dette explose. Pour surmonter ses contradictions, le capital financier jette ainsi des millions de travailleurs dans la nasse de l'endettement.

Le marché des prêts immobiliers “subprimes” est une des expressions les plus fortes du niveau de décomposition atteint par ce système. Arrivant aux limites du marché solvable de l'immobilier (c'est-à-dire celui composé d'emprunteurs capables de rembourser leurs crédits), le capital financier, transgressant ses propres lois prudentielles, a attiré des millions de travailleurs américains parmi les plus modestes vers l'endettement, avec les méthodes du plus pur gangstérisme.

C'est tout à fait consciemment que le capital financier a fait cela. Alan Greenspan, président de la Fed de 1987 à 2007, écrit (9) :

*“Je me rendais bien compte que l'assouplissement du crédit hypothécaire accroissait le risque financier et que l'aide au logement (10) exerçait un effet distorsif (sic) sur le marché. Mais j'ai compris aussi que l'augmentation du nombre de propriétaires renforçait le soutien au capitalisme de marché — vaste question. J'estimais donc, et continue de le faire, que les avantages de cet élargissement de la propriété immobilière individuelle valaient bien l'accroissement inévitable des risques. La protection des droits de propriété, si essentielle dans une économie de marché, a besoin d'une masse critique de*

*propriétaires pour bénéficier d'un soutien politique.”*

Ainsi donc, M. Greenspan, *“l'homme le plus puissant du monde”*, comme l'annonce la quatrième de couverture de son livre, savait pertinemment que sa politique et celle de sa classe sociale menaient des millions de foyers à la catastrophe. Mais que le maintien du régime qu'il défend bec et ongles rendait nécessaire, voire impérieuse, cette catastrophe.

5) Le marché immobilier “subprimes” n'avait pas seulement pour fonction de créer, au-delà des limites du possible, un marché qui puisse absorber les marchandises et réaliser les profits. Il a été également la base du développement d'un vaste marché spéculatif avec la transformation de ces prêts en titres négociables sur tous les marchés financiers. C'est la titrisation qui permettait ainsi aux banques et aux organismes de prêts immobiliers de libérer leurs comptes de ces prêts, et ainsi de faire de nouveaux prêts à hauteur des montants ainsi libérés.

Une part importante de ces opérations de titrisation est réalisée aux Etats-Unis par la Federal National Mortgage Association (FNMA) et la Federal Home Loan Mortgage Corporation (FHLMC). Toutes deux sont des sociétés mixtes (gouvernement fédéral et capitalistes privés), dont le principal rôle est de racheter aux banques et aux sociétés de prêts immobiliers les crédits accordés, leur permettant d'obtenir de l'argent “frais” pour accorder d'autres prêts. Les prêts concernés sont aussi bien des crédits “subprime” que des crédits accordés à des emprunteurs considérés comme plus solvables. La présence du gouvernement dans le capital de ces sociétés leur permet de trouver des sources de financement très bon marché, qu'elles ne répercutent généralement pas sur les emprunteurs finaux,

(9) Alan Greenspan, *Le Temps des turbulences (“The age of turbulence : adventures in a new world”)*, JC Lattès (pour l'édition française), 2007.

(10) Ne nous méprenons pas. En parlant d’“assouplissement du crédit hypothécaire” et d’“aide au logement”, M. Greenspan fait allusion, en langage châtié, aux méthodes crapuleuses pour fourguer des crédits à ceux qui ne pouvaient pas les rembourser.

assurant ainsi de confortables profits pour les actionnaires privés de ces institutions. Mais tous ces prêts qu'elles rachètent, elles les transforment à leur tour en titres revendus sur les marchés financiers, sur lesquels spéculent, d'ailleurs, à travers des fonds spécialisés, les mêmes banques qui s'étaient délestées de leurs prêts. En fait, le marché des titres créés à partir des prêts immobiliers dépasse largement le seul marché des prêts "subprimes".

Ce qui a fait la particularité de celui-ci est qu'étant adossés à des prêts accordés à des emprunteurs moins solvables les titres correspondants n'étaient vendables sur les marchés financiers que s'ils offraient une rentabilité élevée, couvrant les risques de perte.

Avec la titrisation, les conséquences du non-remboursement des crédits ne se concentrent pas seulement sur les "acteurs" du financement de l'immobilier (banques, organismes de prêts spécialisés, etc.), mais sur l'ensemble du système financier, puisque n'importe quel spéculateur (banque, fonds, fonds de pension, etc.) pouvait acheter ces titres et les négocier sur les marchés financiers. A cela s'ajoute que nombre de banques ont créé leur propre système de titrisation (en dehors d'organismes comme FNMA et FHLMC) et ont accru le phénomène.

Comme le confirme Alan Greenspan, cité plus haut, la situation actuelle n'est pas la conséquence d'une erreur technique ou de jugement, mais découle d'une loi fondamentale : la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production s'opère par des moyens qui menacent de destruction l'ensemble de l'humanité.

6) Malgré les tentatives pour l'occulter, l'ampleur de la catastrophe se révèle chaque jour. Un des principaux éditorialistes du *Financial Times* (11), Wolfgang Munchau, écrit :

*"Il est temps d'admettre que l'économie des Etats-Unis va tout droit vers une sérieuse récession économique, beaucoup plus importante que ce qui a été suggéré par l'euphémisme des banquiers centraux lorsqu'ils parlent de "risques contrariant la croissance". (...) J'étais pessimiste sur la sévérité de la crise depuis le début, mais les événements ont*

*tourné encore plus mal. Je pense que l'issue de cette crise se mesure en années plutôt qu'en semaines ou en mois. Mon opinion, c'est que nous avons fait 10 % du chemin de cette crise en termes de temps, moins de 10 % en termes de coûts pour le secteur financier, et encore moins en termes d'impact macroéconomique"* (c'est-à-dire pour l'économie tout entière — NDLR).

Compte tenu de la place de l'économie américaine, c'est toutes les économies qui seront touchées, avec des conséquences majeures pour toutes les économies et pour les travailleurs et les exploités. Car la classe capitaliste cherchera par tous les moyens à restaurer ses profits, quel qu'en soit le prix.

Des millions d'Américains ont déjà perdu ou perdront dans les prochains mois le logement dont ils étaient propriétaires. Beaucoup de foyers ont été pris au piège par les rapaces du financement immobilier avec des conditions de taux d'intérêt avantageuses qui vont cesser d'être applicables dans les mois qui viennent, ce qui va porter à des niveaux totalement insupportables la charge de remboursement de ces foyers. La Bank of America annonce un pic des défauts de remboursement en mars prochain. L'économiste en chef de Standard & Poors annonce que ce pic n'est pas attendu avant l'année 2009. Sans parler des foyers qui vont peut-être réussir à conserver leur logement, mais au prix d'un réaménagement de leur dette qui pèsera lourdement sur leur pouvoir d'achat.

Le secteur de la construction va être durement touché et, au premier chef, les ouvriers qui y travaillent. Baisse constante du nombre des mises en chantier de nouveaux logements, effondrement du prix de l'immobilier vont peser sur un secteur qui, dans tous les pays, joue un rôle particulier. L'effondrement du prix de l'immobilier va en particulier peser sur la vie quotidienne de millions de salariés américains qui n'ont pas pu trouver d'autres moyens de survivre que de gager leur logement pour obtenir des prêts à la consommation. C'est ce qui explique que les ménages

(11) *Financial Times* (Grande-Bretagne), 11 novembre 2007.

américains sont endettés en moyenne à hauteur de 130 % de leurs revenus (12).

7) Dans une économie mondiale dominée par le capital financier, la situation du système financier mondial est un facteur clé. Ce système est profondément ébranlé par une crise qui ne cesse de s'approfondir.

Aucun jour ne se passe sans que de nouvelles pertes soient annoncées par les plus grandes banques du monde. Selon Ben Bernanke, président de la Fed, les pertes consécutives à la spéculation sur les titres adossés aux prêts "subprimes" s'élèveraient à 150 milliards de dollars. Mais ces prévisions sont très sous-évaluées : d'une part, personne ne sait vraiment où se trouvent tous ces titres (et les banques tentent soigneusement de distiller l'information à ce propos afin de ne pas effrayer leurs actionnaires) ; d'autre part, la perte de confiance dans ces titres contamine de plus en plus des titres similaires négociés sur les marchés financiers. La Deutsche Bank table plutôt sur 400 milliards de dollars de pertes, dont 130 milliards pour les banques.

Les interventions massives des banques centrales depuis le mois d'août, visant à injecter les liquidités nécessaires pour "graisser" la machine financière, démontrent à elles seules l'importance et la profondeur de la crise. La Fed a dû encore injecter début novembre 41 milliards de dollars dans les circuits financiers. Elle a encore dû baisser ses taux d'intervention, et tout indique qu'elle va le faire autant qu'il le faudra pour maintenir le bateau à flots, comme aux lendemains de l'effondrement de la "nouvelle économie".

A leur tour, les deux grands piliers du système américain de prêt immobilier — FNMA et FHLMC — sont touchés. Ils ont annoncé le 20 novembre dernier leurs premières pertes. La situation est tellement grave que la FNMA a dû trouver auprès des marchés financiers de nouveaux capitaux à hauteur de 6 milliards de dollars afin de ne pas se trouver en situation de faillite.

8) Parce que le crédit et la spéculation sont au cœur du fonctionnement du système actuel de valorisation du capital, la crise actuelle a et aura des conséquences profondes sur l'ensemble des économies. Tous

les analystes et les représentants des plus hautes institutions du capital financier en conviennent, même s'ils cherchent à en dissimuler l'ampleur. Les dernières prévisions de la Fed tablent sur un taux de croissance de l'économie américaine pour 2008 qui se situe entre 1,8 % et 2,5 % au lieu de la fourchette de 2,5 % et 2,75 % annoncée en juin 2007 (13). Dans un article consacré à "l'économie vulnérable des Etats-Unis", *The Economist* (14) écrit ceci :

« En 1929, dans les jours qui ont suivi le krach des marchés, l'Harvard Economic Society rassurait ainsi ses adhérents : "Une dépression sévère est hors du champ des probabilités." Dans une étude de mars 2001, 95 % des économistes américains disaient qu'il n'y aurait pas de récession, bien qu'elle ait démarré. Aujourd'hui, la plupart des économistes ne prévoient pas de récession en Amérique, les maigres prévisions de la profession n'offrent pas beaucoup de réconfort. Notre dernière évaluation suggère que les Etats-Unis se dirigent bien vers la récession. »

L'article continue en précisant que la principale menace est l'effondrement du moteur principal de la croissance de ces dernières années, à savoir la consommation des ménages. Cela se combine avec un ralentissement de plus en plus net des créations nettes d'emplois. Ces créations sont tombées de 189 000 par mois en moyenne en 2006 à 118 000 depuis fin août 2007. Selon *La Tribune* (15) :

"Le document des minutes de la Fed témoigne (...) d'une montée de ses préoccupations sur le chômage. "Le taux de chômage va augmenter modestement", pronostique ainsi la banque centrale. En 2007, il devrait se situer dans une fourchette de 4,7 % à 4,8 % de la population active, soit plus que les 4,5 % à 4,75 % attendus jusqu'alors, tandis qu'en 2008, ce taux devrait monter entre 4,8 % et 4,9 %."

Le FMI a annoncé il y a deux mois qu'il prévoyait une baisse de la croissance mondiale de 5,2 % en 2007 à 4,8 % en 2008, mais son porte-parole, Massoud Ahmed, vient d'annoncer que ces prévi-

(12) *The Economist* (Grande-Bretagne), 17 novembre 2007.

(13) *La Tribune* (France), 21 novembre 2007.

(14) *The Economist* (Grande-Bretagne), 17 novembre 2007.

(15) *La Tribune* (France), 21 novembre 2007.

sions vont être encore revues à la baisse (16). Les mêmes prévisions de baisse s'annoncent pour les principales économies impérialistes, et notamment celles de l'Europe.

La découverte quotidienne de nouvelles pertes des banques et autres institutions financières (comme les compagnies d'assurances) renforce la tendance des banques à ne plus se prêter entre elles, et donc à renchérir le coût du crédit (c'est ce qu'on appelle le *credit crunch*). Selon tous les analystes, ce renchérissement aura forcément des conséquences sur les investissements des entreprises. Mais ce n'est qu'une vue partielle et déformée des choses. Le renchérissement du coût du crédit va surtout conduire les capitalistes à maintenir et, bien sûr, tenter d'augmenter la rentabilité des capitaux qu'ils ont investis et qu'ils gèrent, par une exploitation accrue de la force de travail et un abaissement de sa valeur.

9) L'accélération des mesures prises contre la classe ouvrière et les peuples, depuis de nombreux mois, exprime le fait que, consciente des conséquences désastreuses de son combat pour le maintien du système capitaliste à l'ère impérialiste, mais n'ayant aucune autre voie à suivre (voir la citation d'Alan Greenspan), la classe capitaliste doit accélérer les conditions de retour à des conditions acceptables de rentabilité des capitaux. Cela prend d'abord la forme des attaques réactionnaires contre tous les acquis du combat de la classe ouvrière et des peuples. Mais il est à prévoir que le rythme des délocalisations (avec ce que cela représente en termes d'emplois dans les métropoles capitalistes) va devoir, du point de vue du capital, être encore accéléré, afin de tirer de l'exploitation des travailleurs des pays dominés des profits suffisamment importants pour compenser ou surmonter les dégâts causés par la classe capitaliste elle-même à son propre régime.

C'est, entre autres, le sens des pressions renouvelées des impérialistes et, au premier chef, des impérialistes américains, pour que la bureaucratie chinoise réévalue sa monnaie nationale. Ils exigent d'elle de ne pas retarder par une sous-évaluation de sa monnaie l'objectif qui lui est

assigné. En d'autres termes, la réévaluation de la monnaie chinoise, en rendant les produits chinois moins compétitifs, exige d'abaisser encore la valeur de la force de travail dans ce pays afin de restituer la compétitivité perdue. Cette pression est l'expression d'une exigence que les "*Notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et la place de la IV<sup>e</sup> Internationale*" résumaient ainsi (17) :

*"Il faut souligner ici que la pression grandissante pour "libérer" le taux de change yuan-dollar exprime la nécessité pour l'impérialisme américain de passer à un autre stade : démembrer ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'octobre 1949 en Chine, démembrer la classe ouvrière chinoise, démembrer le système centralisé de la propriété sociale. Et pour démembrer ce système centralisé (y compris pour démembrer le Parti communiste chinois), il faut démembrer la Chine elle-même."*

10) Cette exigence en direction de la Chine s'exprime différemment dans d'autres pays dominés, mais elle est la même et elle doit être réalisée selon un rythme plus rapide à la mesure du développement de la conjoncture de crise que traverse aujourd'hui le système capitaliste. Le capital financier, à la recherche de voies pour enrayer les conséquences de la crise sur les profits, va chercher à accroître le pillage des économies de pays dominés et l'exploitation de leur force de travail. Pour cela, toutes les barrières doivent sauter, et notamment celle de la propriété sociale en Chine.

A ceux qui prétendent que les "pays émergents" vont sauver la croissance mondiale, que leur croissance va compenser la croissance atone des "pays riches", on rappellera le précédent des "tigres asiatiques" des années 1990, avec comme résultat la crise que l'on a connue (18). Ces économies, totalement tournées vers l'exportation de marchandises fabriquées par les multinationales étrangères utilisant une main-d'œuvre locale peu "coûteuse", seront tôt ou tard frappées par la crise. Le

(16) *La Tribune* (France), 29 novembre 2007.

(17) *La Vérité*, n° 52, *op. cit.*

(18) Relire à ce propos le chapitre I de *Lutte des classes et mondialisation*, Daniel Gluckstein, Selio, 1999

capital financier bridant le “coût du travail” dans ces pays avec la complicité totale des gouvernements locaux, et donc les capacités de consommation intérieure de ces pays, la consommation n’est pas une composante essentielle de la “croissance” des pays émergents (et d’ailleurs, le but du capital n’est pas de développer fondamentalement cette consommation). Si l’on reprend le cas de la Chine, une étude parue dans *The Economist* montre que la part des salaires est passée de 51 % du produit intérieur brut en 2000 à moins de 40 % aujourd’hui, et que, pour la même période, la consommation des ménages est passée de 46 % du PIB à 36 %.

Dans *La Vérité* n° 52, nous écrivions à ce sujet, dans les notes préparatoires au Sixième Congrès mondial :

« Il est un fait que nul ne peut ignorer : les gigantesques déficits de l’économie américaine sont principalement financés par les banques centrales asiatiques, et tout particulièrement celles du Japon et de la Chine. Officiellement, les avoirs en dollars des banques centrales asiatiques s’élèvent désormais à plus de 2 000 milliards de dollars, dont 900 milliards pour la seule Chine. Le schéma est le suivant :

– Au départ, soit une délocalisation en Chine d’activités jusque-là implantées aux Etats-Unis ou en Europe, soit un investissement industriel direct (comme on va le voir plus loin, la majorité des exportations “chinoises” hors de Chine relève d’activités contrôlées par des capitaux non chinois, et principalement nord-américains).

– Deuxième étape : les produits fabriqués ou assemblés sont exportés hors de Chine. Ils sont alors payés en dollars, monnaie du commerce international. Ces dollars sont alors déposés par les exportateurs sur les comptes des banques commerciales chinoises.

– Troisième étape : les banques commerciales chinoises revendent ces dollars à la banque centrale chinoise.

– Quatrième étape : la banque centrale chinoise investit ces dollars dans l’achat des bons du Trésor américain, finançant ainsi les déficits des Etats-Unis.

Rappelons que l’ampleur des déficits budgétaires et commerciaux américains (entre 700 et 1 000 milliards de dollars annuels depuis 2002) conduit le Trésor américain à emprunter chaque jour sur

le marché 1,8 milliard de dollars. Cet emprunt est contracté auprès des investisseurs institutionnels américains et étrangers, et tout particulièrement les banques centrales asiatiques, qui placent ainsi leurs réserves de change (...).

Mais d’où viennent ces montagnes de capitaux qui partent en Chine pour compenser les déficits américains ? A qui appartiennent-ils ? Qui les a produits ? Si la balance commerciale entre la Chine et les Etats-Unis apparaît comme extrêmement favorable à la Chine, cela mérite d’y regarder de plus près. “En fait, une partie importante de l’excédent commercial de la Chine est réalisée par des sociétés multinationales qui recherchent un coût du travail inférieur dans ce pays et ont choisi d’y fabriquer leurs produits à forte main-d’œuvre”, déclare M. Wu Xiaoling, gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine (cité dans *Le Quotidien du peuple en ligne, mise à jour du 16 octobre 2006*, “Essor du commerce extérieur en Chine”).

Il est un fait que, comme le note Mei Xinyu (cité dans le même article), expert commercial du ministère chinois du Commerce, “l’excédent commercial de la Chine provient principalement du commerce de transformation, et la plupart des exportations de ces sociétés multinationales ont été incluses dans les chiffres du commerce chinois. Une proportion élevée des profits tirés de l’exportation est partie en fait dans les poches des sociétés multinationales.”

Les chiffres officiels sont sans appel. Pour la première moitié de l’année 2006, les sociétés à investissement étranger ont généré 58,5 % de la valeur totale des exportations chinoises vers l’étranger. Les entreprises d’Etat ont représenté 24 % et les entreprises privées, 17 %. En réalité, si l’on prend en compte les entreprises chinoises à capitaux mixtes (les “joint ventures”), on évalue au total à une fourchette comprise entre 60 à 70 % la valeur totale des exportations chinoises produites par des entreprises à capitaux étrangers ou à participation de capitaux étrangers. Capitaux étrangers, mais... surexploitation de la force de travail du prolétariat chinois ! »

11) Pour ce qui est de l’Europe, les économies européennes sont d’ores et déjà durement touchées par le biais de la crise du crédit. D’une part, les banques européennes sont évidemment touchées

par la crise des “subprimes”, marché sur lequel elles ont largement spéculé. Les plus grandes banques européennes annoncent successivement des pertes importantes, certaines tombent en faillite (Northern Rock) ou sont sauvées en dernière minute (IKB et SachsenLB, en Allemagne). Et les annonces de nouvelles pertes sont encore à venir.

D’autre part, le “credit crunch” qui se développe pèsera naturellement sur les économies de la zone qui, pour ce qui est des entreprises, trouvent le plus gros de leurs financements sur les marchés financiers dominés par le capital financier américain. Les fonds d’investissement (majoritairement américains) qui ont acquis une myriade de sociétés européennes en utilisant massivement la dette vont exiger une rentabilité de leurs capitaux à la hauteur de l’accroissement du coût du crédit, avec les conséquences que l’on entrevoit aisément en termes de restructuration de la production et de licenciements.

Enfin, la baisse du dollar par rapport à l’euro (que la crise alimente et que la Fed laisse aller pour les intérêts conjoncturels propres de l’impérialisme américain) rendant les exportations européennes plus chères, et donc moins compétitives, cette compétitivité ne sera gagnée que sur la valeur de la force de travail (en bonne intelligence avec les objectifs de l’impérialisme américain) selon le principe fondamental d’existence de l’euro, qui, rappelons-le, fut résumé ainsi en 1999 par le président de la banque centrale allemande de l’époque :

*“Les pays participant à l’UEM (Union économique et monétaire, ou “zone euro”) ne pourront plus, comme par le passé, avoir recours aux mécanismes du taux de change entre monnaies (...). Le poids de l’ajustement pour faire face à un changement de productivité du travail ou de la demande reposera exclusivement sur le coût du travail dans chaque pays.”*

Cette situation alimentera certainement les mouvements de délocalisation. Par exemple, les dirigeants d’EADS-Airbus ne cachent plus leur volonté de délocaliser une partie de la production, notamment en Chine.

Les exigences de l’impérialisme, qui cadrent les politiques des gouvernements qui s’y subordonnent, découlent de la

crise qui le mine. Leur mise en œuvre ne peut répondre aux besoins de l’humanité et ne peut même pas résoudre les contradictions qui constituent l’essence du système capitaliste à l’ère impérialiste. Bien au contraire, les “solutions” à la crise ne font que préparer un stade supérieur de la crise suivante. La principale limite du capital est le capital lui-même, disait Marx.

12) La seule réponse donnée par le capital financier est la relance permanente du parasitisme et de la spéculation, qui donne — de moins en moins — l’illusion de la reprise. Déjà, les capitaux en excédent (non pas du point de vue des besoins de l’humanité, mais du point de vue de la rentabilité du capital) sont à la recherche de nouveaux champs d’accumulation parasitaires.

Les matières premières (et notamment le pétrole) sont de ceux-là. Une grande part de l’élévation du prix du pétrole de ces dernières années est due au seul facteur spéculatif. Mais doit-on s’étonner de la concomitance de l’explosion de la bulle sur le marché des titres “subprimes” et de l’accélération de la hausse du prix du pétrole ? La courbe du prix du pétrole depuis le début de cette année monte très nettement. Alors que ce prix se maintenait dans une fourchette déjà très élevée de 60 à 70 dollars le baril, à l’exception d’une pointe à environ 78 dollars fin juillet 2007, le prix du pétrole a pris brusquement une courbe ascendante à partir de la mi-août 2007 (date des premières annonces d’effondrement), pour atteindre des pointes affleurant les 100 dollars. Et ce alors que la plupart des spécialistes ne notaient aucun signe de changement fondamental dans les conditions d’approvisionnement (ressources, production). Même observation pour l’or : son cours, qui se situait depuis un an dans une fourchette de 650 à 700 dollars l’once, a brusquement augmenté à partir de la mi-août 2007, pour atteindre quasiment 850 dollars l’once en novembre. La même tendance se retrouve sur toutes les matières premières les plus spéculatives. Seule la spéculation explique cela, une spéculation qui, par exemple, compterait aujourd’hui pour 20 à 25 dollars dans le prix actuel d’un baril de pétrole.



Mais d'autres champs de parasitisme sont investis, d'autres se préparent. Pour ne prendre qu'un exemple, il y a les réserves de devises des pays dominés. Du fait de leur inféodation à l'impérialisme, les gouvernements de nombreux pays dominés refusent d'utiliser les excédents de devises étrangères gagnées à l'exportation pour le développement des conditions de vie du peuple. Du coup, ils accumulent dans leur banque centrale des masses de devises qu'ils déversent dans des fonds (appelés "fonds souverains") pour que ces réserves soient placées dans des investissements juteux. Autant dire que toutes les composantes du capital ont les yeux de Chimène pour ces fonds, qui, selon la banque Morgan Stanley, représenteraient 2 800 milliards de dollars, soit deux fois le marché des "subprimes". C'est avec son fonds souverain que la Chine a pris une participation dans l'un des principaux fonds d'investissement du monde, Blackstone. C'est aussi l'un de ces fonds, celui créé par l'émirat d'Abou Dhabi, qui a pris 5 % du capital de Citibank, confrontée à des pertes importantes.

Quelle sera la prochaine étape ? Nul ne peut le prévoir. Ce qui est prévisible, en revanche, c'est que, par lui-même, le régime de la propriété privée des moyens de production ne peut qu'aller de crise en crise, chaque fois plus destructrice. Et pourtant, il ne s'agit pas de simples développements économiques, de mécaniques

inévitables, il s'agit de lutte de classe. La putréfaction du capitalisme vers l'impérialisme nourrit la marche à la barbarie, à la destruction, à la régression de l'humanité, à l'explosion des nations, des Etats, aux guerres prétendument ethniques, aux massacres sans fin. La marche à la barbarie menace toute l'humanité. Mais à l'intérieur même de cette marche à la barbarie, cherchent à se rassembler les éléments d'une issue. La classe ouvrière, les peuples opprimés cherchent, en dépit de la politique des appareils, à dresser les moyens d'une politique indépendante, préservant l'indépendance des organisations et dressant cette indépendance de classe comme l'instrument pour préserver et reconquérir toutes les composantes de la civilisation humaine. L'alternative "socialisme ou barbarie" n'a jamais autant pris sa signification qu'aujourd'hui. Il nous revient, comme militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, de nous inscrire dans la recherche de l'issue à la crise de la direction, qui permettra aux millions d'opprimés et d'exploités de renverser le cours apparemment inéluctable vers la barbarie et d'ouvrir la voie à une nouvelle phase de développement de l'humanité, fondée sur l'expropriation des expropriateurs, sur la socialisation des grands moyens de production et d'échange, socialisation qui leur permettra d'être un facteur de développement de l'humanité tout entière, comme jamais celle-ci n'en a connu jusqu'à présent.



# Asie : face au chaos provoqué par l'impérialisme, la résistance des peuples et des travailleurs

*Documents de diverses organisations d'Asie*

---

## PRÉSENTATION

---

En cette fin d'année 2007, le fait que l'économie mondiale soit engagée dans un nouvel épisode majeur du processus de décomposition du système capitaliste est devenu une vérité tellement incontestable qu'elle se fraie son chemin même dans les grands médias totalement voués à la défense de ce système. Avec toutes les précautions d'usage et le recours permanent à l'euphémisme, personne ne masque véritablement son inquiétude, voire sa panique...

Seul élément de consolation, semble-t-il, l'Asie : l'Asie, et d'abord la Chine. Les chiffres de progression de l'économie s'envolent : 10, 11 % en Chine ; 8 ou 9 % en Inde. Ces chiffres sont en eux-mêmes peu fiables (1), mais une chose est certaine, comme le souligne la résolution du Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la crise des subprimes reproduite dans ce numéro de *La Vérité*, "*la classe capitaliste doit accélérer les conditions de retour à des conditions acceptables de*

*rentabilité des capitaux. Cela prend d'abord la forme des attaques réactionnaires contre tous les acquis du combat de la classe ouvrière et des peuples*".

C'est dans ce cadre que se comprend la politique américaine — exprimant les nécessités les plus vitales de l'impérialisme — en direction de l'Asie, et en particulier de la Chine. Plus que jamais, l'impérialisme américain a besoin d'assurer son contrôle sur l'Asie, et cela par tous les moyens.

La Chine est aujourd'hui le pays qui attire prioritairement les plus grandes masses de capitaux à la recherche de profits ; ce sont elles qui contrôlent et alimentent le secteur exportateur de l'indus-

---

(1) Une étude de la Banque mondiale vient de conclure à une surévaluation de la production chinoise de l'ordre de 40 %. Rien ne permet de dire que ce chiffre soit crédible, mais il s'appuie sur l'étude de la consommation nationale, concluant à ce que 300 millions de Chinois, et non 100, survivraient en-dessous du seuil de pauvreté (1 dollar par jour), ce qui recoupe d'autres indications sur la réduction de la part de la consommation des ménages.

trie chinoise, dont la croissance ne doit pas masquer l'aggravation des déséquilibres régionaux, la dégradation dans les campagnes, la désindustrialisation de certaines régions.

Le paradoxe, c'est que ce rôle central pour l'économie mondiale structurée sur la base de la propriété privée des moyens de production est tenu par un Etat dont la base sociale — déformée, minée, menacée de dislocation —, parce qu'elle est héritée de la révolution de 1949, qui a transformé les rapports de propriété, demeure structurée autour de la propriété collective des moyens de production.

Ce paradoxe doit se dénouer. Quel que soit le besoin pour l'impérialisme américain de ce qu'il appelle son "partenariat" avec la bureaucratie chinoise, le but et la conséquence ultimes de la politique impérialiste à l'égard de l'Asie, c'est fondamentalement la destruction de tout ce qui demeure de la propriété d'Etat en Chine.

Les articles et les notes éditoriales de *La Vérité* ont largement abordé ce sujet, mais il faut maintenant y intégrer la signification du XVII<sup>e</sup> Congrès du PC chinois.

L'*International Herald Tribune* (3 août 2007) publiait un article qui expliquait que le nouveau fonds d'investissement à l'étranger mis en place par le gouvernement chinois avait investi 3 milliards de dollars dans le groupe Blackstone, mais que cette opération avait mal tourné. Les actions de Blackstone ayant brutalement chuté peu après cette acquisition, la valeur de l'investissement gouvernemental s'était réduite de plus de 500 millions de dollars en trois semaines.

Le même journal rapportait que sur un blog — depuis disparu —, on pouvait lire des protestations émanant de citoyens chinois, notamment celle-ci :

*“Grands dirigeants du gouvernement chinois, nous vous prions de ne pas être trompés par des loups qui parlent avec douceur et qui se sont camouflés dans une peau humaine (...). N'oublions pas que nos réserves en devises sont le produit de la sueur et du sang du peuple de Chine, nous vous prions donc de les investir avec plus de soins.”*

Ce cri de colère poussé par des citoyens chinois devant la dilapidation des

devises étrangères détenues par le gouvernement s'inscrit dans la rage qui mûrit au sein du peuple chinois contre les conséquences de la politique “d'ouverture” et “de réforme”. La profondeur de la crise qui se prépare s'est exprimée jusque dans les sommets de la bureaucratie : c'est la signification de la lettre de 17 responsables chinois adressée au congrès du PCC et dénonçant les conséquences catastrophiques de la politique menée aujourd'hui (*voir La Vérité n° 58*).

La réponse de la bureaucratie comme corps s'est exprimée à travers le XVII<sup>e</sup> Congrès. Elle a été de répéter, comme l'a dit le président Wu Jin Tao dans son discours d'ouverture, la nécessité de persévérer sans défaillance dans la politique de réforme et d'ouverture.

Depuis, l'un des “fonds souverains”, c'est-à-dire un organisme d'investissement qui contrôle pour le compte de l'Etat des masses de devises, vient de renflouer à hauteur de 20 % le fonds américain Morgan Stanley, l'un des piliers de Wall Street. Ce qui est vu comme un indice de la puissance de l'économie chinoise entraîne au contraire une vulnérabilité accrue de celle-ci au choc financier sur le marché mondial. En ce sens, l'économie chinoise est aujourd'hui beaucoup plus vulnérable aux conséquences directes de la crise financière que ce n'était le cas en 1997, lorsque des économies entières (comme celle de la Corée du Sud) s'effondraient comme conséquence du retrait des capitaux étrangers.

Le paradoxe dont il était question plus haut n'est pas une abstraction. Au cœur de la contradiction, il y a la réalité vivante du prolétariat chinois, développé dans le cadre de la propriété collective des grands moyens de production, adossé aux rapports de propriété issus de la révolution, et dont la survie même est liée au maintien de ces rapports.

Quotidiennement, des actions de travailleurs chinois, dans les villes comme à la campagne, indiquent la réalité de cette lutte.

Cette lutte est une composante majeure de l'action des travailleurs qui, dans toute l'Asie, font face à l'offensive de l'impérialisme sur tous les terrains, offensive qui met en cause l'existence des Etats, l'unité

des nations et l'ensemble des acquis de la classe ouvrière.

La All Pakistan Trade Union Federation, organisation syndicale qui agit dans un pays où ces menaces ont aujourd'hui atteint un degré qui met en cause l'existence même du pays, avait lancé un appel à une conférence de délégués d'organisations ouvrières pour la paix, pour la défense de la souveraineté des nations et de l'indépendance du mouvement ouvrier face à la gouvernance mondiale. Des militants d'Inde et du Bangladesh s'étaient associés à cet appel, et une "conférence pour la paix, pour la défense de la souveraineté des nations et de l'indépendance du mouvement ouvrier face à la gouvernance mondiale", à laquelle participe l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, doit se tenir à Mumbai les 19 et 20 janvier 2008.

Les raisons formulées pour convoquer cette conférence ont été largement vérifiées par les plus récents développements, mais, en même temps, le point atteint modifie la situation dans chaque pays et dans toute la région.

La défense de ce qui demeure des conquêtes de la révolution chinoise, de la

propriété collective des grands moyens de production est la défense de la classe ouvrière, de son existence même, liée à la propriété d'Etat. Elle s'inscrit comme une tâche indispensable à l'action, dans chacun des pays du continent asiatique et à l'échelle du continent tout entier, des travailleurs contre la destruction des économies nationales, la destruction des droits, la dislocation des nations qu'implique le maintien de l'hégémonie impérialiste.

Dans le cadre de la préparation de la conférence de Mumbai, des documents ont été préparés par certaines des organisations qui y participent. Des déclarations, des articles indiquent le combat qu'elles sont conduites à mener dans des conditions exceptionnellement difficiles. Des discussions ont eu lieu à l'occasion de réunions préparatoires à la conférence.

Nous rassemblons ci-dessous un certain nombre de ces éléments qui donnent un aperçu de la situation dans chacun des pays, de l'unité — sous des formes diverses — de l'offensive de l'impérialisme et de la résistance des travailleurs.

### François Forgeue

---

#### INDE "UTILE" ET INDE "INUTILE"

---

Le camarade N. Vasudevan, responsable du Trade Union Solidarity Committee, lors d'une réunion de préparation de la conférence de Mumbai, a présenté la situation en Inde.

*"Quand on parle de "développement" ou de "progrès" en Inde, il faut d'abord souligner qu'il s'agit avant tout de mesures profitant aux capitalistes internationaux et indiens. La politique "d'ouverture" et "de désengagement" de l'Etat entamée dès 1991 par le Parti du Congrès s'est poursuivie et accélérée sous le gouvernement du BJP jusqu'à 2004. Pour ce gouvernement, les réformes économiques avaient abouti à une "Inde qui brille" (Shining India). Mais c'est justement la colère de ceux qui étaient les victimes de cette politique,*

*les ouvriers et les paysans, qui aboutit à la défaite électorale du BJP en 2004.*

*Le nouveau gouvernement est donc un gouvernement de coalition entre le Parti du Congrès et des partis régionaux, bénéficiant de l'appui au Parlement des deux PC. Il s'était engagé à prendre des mesures pour réduire la pauvreté, soulignant qu'il s'agissait là du principal problème de l'Inde.*

*Qu'est-ce qui a été fait ? Il a été voté un Right to Information Act — ce qui n'est pas inutile, car cela permet d'exiger des informations sur les conséquences de telle ou telle mesure gouvernementale. Le gouvernement a également fait ratifier un National Rural Employment Act (loi nationale sur l'emploi rural) par lequel est garanti à tout travailleur rural cent jours de travail payés 60 roupies.*

*C'est tout. Ce sont les patrons, les propriétaires fonciers qui sont les bénéficiaires de la politique d'ensemble du*

gouvernement. Ils ont droit à des concessions, à des mesures destinées à faciliter les investissements.

Les terribles disparités existantes s'aggravent. La loi sur l'emploi rural dont il a été question plus haut ne s'applique — à titre expérimental — que dans certains districts. Et même là, ceux qui en bénéficient dans sa totalité ne touchent que 6 000 roupies dans l'année, soit environ 100 euros.

L'Entente internationale avait naguère parlé d'Afrique "utile" et d'Afrique "inutile". Aujourd'hui, c'est l'Inde "utile" et l'Inde "inutile".

Les industries nationalement implantées depuis longtemps, des industries manufacturières d'appareillage, l'industrie chimique et pharmaceutique, le textile restreignent leurs activités, licencient, délocalisent et sous-traitent. Le résultat, c'est le passage à de petites unités de production d'une part croissante de la production d'ensemble. En conséquence, il y a aujourd'hui 370 millions de travailleurs dans le secteur dit "inorganisé". 93 % de la main-d'œuvre active sont dans ce secteur où les travailleurs n'ont aucun droit.

Et alors, cette fameuse marche en avant de l'économie dont on parle partout ?

Elle se marque par l'entrée des multinationales. Le service des secteurs est en plein boom, des industries de haute technologie se développent aussi, mais les incidences sur la main-d'œuvre sont limitées.

C'est dans cette période, et notamment depuis 2005, que se sont développées les zones économiques spéciales (SEZ). En 2005, le Parlement a adopté — avec un vote positif de toutes les composantes de la coalition gouvernementale, donc avec les forces des deux PC — un Special Economic Zones Act. Il avait d'abord été dit que la fonction de ces zones serait d'assurer une production destinée à l'exportation. Dans les faits, il s'agit aussi d'y produire des biens utilisés pour la consommation nationale. Les facilités fiscales accordées aux firmes qui investissent dans ces zones représentent un manque à gagner de cinq cents millions de dollars pour les pouvoirs publics.

Ces zones constituent des enclaves dans lesquelles ne s'appliquent pas les lois du travail indiennes. Elles mettent en cause la souveraineté du pays dans la mesure où les entreprises qui s'installent

dans ces zones jouissent en quelque sorte d'un statut extraterritorial.

Dans le cadre de la structure fédérale de l'Inde, il se livre maintenant une compétition entre les différents Etats pour attirer les investissements, une course entre les différents Etats qui cherchent à négocier directement avec les investisseurs potentiels, multinationales ou grands groupes capitalistes indiens comme Tata.

Il s'agit donc d'une course à qui offrira le "coût du travail" le plus favorable, à qui établira le plus de zones économiques spéciales.

Ce processus ne peut qu'entraîner une pression accrue sur les salaires dans l'ensemble du pays. Il repose aussi, comme nous le verrons, la question de la terre.

En effet, la mise en place de zones économiques spéciales entraîne l'attribution de terres pour la construction d'entreprises dans les différents Etats. Une terre qu'il faut prendre aux paysans qui l'occupent. Cela entraîne des affrontements avec les paysans qui travaillent sur ces terres et qui, s'ils en sont chassés, n'ont aucune chance de trouver un emploi.

Généralement, cette réquisition de fait s'opère sous la forme d'un rachat forcé, à bas prix, en utilisant une loi de l'ère coloniale.

Les différents Etats — quel que soit leur gouvernement, gouvernement du Parti du Congrès, gouvernement du BJP, gouvernement régionaliste, gouvernement des PC — se sont tous engagés dans cette politique et ont tous traité la résistance paysanne par la force. Que les mêmes partis accomplissent simultanément dans certains Etats des actes qu'ils dénoncent dans d'autres est un élément du scepticisme à l'égard des partis — et donc de ceux de la gauche.

Dans l'Etat du Bengale-Occidental, le gouvernement, entre les mains d'une coalition de gauche dominée par le PC (marxiste), s'est emparé des terres de la région de Singur pour une zone économique spéciale où Tata doit installer une usine d'automobiles. Puis, les choses se sont répétées à Nandigra, cette fois au compte d'une multinationale étiquetée indonésienne, Salim (qui est par ailleurs une firme protégée par le dictateur Suharto, le massacreur de communistes). Il était question de lui remettre 25 000 acres de terre. Ce chiffre suffit à indiquer qu'il ne s'agit pas de construire seule-

ment une usine, mais de se livrer à des opérations de spéculation immobilière.

Au Maharashtra, Etat gouverné par le Parti du Congrès, c'est le groupe Reliance qui doit installer une vaste SEZ. Là aussi, l'opération se heurte à la résistance de la paysannerie.

Dans l'Etat d'Orissa, que gouverne un parti régional, c'est une entreprise coréenne qui doit opérer. Des paysans ont été tués dans les affrontements. Dans le cas de l'Orissa, c'est un parti régionaliste qui est au pouvoir.

On le voit, la question des zones économiques spéciales soulève à la fois la question des salaires et des conditions de travail, et celle de la terre. Elle soulève également l'ensemble des questions reliées à la concurrence capitaliste, à la compétition entre Etats. Le développement économique peut certes entraîner la transformation de zones rurales en zones industrielles. Mais comment ? Pour le profit de qui ? Dans des conditions de coopération volontaire où les compensations sont équitables, où les effets nuisibles pour la population sont examinés et pris en compte.

Il y a, dans tout le pays, au niveau du mouvement syndical, une large opposition à l'établissement des zones économiques spéciales et, au niveau des Etats, des regroupements de diverses organisations syndicales. La question est posée, y compris au niveau national, d'agir contre l'application de la loi de 2005 ou pour son retrait. »

Dans une lettre au sujet des événements de Nandigram, le camarade Vasudevan précisait :

« Nandigram a plusieurs dimensions. Elle a détruit l'assertion de tous les partis politiques qui sont au pouvoir selon laquelle la mondialisation serait possible avec un visage humain. Nandigram est une expression de la réalité de la mondialisation. Les investisseurs, étrangers comme locaux, voulaient que les paysans s'impliquent de gré ou de force dans ce processus de prétendu développement, et, pour cela, ils ont créé un consensus parmi les partis politiques. Le Special Economic Zone Act de 2005 exprime ce fait. Aucune assurance n'est donnée aux paysans quant à une allocation de terres dans un autre lieu, ni une garantie de compensation, ni une garantie d'emploi, pas la moindre participation dans les superprofits que les investisseurs vont réaliser sur les terres qu'ils leur ont prises. »

---

## PAKISTAN : LE PAYS EST MENACÉ DE DÉSINTÉGRATION

---

Dans cette même réunion, le camarade Gulzar Chudhary, secrétaire général de l'APTUF, est revenu sur la situation dans son pays.

« La situation au Pakistan est critique. Le mois de mars 2007 a vu le développement de grands mouvements. Comment les choses ont-elles commencé ? Le président de la Cour suprême doit sanctionner les décrets du pouvoir et juger de leur constitutionnalité. Il a bloqué certaines décisions importantes, comme celle de la privatisation d'une aciérie. Il a aussi mis en cause les services de renseignement de l'armée à propos de la disparition de personnes qui avaient été arrêtées.

C'est alors que Moucharraf l'a destitué. Cela a provoqué un mouvement de protestation qui a gagné ville après ville, et qui s'est élargi à la majorité de la population, aux travailleurs des villes et des campagnes.

Au début, il s'agissait avant tout d'une mobilisation du personnel judiciaire, des avocats. Le mot d'ordre unificateur, c'était le rétablissement du "chief justice" dans ses fonctions. Pour tous, cela incarnait le refus de l'arbitraire, exprimant une profonde aspiration à la démocratie. Dans ce mouvement qui s'amplifie de jour en jour s'intégraient les revendications politiques et sociales de la majorité : la question du régime politique, la question de l'avenir du pays, la question de la terre, celle de l'emploi, des salaires.

Notre organisation, la All Pakistan Trade Union Federation, a dès le début pris part aux manifestations. Notre présence signifiait que ce vaste mouvement pour la démocratie, pour avancer, avait besoin du mouvement ouvrier, et que celui-ci mettrait en avant ses propres revendications : "Les ouvriers ont besoin de la démocratie. La démocratie a besoin des ouvriers", disions-nous.

Moucharraf a dû céder et rétablir le "chief justice" dans ses fonctions. On se rapprochait alors de l'élection présidentielle. Mais, constitutionnellement, Moucharraf ne pouvait se faire réélire en restant chef des armées.

Le 3 novembre, ce fut le coup de force. L'état d'urgence fut institué, la

*Constitution suspendue. Moucharraff se livra alors à une purge de l'appareil judiciaire, 35 juges furent révoqués. Nombre d'entre eux furent emprisonnés ou détenus à leur domicile.*

*Il y a eu une vague de manifestations de protestation. Elles se sont heurtées à une violente répression. Des centaines d'avocats, de juristes, de militants ouvriers, de démocrates ont été arrêtés. Ce fut par exemple le cas de Farid Awad, le secrétaire général adjoint de l'APTUF, qui n'a dû sa libération qu'à une puissante campagne internationale de soutien. Je remercie ici, au nom de l'APTUF, tous les militants, toutes les organisations qui ont participé à cette campagne.*

*Moucharraff, qui s'était fait réélire dans ces conditions, a renoncé à son poste de chef des armées et annoncé des élections. Les anciens Premiers ministres, Benazir Bhutto et Nawaz Sharif, sont revenus. L'un et l'autre en accord avec l'administration américaine.*

*Nawaz Sharif est associé à des partis islamistes, Benazir Bhutto est moins populaire qu'il ne peut le sembler. Elle a déçu nombre de ceux qui avaient confiance en elle en ne soutenant pas effectivement le combat des avocats, en entrant en négociation avec Moucharraff.*

*On le sait, rien n'est réglé. On ne peut prévoir, même maintenant, dans quelles conditions vont se tenir les élections.*

*La situation reste volatile. De grandes manifestations continuent à avoir lieu dans tout le pays.*

*Mais en même temps, le pays est au bord de la désintégration : chaque jour qui passe voit de nouveaux attentats meurtriers. Dans toute une partie du pays, une véritable guerre se mène.*

*En même temps, la situation de la population travailleuse se détériore.*

*Au Pakistan aussi, des zones économiques spéciales sont créées, la terre est rachetée par le gouvernement à bas prix. Mais dans les conditions actuelles, les investissements sont maigres.*

*L'APTUF a fait entendre la voix du mouvement syndical dans le mouvement en cours. Elle met en avant les mots d'ordre qui correspondent aux exigences les plus pressantes des travailleurs : abrogation de toutes les lois anti-ouvrières, et en particulier de celles qui sont en contradiction avec les conventions de l'OIT et qui interdisent la grève et l'organisation dans différents secteurs,*

*comme le secteur bancaire, celui de l'éducation, les chemins de fer, l'énergie, etc.*

*Halte aux privatisations !"*

Nous reproduisons au sujet de la situation au Pakistan trois documents : un document de l'APTUF analysant la situation, un appel commun de plusieurs organisations syndicales et proposé par l'APTUF et une déclaration pour la constitution d'un comité de défense des droits ouvriers et démocratiques.

### **Une déclaration de la All-Pakistan Trade Unions Federation (APTUF)**

***"Nous tenons à faire savoir que la situation est critique"***

"Le 3 novembre, le général Pervez Moucharraff, dictateur militaire qui gouverne le Pakistan, a décrété l'état d'urgence, suspendant la Constitution et imposant un décret de Constitution provisoire. Moucharraff a justifié ce qui équivaut à la loi martiale en parlant d'une "montée en puissance du militantisme islamiste" et de "l'intervention croissante du pouvoir judiciaire dans le fonctionnement du gouvernement". Il a également renvoyé tous les juges de la Cour suprême. Parmi les juges qui ont ainsi été renvoyés, figure le juge suprême Iftikhar Mohammad Chaudhry, que Moucharraff avait déjà renvoyé cette année et qu'il avait été forcé de réintégrer dans ses fonctions sous la pression des manifestations de protestation.

Les forces militaires ont rapidement encerclé les bâtiments de la Cour suprême et ont arrêté des juges, qui sont maintenant assignés à résidence ; toute communication avec l'extérieur est coupée. Les forces de sécurité pakistanaises s'en sont violemment prises aux manifestants qui défilaient contre la loi martiale avec les juges à leur tête. Des milliers de juges, avocats et personnels de justice, de militants, de syndicalistes, de militants des droits de l'homme, de personnalités des partis de l'opposition ainsi que d'autres ont été arrêtés. Le gouvernement militaire a sévèrement restreint la liberté de la presse. Une douzaine de radios ont été interdites d'antenne. Même les émissions de stations de pays impérialistes comme la BBC et CNN ont été interrompues.



La veille du jour où la loi martiale a été imposée, des personnels techniques de Pakistan International Airlines étaient en grève pour réclamer des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Quatre-vingt-douze vols aussi bien locaux qu'internationaux ont été annulés à cause de la grève. Il y a recrudescence de manifestations ouvrières, particulièrement parmi les électriciens, les travailleurs dans les secteurs des télécommunications, de l'eau, chez les cheminots, dans la confection et d'autres. Ces derniers mois, différents secteurs de la population pakistanaise se sont levés contre la dictature, ce qui inquiète Moucharraf et les Etats-Unis qui le soutiennent. Depuis la formation de ce pays en 1947, ce pays est gouverné par un gouvernement compradore, pion indispensable sur l'échiquier de la politique impérialiste dans la région.

Les travailleurs pakistanais ont subi la perte de milliers d'emplois à cause des privatisations et des restructurations, ce qui les a plongés dans la misère. Dans sa déclaration, lorsqu'il a proclamé la nécessité de l'état d'urgence, Moucharraf indiquait ses priorités en faisant référence à *“des interventions constantes dans la politique économique, le contrôle des prix, les restructurations des entreprises”*.

Nous tenons à faire savoir que la situation est critique. L'APTUF a décidé de lancer une campagne contre la décision brutale prise par le gouvernement et, le 14 novembre 2007, l'APTUF a lancé le mot d'ordre de *“journée noire”* sur l'ensemble du Pakistan : tenir des meetings de protestation devant les usines, porter des brassards et des badges noirs, lancer des mots d'ordre contre le gouvernement, disant *“A bas la loi martiale !”, “Dehors le dictateur !”, “Nous voulons nos droits constitutionnels !”, “Libérez les juges, les avocats, les militants politiques, les dirigeants syndicaux et les militants des droits de l'homme !”*

Les travailleurs voulaient tenir des meetings de protestation devant les grilles des usines, mais des forces de police nombreuses et des agents de renseignement ont empêché les travailleurs de sortir des usines. La police a menacé d'entrer dans les usines ; dans d'autres endroits, les policiers ont chargé à coups de bâton et de

gaz lacrymogènes. Pour éviter la confrontation, les responsables syndicaux ont dit aux travailleurs de tenir le meeting à l'intérieur de l'usine ; dans certaines provinces, les employeurs ont assigné en justice les responsables qui tenaient des meetings sur le lieu de travail. L'APTUF a pris des contacts avec tous ses syndicats en leur demandant d'indiquer les noms de tous ceux qui ont été assignés afin que la confédération puisse prendre les mesures appropriées pour faire valoir les revendications des travailleurs.

L'APTUF demande à tous les membres de la société de condamner vigoureusement la brutalité du gouvernement à l'encontre des juges et des avocats, des syndicalistes, des journalistes, des militants des droits de l'homme, et d'être solidaires de ceux qui sont victimes de la répression.

L'APTUF demande aux syndicats nationaux, aux organisations, aux avocats des droits de l'homme, aux journalistes de faire pression sur le gouvernement pour qu'il lève l'état d'urgence, qu'il respecte les droits de l'homme et permette au peuple d'exercer librement son droit d'élire ceux qui vont le représenter.

Les travailleurs demandent :

— Il faut que les travailleurs puissent avoir accès à des bourses d'études, à des allocations familiales.

— Les amendements anti-ouvriers doivent être abolis.

— Libération de tous les juges qui ont été arrêtés et réintégration à leur poste.

— Levée de l'interdiction d'émission de programmes de télévision, interdiction contraire à la morale et à la loi et qui constitue une négation de la liberté d'expression.

— Réintégration immédiate du juge de la Cour suprême du Pakistan et de tous les juges de la Cour suprême et des tribunaux de grande instance qui n'ont pas signé le décret de Constitution provisoire.

Dans cette situation critique, la confédération des travailleurs du Pakistan, région du Punjab, appelle à la tenue de sa commission exécutive le 18 novembre à 16 heures.”

**Lahore, le 17 novembre**

### **Proposition d'appel commun faite par l'APTUF à toutes les organisations syndicales**

La confédération syndicale pakistanaise, la All Pakistan Trade Union Federation (APTUF), vient de rendre publique une déclaration qu'elle soumet à toutes les organisations syndicales du Pakistan comme déclaration commune de toutes les organisations ouvrières dans ces heures cruciales pour le peuple et le pays.

*“Le 3 novembre 2007, le général Moucharruf a imposé l'état d'urgence. Depuis, les arrestations se sont multipliées. 344 avocats ont été arrêtés et emprisonnés et doivent être jugés par une cour de sécurité spéciale dans un tribunal entouré de forces de police.*

*Les militants, les dirigeants syndicaux sont arrêtés dans l'ensemble du pays. Toutes les organisations ouvrières sont concernées.*

*Le mouvement syndical rassemble les travailleurs de toutes origines et de toutes opinions dans tout le pays. Ils demandent l'abrogation immédiate de l'état d'urgence, la libération de tous les emprisonnés et l'abandon de toutes les poursuites engagées contre eux.*

*Unaniment, les organisations syndicales proclament : le mouvement ouvrier veut la démocratie. Il le fait en pleine indépendance, dans le but de défendre les droits des travailleurs, de défendre le pays contre toute intervention étrangère. Seul le peuple du Pakistan a le droit de décider de son avenir. Les travailleurs doivent avoir le droit de se regrouper librement dans leurs propres organisations.*

*Nous n'oublions pas qu'avant son renvoi le président de la Cour suprême s'était opposé à la privatisation d'aciéries en rappelant qu'elles appartenaient à la nation.*

*Les organisations qui font leur cette déclaration appellent à la plus large unité des travailleurs pour obtenir :*

- la levée immédiate de l'état d'urgence ;*
- la libération immédiate de tous les prisonniers ;*
- le rétablissement de tous les droits démocratiques ;*
- le droit des travailleurs à s'organiser.”*

### **Appel pour la constitution du comité de défense de la démocratie, des droits du peuple et des droits ouvriers**

*“Notre pays est engagé dans une crise profonde qui menace son existence même.*

*Les ouvriers, les paysans, le peuple du Pakistan constatent que la situation s'aggrave de jour en jour.*

*Le peuple demande : alors que des millions d'entre nous l'ont réclamé, pourquoi la réintégration du “chief justice” n'a-t-elle pas eu lieu ?*

*Pourquoi nos demandes sont-elles ignorées ?*

*Pourquoi une base militaire américaine est-elle établie dans notre pays ?*

*Pourquoi ajouter à la situation de conflit qui pèse sur un peuple frère de notre région ?*

*Pourquoi ajouter cela à la tension qui règne déjà dans différentes parties du pays ?*

*Pourquoi devons-nous accepter que les richesses de notre pays, que les usines qui sont propriété nationale soient privatisées et que nous perdions notre contrôle sur le transport aérien, les télécommunications et nos ressources énergétiques ?*

*Pourquoi les travailleurs de notre pays n'ont-ils pas le droit de s'organiser librement et d'agir pour la satisfaction de leurs légitimes revendications ?*

*Pour répondre à ces questions et parce que le peuple du Pakistan veut vivre, nous formons le comité de défense de la démocratie, des droits du peuple et des droits ouvriers. Nous déclarons que le “chief justice” avait raison de refuser d'approuver la privatisation d'une aciérie.*

*Ce n'est pas aux institutions internationales ni aux multinationales de décider du sort de notre peuple et de notre pays.*

*C'est au peuple que cela revient.*

*Nous le disons clairement : les ouvriers, les paysans et le peuple ont besoin de la démocratie. Et nous disons aussi : la démocratie a besoin des ouvriers et des paysans.*

*La démocratie, c'est le droit des travailleurs à s'organiser. En conséquence, nous appelons à l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières (...).*

*La démocratie signifie que le peuple a le droit de choisir librement ses propres représentants, sans ingérence de gouvernements étrangers.*

*Nous avons pleine confiance dans le peuple du Pakistan, dans toutes ses composantes, pour trouver les moyens d'empêcher notre pays de sombrer dans le chaos que certains veulent nous imposer.*

*En combattant pour la démocratie dans notre pays, nous sommes convaincus que nous agissons en même temps pour établir des relations pacifiques et fraternelles avec tous les peuples de la région.*

*En formant ce comité, nous nous engageons à lutter pour la paix et la démocratie.*

*Nous appelons les ouvriers, les paysans, les jeunes, les intellectuels, les membres des professions libérales à se joindre à nous dans cette lutte, à faire connaître cet appel et à former à tous les niveaux des comités de défense de la démocratie, des droits du peuple et des droits ouvriers."*

---

## BANGLADESH : "TOUS NOS DROITS POLITIQUES SONT SUSPENDUS"

---

Un représentant du Parti démocratique des travailleurs du Bangladesh a déclaré :

*"Que se passe-t-il au Bangladesh ? Il y a maintenant onze mois que l'exercice des droits politiques est suspendu. Le gouvernement "intérimaire" qui, lors de son entrée en fonction, se présentait comme ayant la tâche "d'apaiser" une situation tendue pour permettre les élections, est devenu un gouvernement "de fait" permanent. C'est un gouvernement qui s'appuie sur l'armée.*

*Récemment, le Premier ministre accompagné du chef d'état-major de l'armée s'est rendu à Washington.*

*Au nom de "l'ordre", toutes les activités politiques publiques sont interdites. Les partis politiques ne peuvent tenir ni meetings, ni rassemblements, ni manifestations. Il en est de même pour les syndicats et pour toutes leurs formes d'activité.*

*Pour ce qui est des partis, ils peuvent tenir des réunions à huis clos, à condition qu'elles ne rassemblent pas plus de 50 personnes.*

*Si la vie politique est donc réduite à un appareil, le gouvernement, pour sa part, déploie une grande activité — précisément pour mettre en œuvre des mesures qui avaient suscité de puissantes mobili-*

*sations populaires contre elles, comme par exemple la privatisation du port de Chittagong.*

*Des mesures qui étaient au cœur de la préparation des élections et expliquent pourquoi le peuple du Bangladesh a manifesté en masse à de multiples reprises pour qu'il y ait des élections démocratiques. Des questions comme celle des salaires, celle des privatisations.*

*Aujourd'hui, le gouvernement, par exemple, met en route la privatisation des quatre grandes banques d'Etat.*

*Le secteur du textile est en pleine "restructuration". C'est-à-dire fermetures, concentrations et licenciements. Comme les syndicats sont paralysés par les lois d'exception et que la grève est, de fait, interdite, les conditions de travail, de sécurité, de salaires s'aggravent.*

*La situation d'ensemble se dégrade. De ce point de vue, on peut dire qu'elle est fondamentalement la même que dans le reste du sous-continent : les "zones économiques spéciales", souvent appelées "export processing zones", qui existent depuis quinze ans, sont en plein développement. Les grands partis sont paralysés. Les partis qui se réclament de la gauche sont restés silencieux. C'est dans ces conditions que notre parti a donné une conférence de presse présentant ses propositions pour sauver le pays.*

*Voici le texte de la conférence de presse que nous avons tenue à Dacca :*

Au nom du Parti démocratique des travailleurs, nous saluons tous les journalistes présents à cette conférence de presse. Vous savez que notre parti a été constitué en 1997. Deux élections générales ont eu lieu depuis cette date. Notre parti n'a présenté aucun candidat lors de ces élections car elles étaient dominées par l'argent de la fraude, les agissements des hommes de main et la terreur. C'est pour cette raison qu'aucun représentant de notre parti ne siège au Parlement. La commission électorale utilise cet argument pour ne pas inviter notre parti aux discussions qu'elle tient avec les différents partis au sujet de la réforme du système électoral. Cela est inconstitutionnel et contraire à nos droits fondamentaux. Nous tenons cette conférence de presse pour exprimer nos vues sur la réforme du système électoral et sur la situation, nous nous adressons directement à vous, parce

que la commission électorale ne nous a pas invités aux discussions qu'elle organise.

Voilà trente-six ans que le Bangladesh existe comme nation indépendante, mais le pays n'a pas encore atteint l'objectif pour lequel 100 000 personnes ont donné leur vie en 1971. Depuis l'indépendance, tous ceux qui sont arrivés au pouvoir ont changé la Constitution pour conserver le pouvoir, ce qui n'a fait, bien sûr, qu'apporter la misère au peuple. Tout ce qui caractérise un Parlement et des parlementaires a été maintes fois détruit.

En fait, le Parlement est inactif. Le terrorisme, la violence sectaire ont constitué la pratique quotidienne et la nation a été contrainte de subir cette situation. Le peuple de ce pays n'a pas pu s'exprimer librement par un vote pour élire les candidats de son choix, bien qu'il soit écrit dans la Constitution que le peuple est le propriétaire de ce pays et que son mandat est le plus fort. Il y a des problèmes dans la Constitution parce qu'elle a été rédigée par quelques personnes en 1972 et qu'elle a été changée de nombreuses fois. Jusqu'à présent, elle a permis que des individus pillent ce pays.

C'est donc une revendication commune du peuple de ce pays qu'il puisse élire les candidats qu'il a choisis, qui parleront en son nom et non pour eux-mêmes, et que tous les élus se réunissent en Assemblée constituante pour rédiger une nouvelle Constitution qui défendra uniquement le peuple de ce pays.

Le Parti démocratique des travailleurs estime qu'il est temps de faire quelque chose de positif pour ce pays. Le gouver-

nement actuel a pris l'initiative de réformes du système politique et électoral, ce qui, bien entendu, est la revendication générale du peuple, mais nous avons beaucoup de doutes en ce qui concerne les élections, et même si les élections ont lieu, en ce qui concerne le changement de la situation.

Le peuple ne retrouvera ses droits d'expression et de vote que si les mesures suivantes sont prises :

- La tenue d'élections libres pour élire une Assemblée constituante afin de rédiger une nouvelle Constitution qui défendra uniquement le peuple de ce pays.

- L'annulation de la dette extérieure. L'argent du pays ne doit pas être utilisé pour augmenter le marché spéculatif. Cet argent doit servir à soulager la misère.

- L'arrêt de toutes les privatisations. Toute la richesse appartient au peuple. Le pétrole, le gaz, le charbon, les ports, etc., sont la propriété du peuple du Bangladesh. Ils ne peuvent pas être cédés au capital impérialiste.

- L'abrogation de tous les traités plaçant le Bangladesh dans une position de subordination.

- L'éradication complète de la corruption pour le salut du peuple.

- La majorité de la population doit avoir le droit démocratique de choisir son avenir. Le peuple élira ses représentants et aura le droit de les révoquer. Les représentants élus auront des comptes à rendre au peuple. Les aspirations du peuple peuvent être satisfaites par une Constitution démocratique.

- Le Parti démocratique des travailleurs exige la levée immédiate de l'interdiction de l'action syndicale."

# Sinistra Critica (Italie) : Un "tournant" dans la continuité

*Par Lorenzo Varaldo*

Depuis bientôt deux ans, l'Italie est gouvernée par une coalition de centre-gauche, l'*Unione*. Sous la direction de Prodi, ex-président de l'Union européenne et ex-dirigeant de la Démocratie chrétienne, ont participé à la majorité gouvernementale et parlementaire les principaux partis et organisations qui, dans l'histoire de notre pays, ont dit représenter les intérêts des travailleurs. Il s'agit des Démocrates de gauche (DS, parti issu de la majorité de l'ex-Parti communiste italien, PCI), du Parti des communistes italiens, PdCI, de Refondation communiste et de son courant "Sinistra Critica" (section italienne du Secrétariat unifié) (1).

Pendant deux ans, bénéficiant sans trêve du vote favorable de toutes ses composantes, ce gouvernement a mis en œuvre (et continue de mettre en œuvre) les directives de l'Union européenne, une politique de privatisation, de déréglementation, d'appauvrissement de couches toujours plus larges de la population et de

destruction de toutes les conquêtes des travailleurs. Ainsi, ce gouvernement a continué l'œuvre du précédent gouvernement Berlusconi.

Les travailleurs de toutes les catégories n'ont cessé de se mobiliser contre cela, se dressant contre la poursuite de cette politique qu'ils avaient voulu arrêter en chassant Berlusconi lors des élections d'avril 2006.

Pour ne se limiter qu'aux dernières semaines nous avons assisté à la grève des travailleurs des transports, de la métallurgie, de la fonction publique, de la santé, de l'école, des taxis de Rome... Toutes ces grèves étaient appelées contre les coupes dans les budgets, contre les privatisations, pour de vraies augmentations salariales. Autant de revendications qui trouvent un obstacle précis sur leur route : les direc-

(1) Secrétariat unifié : organisation se revendiquant frauduleusement du trotskysme, dirigée par Krivine, Besancenot...

tives de l'Union européenne et le gouvernement qui les applique fidèlement.

A ces grèves, il faut ajouter le "référendum" organisé en octobre 2007 à l'initiative des syndicats sur l'accord portant "réforme" des retraites. Alors que les dirigeants syndicaux confédéraux avaient signé cet accord en juillet, la FIOM (fédération des métallos de la confédération CGIL) a appelé à voter non, exprimant ainsi le refus de millions et millions de travailleurs.

Et même si le oui a obtenu la majorité, il est significatif que le non l'a emporté dans toutes les usines importantes du pays, là où la classe ouvrière est la plus organisée et cherche à défendre l'indépendance et le rôle du syndicat.

Jour après jour, les partis et organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs et qui soutiennent Prodi se sont trouvés confrontés à ces mobilisations. De plus en plus souvent, dans les assemblées, dans les réunions, les travailleurs disent – sous les applaudissements : *"J'ai voté pour ce gouvernement pour chasser Berlusconi, mais je ne le ferai plus parce qu'on continue sur la même voie."*

Il est évident que, même si beaucoup de coups ont été portés, l'objectif de détruire la classe ouvrière, ses conquêtes et ses organisations n'a pas été atteint. La résistance de la FIOM et le non au référendum dans les grandes entreprises en sont des expressions.

C'est dans cette situation que se situent les "changements" en cours à l'intérieur des partis de gauche. En quelques semaines, nous avons assisté :

1) à la fusion de DS avec la Marguerite (ex-Démocratie chrétienne) pour former le Parti démocrate (PD) ;

2) à la conférence constitutive de la "Gauche Arc-en-Ciel", appelée également "Chose rouge", qui unit dans une nouvelle "fédération" Refondation communiste, le PdCI, les Verts et quelques dirigeants de DS qui n'ont pas adhéré au PD ;

3) à la conférence de Sinistra Critica, section italienne du Secrétariat unifié pabliste, qui a décidé ne pas adhérer à la Chose rouge, de sortir de Refondation communiste et de fonder une "Consti-

tuante anticapitaliste", sans pour l'instant constituer un parti.

A quoi correspond la formation de ces "nouvelles" forces politiques ? C'est la question à laquelle nous chercherons à répondre en partant, comme toujours, des faits et des documents.

---

### LE PARTI DÉMOCRATE ROMPT OUVERTEMENT AVEC TOUTE RÉFÉRENCE AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

---

Nous passerons rapidement sur la formation du Parti démocrate. La fusion des restes de l'ex-PCI (DS) et de l'ex-DC (la Marguerite) tourne évidemment le dos à toute délimitation de classe et assume la vision corporatiste et catholique d'intégration des travailleurs et de leurs organisations dans le prétendu "bien commun".

Pour DS, qui a donné vie au PD, l'époque est révolue où les travailleurs avaient des intérêts distincts de ceux des capitalistes. Maintenant, sous le drapeau de l'Union européenne, il s'agit de donner vie à un parti qui prenne en charge ouvertement les intérêts des capitalistes en cherchant à y associer les travailleurs et leurs organisations.

Les 8 et 9 décembre 2007 s'est tenue à Rome, à l'initiative de Refondation communiste, du PdCI, des Verts et de quelques dirigeants de DS, l'assemblée de fondation de la Chose rouge, baptisée ultérieurement "Gauche-Arc-en-Ciel".

Rappelons que ces quatre partis disposent tous de ministres au sein du gouvernement. Ils ont tous voté les lois et budgets proposés par Prodi. Ils ont voté les crédits de guerre en Afghanistan, la loi de Finances de 2007, la baisse du coût du travail de 5 points, la fermeture des hôpitaux, la suppression de 50 000 postes dans l'école publique... Ils ont voté toutes les mesures imposées par l'Union européenne, y compris, ces derniers jours, le "paquet Welfare", qui prévoit l'augmentation de l'âge de départ à la retraite de cinq ans, des aides aux capitalistes pour augmenter les quotas d'heures supplémentaires, une nouvelle attaque contre les conventions collectives nationales, et la confirmation de

toutes les formes de travail précaire décidées par les lois Treu et Biagi.

Ces derniers jours, ces partis ont ensuite voté la loi de Finances de 2008 qui prévoit d'autres coups très durs contre la santé, l'école, les collectivités locales, de nouvelles privatisations...

Et, pour finir, ils ont voté, il y a quelques jours, le décret sur les expulsions des travailleurs immigrés.

Certes, ces quatre partis de l'"Arc-en-Ciel" ont à plusieurs reprises exprimé leur "mécontentement" vis-à-vis du gouvernement. Ils ont parfois proposé des amendements qui ne sont jamais passés. Certains, comme Refondation et le PdCI, ont même manifesté à Rome, en déclarant toutefois ne pas être "contre le gouvernement", mais vouloir en "appliquer le programme".

Après quoi, ayant manifesté, "protéger", "amendé"... ils ont tout voté et tout accepté. La nouvelle fédération "Arc-en-Ciel" se préparerait-elle à rompre avec Prodi ? Absolument pas, au contraire...

*La Repubblica* du 10 novembre 2007 écrit qu'elle "est née pour concéder une longue trêve au gouvernement (...). C'est la Chose rouge de lutte et de gouvernement". Il s'agit de continuer à "protéger" et à "amender" encore plus... tout en continuant à appliquer la politique destructrice imposée par Bruxelles.

Pour un tel objectif, l'existence de partis traditionnels, comme Refondation communiste et le PdCI, n'est pas adaptée.

Bien que compromis avec le capitalisme, l'Union européenne et le gouvernement Prodi, ces partis expriment encore, même de façon de plus en plus décomposée, un cadre de référence et d'organisation pour les travailleurs. Les travailleurs peuvent exercer une pression sur eux : "Comment est-il possible de soutenir une semblable politique ? N'est-il pas mieux d'être dans l'opposition ? Nous n'avons pas voté pour ce gouvernement pour le voir appliquer la même politique que Berlusconi..." C'est en ces termes que les dirigeants de Refondation communiste et du PdCI ont été interpellés à de nombreuses reprises par les travailleurs dans les usines et sur les places publiques.

Il est donc nécessaire de faire un pas supplémentaire : remettre en cause l'exis-

tence même des partis comme forme organisée de la démocratie politique.

C'est pourquoi la nouvelle formation a été appelée d'abord "Chose rouge" puis "Arc-en-Ciel". Il ne s'agit pas de mots choisis au hasard.

*Liberazione*, le journal de Refondation communiste, écrit, le 9 novembre 2007 : "La gauche est née ainsi, d'une journée qui était un peu plus qu'un forum social, un peu séminaire, un peu congrès. Elle est née symboliquement, en prenant plus en compte les voix de ceux qui, ces dernières années, ont construit des associations plutôt que les partis."

Dans la "Déclaration d'objectifs" de l'"Arc-en-Ciel", on peut lire : "Voici nos principes : égalité, justice, liberté, paix, dialogue, valeur du travail et du savoir, mise au centre de l'environnement, laïcité de l'Etat, critique des modèles patriarcaux machistes." Dans aucun passage du document, ne sont cités les travailleurs, la classe ouvrière, les syndicats. Dans aucun passage, il n'est question d'abroger les lois réactionnaires votées ces dernières années. Dans aucun passage, on ne remet en cause le soutien à Prodi.

C'est donc une opération "société civile" appuyée sur les ONG et la démocratie participative, une opération qui ne se situe d'aucune manière sur le terrain de la classe ouvrière et des partis politiques.

Dans sa déclaration à l'assemblée, Giordano (secrétaire de Refondation communiste) explique : "Aujourd'hui, est né un nouvel instrument politique unitaire et pluriel (...) dans une idée de société différente qui critique le capitalisme du temps présent." Quelle est la signification de cette déclaration ?

Faudrait-il, à travers cette "critique du capitalisme du temps présent" préparer des lendemains pour lesquels un "autre capitalisme" est possible... ?

Giordano poursuit : "Un instrument est né qui critique le patriarcat et assume la pratique de la différence et de la démocratie des genres." Plus de classes sociales, plus de démocratie représentative, mais une nouvelle "démocratie des genres" !

"Un instrument est né qui critique l'agression capitaliste contre la nature (...). Si on n'intervient pas radicalement

sur le paradigme productif, sur les consommations et sur les styles de vie, il se produira des dommages irréparables.” Le “paradigme productif” serait donc responsable de tout ! Et vive la fermeture des usines, la réduction du pouvoir d’achat, les licenciements, etc. !

*“Cet instrument ne peut pas et il ne doit pas être seulement la somme de quatre partis, les associations, les mouvements, les expériences de communautés qui ont découvert le lien social, les individus doivent compter, décider, penser.”*

Il ne faut donc plus de partis politiques, d’individus librement associés pour défendre des intérêts “particuliers”... mais un “mouvement”...

---

### **ENCORE ET TOUJOURS : LA SOCIÉTÉ CIVILE.**

---

Quant à l’action politique immédiate, “Arc-en-Ciel” se situe dans la parfaite continuité de ce qui a été fait durant ces années : soutenir Prodi à tout instant (en se réservant des “critiques” et des “demandes” qui n’ont aucun effet) et se situer clairement dans le cadre de l’Union européenne : *“La paix est possible dans un monde multipolaire. Les faits ont déjà montré que le monde n’est pas gouvernable d’un unique centre de commande. Dans cet objectif, il y a besoin d’une Europe plus forte et plus autonome”* (Déclaration d’objectifs).

Au moment où tous les chefs d’Etat et de gouvernement (dont Prodi, au nom du gouvernement italien) signent le traité de Lisbonne qui lie encore plus étroitement l’Union européenne à l’impérialisme américain, à l’OTAN et contraint d’une façon plus ferme tous les pays à appliquer les directives destructrices, cette phrase indique très bien le champ dans lequel se situe la “Gauche - Arc-en-Ciel”.

Au moment où se tenait l’assemblée de la Chose rouge - “Arc-en-Ciel”, la Conférence nationale de Sinistra Critica (pablistes) décidait de sortir de Refondation communiste pour créer une “Constituante anticapitaliste”.

Rappelons que jusqu’à aujourd’hui, Sinistra Critica a constitué un élément

essentiel du soutien au gouvernement Prodi.

---

### **UNE “CONSTITUANTE ANTICAPITALISTE” PROPOSÉE PAR CEUX QUI ONT SOUTENU PRODI HIER...**

---

Dans les premiers mois du gouvernement Prodi, le sénateur Turigliatto, dirigeant de Sinistra Critica et du Secrétariat unifié (SU), a fidèlement voté : le DPEF (document de programmation économique et financier) en juillet 2006 ; les crédits de guerre pour l’Afghanistan, toujours en juillet 2006 ; la loi de Finances, qui a imposé des milliards d’euros de coupes dans les secteurs de la santé, de l’école, des organismes locaux et augmenté les dépenses militaires de 4 % (plus qu’avec Berlusconi). En février 2007, face à l’énorme mobilisation contre l’élargissement de la base américaine à Vicenza, Turigliatto a voté contre la politique étrangère du gouvernement, conduisant ainsi à la chute du gouvernement Prodi... Mais peu de jours après, le même Prodi s’est présenté au Parlement avec un programme en douze points d’attaques frontales contre les travailleurs et la classe ouvrière (“réforme” des retraites, privatisations, poursuite des expéditions en Afghanistan et au Liban, attaques contre l’école publique, coupes dans tous les secteurs, en application du pacte de stabilité européen...) et, cette fois, le sénateur Turigliatto... a voté oui au gouvernement.

Le 2 août 2007, le sénateur Turigliatto vote de nouveau la confiance à Prodi sur une mesure qui prévoit d’étendre aux banques et aux assurances la baisse de la pression fiscale pour un total de 936 millions d’euros ; l’intégration de 250 millions d’euros de facilités fiscales pour les entreprises ; le déblocage des fonds pour la réduction du coût du travail avec des baisses de contributions de 2,3 milliards pour 2007 et d’un chiffre égal ou plus pour 2008 ; la prorogation du terme de la participation italienne aux missions en cours (Afghanistan, Liban, Bosnie...) ou à de nouvelles missions internationales des



forces armées et des forces de police, avec l'augmentation des fonds de 26,8 millions d'euros.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le sénateur Turigliatto, qui depuis février 2007 multiplie les déclarations "contre" la politique du gouvernement "ultralibéral", vote encore, le 25 octobre 2007, un décret du gouvernement qui prévoit de porter à leur terme les coupes dans le secteur de la santé, de réduire les dépenses pharmaceutiques, de contenir dans les cadres établis par l'Union européenne les augmentations contractuelles des enseignants, d'augmenter les dépenses pour les expéditions militaires en Afrique....

Malgré cela, le gouvernement se trouve encore en difficulté pour faire passer la loi de Finances. Cette dernière apparaît toujours plus dans son contenu comme porteuse de nouvelles attaques contre les services publics, de coupes dans les budgets, etc. Cette loi arrive donc devant le Sénat. Le sénateur Turigliatto ne peut pas, évidemment, la voter, ce serait trop... Mais il ne veut pas permettre que le gouvernement tombe. Il trouve alors un subterfuge : il déclare qu'il ne participera pas au vote et sort de la salle, abaissant ainsi le nombre des votants nécessaires et contribuant, ainsi, encore une fois, à sauver Prodi et sa politique.

Pire que Ponce Pilate, pourrait-on dire !

Aujourd'hui, Sinistra Critica sort de Refondation communiste en revendiquant le comportement de Turigliatto comme "un événement fondamental d'une grande partie de notre vivre ensemble".

Dans sa déclaration à la conférence constitutive, le dirigeant pabliste Cannavò va encore plus loin : "La phase actuelle est sous le signe de la fin d'un cycle politique. Un cycle politique bref, celui du gouvernement Prodi, mais surtout un cycle politique long issu de la précédente crise italienne de 1991-1992. Se termine le cycle du bipolarisme à l'italienne, étant donné qu'il a abouti à son but principal : garantir une gouvernance de fond qui permettait à l'Italie de résister à la compétition globale (...). Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus."

Précisons. Cannavò a participé pleinement au "bipolarisme à l'italienne" et à la "gouvernance" fondée sur la guerre, les

attaques contre les droits, la précarité, etc. Mais maintenant, comme le dit Cannavò, "cela ne suffit plus".

Quel "nouveau" rôle s'assigne donc Sinistra Critica dans la période qui s'ouvre ?

---

### UNE "CONSTITUANTE" QUI DISSOUT LE MOUVEMENT OUVRIER

---

Dans les documents préparatoires à la Conférence nationale, on lit qu' "il aura fallu peu d'heures au gouvernement Prodi pour manifester sa nature de classe". Peu d'heures... mais Turigliatto et Sinistra Critica ont, vingt et un mois durant, soutenu ce gouvernement qui représentait des "intérêts de classe" bien précis...

Le document dénonce le soutien aux expéditions militaires, les attaques contre les dépenses sociales, la précarité... Il dénonce le choix de Refondation communiste de soutenir ce gouvernement et de se fondre dans la Chose rouge — "Arc-en-Ciel"...

Mais quelle voie "de sortie" proposent les responsables italiens du Secrétariat unifié à cette situation ?

Les documents parlent de "refondre la politique", de "crise de la politique", de "crise de la démocratie". Mais peut-il y avoir démocratie sans lutte pour la défense et la reconquête des syndicats indépendants ?

Or Sinistra Critica dénonce, à propos de la CGIL, "le syndicat institutionnel qui est une partie active des processus de démoralisation et de décomposition".

Mais cette confédération ouvrière est composée de millions de travailleurs qui cherchent tous les jours à s'emparer de leur syndicat pour résister. La CGIL, c'est aussi la FIOM (sa fédération de la métallurgie), qui a exprimé, avec sa position pour le non au référendum, sur l'accord sur les retraites, la volonté de résister à la destruction et à l'intégration des syndicats.

Qu'importe aux pablistes italiens, qui appellent à "valoriser les formes possibles d'unité du syndicalisme anticoncertatif".

Tous les travailleurs connaissent l'action de division, le sectarisme, la des-

truction des syndicats mis en œuvre par les Cobas (1) dans toutes les circonstances. Aujourd'hui, les partisans italiens du SU proposent d'approfondir cette politique !

Le même document préparatoire affirme : *“Même pour la CGIL, nous assistons à un processus évolutif irréversible.”*

“Irréversible” ? Les millions de travailleurs qui cherchent à se tourner vers leurs syndicats pour se défendre n'auraient donc aucun motif de le faire ? Quelles défaites préparent ces positions ?

Le document précise plus loin : *“Sur un plan syndical, il s'agit de récupérer la capacité d'intervention et de participation sur les lieux de travail, même au-delà des sigles syndicaux.”* Au-delà des sigles syndicaux ? En dispersant ainsi les travailleurs et en les atomisant en autant de formes “syndicales” divisées, entreprise par entreprise ?

N'est-ce pas accompagner la politique du gouvernement Prodi et de l'Union européenne, qui veulent arriver aux contrats d'entreprise et faire exploser les conventions collectives ?

La destruction de la CGIL (pour ne pas parler des millions de travailleurs qui sont inscrits dans les confédérations CISL et UIL et qui cherchent, face à mille difficultés, à se battre pour l'unité pour les revendications) est ouvertement préconisée : *“Il faut avant tout un syndicat de classe, de masse, combatif (...). Cet instrument n'existe pas aujourd'hui et sa construction est un chevron décisif pour la reconstruction de la substance du changement.”* Et comment se construira ce “chevron” ?

*“Depuis des décennies, en Europe, la soumission des grandes organisations syndicales produit des formes partielles et transitoires d'auto-organisation, de nouveaux phénomènes de syndicalisme de base, des épisodes d'autonomie et de séparation. Le grand nombre de sigles, d'associations et de besoins spécifiques auto-organisés (visibles, surtout, mais pas seulement, en France et en Italie) dénonce avant tout l'inadéquation de l'organisation majoritaire existante.”*

Peut-on faire plus vibrant plaider pour l'atomisation de la classe ouvrière et le morcellement de ses organisations ?

---

## QUEL EST LE FONDEMENT DE CETTE “CONSTITUANTE ANTICAPITALISTE” ?

---

*“Sinistra Critica se transforme en mouvement politique et poursuit son propre projet (...). Nous ne nous transformons ni n'autoproclamons un petit parti. Nous construisons à partir d'aujourd'hui Sinistra Critica comme un Mouvement, un Mouvement pour la gauche anticapitaliste. Ce qui nous intéresse, c'est d'amorcer une dynamique de mouvement et de politique globale. (...) Le parti que nous voulons ne se considère pas dépositaire de l'orthodoxie marxiste ni ne considère le marxisme comme l'unique théorie de libération à laquelle faire référence : il est donc un parti écologiste et féministe, ouvert aux contributions de cultures et d'expériences différentes. C'est un parti sexué (...). Un parti inclus dans les mouvements, qui dialogue sans aucune volonté de suprématie.”*

Comme on peut le voir, un vocabulaire pas très éloigné de celui de l'“Arc-en-Ciel”... Un vocabulaire qui se situe en dehors de toute la tradition du mouvement ouvrier. Au centre, est mis “le lien avec le mouvement”. Mais quel mouvement ? Pas le mouvement ouvrier.

Au contraire, celui-ci est rendu responsable de la situation : *“Ces cinq dernières années, le mouvement ouvrier ne s'est jamais remis de la phase défensive et il n'a jamais réussi à décocher un coup gagnant.”* Le mouvement ouvrier et les travailleurs italiens, qui ont fait six grèves générales et des dizaines de grèves de secteur, qui ont voté non au référendum sur l'accord de juillet, qui se sont battus contre la politique des dirigeants des partis de toute la gauche, pour l'abrogation des lois Biagi, Moratti, Bossi-Fini, pour la défense des conventions collectives, seraient les responsables ?!

*“Une nouvelle phase s'ouvre et on verra des formes d'auto-organisation directe, des formes démocratiques de*

---

(1) COBAS : “comités de base” impulsés depuis les années 1970 par les pablistes et les gauchistes, pour opposer un prétendu “syndicalisme de base” aux confédérations ouvrières traditionnelles, CGIL et IUL.

*participation et de contrôle, des expériences directes de nouvelles avant-gardes, une capacité d'autonomie par rapport au cadre politique."*

Derrière les mots "auto-organisation" "démocratie directe", "participation", ce sont toutes les formes d'organisation et de structuration du mouvement ouvrier qui sont ici remises en cause.

La "Constituante" de SC devient alors un projet pour ne pas défendre et reconquérir le syndicat, ne pas constituer un parti fondé sur la démocratie du mandat et sur un programme précis, désagréger et entraîner au désastre, au nom de la "démocratie directe", tous les jeunes et les travailleurs qui cherchent une issue.

Qu'est-ce que la "démocratie directe", sinon l'autogestion à l'intérieur des liens de Maastricht, du capitalisme, des budgets votés par les gouvernements, sur le modèle de la "démocratie participative" qui permet d'appliquer toute la politique destructrice de l'Union européenne, du FMI et de la Banque mondiale ?

C'est cela que SC revendique ouvertement : "L'expérience de Porto Alegre (2), les tentatives zapatistes et l'autogestion expérimentée en Argentine montrent encore une fois la possibilité et l'aspiration des masses populaires à décider de leur propre vie dans un processus ouvert et collectif."

La volonté des masses, certes, est de décider de leur propre vie... Mais où ont été amenées ces masses à Porto Alegre, dans l'autogestion, dans le Chiapas, sinon précisément entre les mains de l'impérialisme ?

---

## QUELS SONT LES MOTS D'ORDRE DU MOUVEMENT "ANTICAPITALISTE" ?

---

Il y a la "construction d'un mouvement contre la guerre, stable et coordonné, organisé à partir de comités et de réseaux, contre l'intervention italienne, contre les bases militaires..." Certes, certes... mais cela est dit par ceux qui ont voté les crédits de guerre jusqu'en octobre 2007 ! Mais qu'en est-il concrètement ? Dans aucun passage il n'est demandé le retrait des troupes d'Afghanistan et du Liban, ni la fin des expéditions "de paix" en Afrique...

SC sort de toute analyse de classe de la société en proposant une nouvelle vision de l'histoire : "La relation de pouvoir entre femmes et hommes a fourni le modèle à toutes les autres, "le péché originel" qui, encore aujourd'hui, s'oppose aux libérations et à la conscience de classe. Si de vastes secteurs du prolétariat sont la proie de droites misogynes et racistes, cela dépend en premier lieu de leur rapport aux femmes."

L'origine des problèmes ne serait plus le capitalisme, l'exploitation des ouvriers et des travailleurs par les patrons, mais la "relation de pouvoir entre femmes et hommes" ! Mais ce n'est pas tout : la responsabilité de la crise du mouvement ouvrier ne serait plus celle de ses dirigeants (en premier lieu, celle de SC qui a soutenu Prodi au nom du trotskysme), mais serait celle... du prolétariat à cause de ses "rapports aux femmes".

Il y a la construction des "mouvements pour les droits et les libertés des émigrés, les réseaux et les associations antiracistes qui ont accompli divers pas en avant dans les dernières années". Certes, les travailleurs immigrés sont eux-mêmes une des fractions les plus exploitées de la société capitaliste... Mais quelle réponse propose SC ? "L'organisation autonome des émigrés eux-mêmes." Organisation autonome des immigrés, des femmes, isolés du mouvement ouvrier ? En dehors de la lutte pour la défense et la reconnaissance des conventions collectives, en dehors des syndicats ?

C'est le terrain typique de la "société civile", sans frontière de classe : "Ce que l'on peut proposer aux divers interlocuteurs – syndicalisme de base, centres sociaux, tissu associatif diffus, réseaux contre la guerre, comités environnementalistes – est de rendre plus stables la collaboration et la coordination des initiatives."

La proposition de SC se décline donc sur un terrain de rupture avec la tradition du mouvement ouvrier, unissant les secteurs les plus décomposés de la société civile (centres sociaux), le syndicalisme de division, les associations environne-

(2) Porto Alegre : capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul (sud du Brésil), gérée pendant des années par les pablistes brésiliens sur le principe du "budget participatif". Lire en particulier *La Vérité* n° 56-57.

mentalistes et “diffuses”, c’est-à-dire la société civile sans aucune délimitation de classe. Le projet de SC vise “à coordonner” cette action, c’est-à-dire à coordonner la destruction du mouvement ouvrier.

Dans tout ce décor proposé par ceux qui ont voté et approuvé l’essence de la politique de Prodi ces deux dernières années, il manque cependant une question fondamentale : celle de l’Union européenne. L’Union européenne n’est citée à aucun moment. Effacée, l’origine de toutes les attaques, l’institution née pour détruire les conquêtes, l’indépendance des syndicats, la démocratie !

On parle d’“anticapitalisme”, voire de “révolution”, mais on ne demande pas l’unique chose concrète, réelle, qui permette aujourd’hui d’accomplir un pas dans la voie de la rupture avec le système capitaliste et avec tous les plans de destruction : la rupture avec l’Union européenne, la destruction de cette institution comme préalable à l’union libre des peuples d’Europe et, au-delà, pour les États-Unis socialistes d’Europe.

Il y a plus : il est dit qu’*“avec l’existence de l’Union européenne, de l’OMC, du FMI et de l’OTAN, la construction d’une entité supranationale est une exigence centrale”*.

On ne peut être plus clair : la “Constituante anticapitaliste” se situe exactement sur le terrain “supranational” de l’Union européenne de destruction de tout ce qui constitue la classe ouvrière.

Un dénominateur commun, au-delà des mots plus ou moins radicaux, unit le PD, la Chose rouge et la Constituante anticapitaliste : la remise en cause de toutes les formes organisées du mouvement ouvrier.

Certes, les formes de cet alignement sur la destruction sont différentes. Pour le PD, il s’agit de nier l’existence même des classes et de revendiquer ouvertement la politique du capitalisme (et en particulier de l’impérialisme américain qui s’exprime à travers l’Union européenne). Pour la Chose rouge, il s’agit d’apporter un soutien “critique” à cette politique, en ne remettant en cause ni le gouvernement Prodi, ni l’Union européenne, ni l’alliance avec le PD, tout en se constituant en une force “plurielle” qui rompt elle-même avec la tradition de la classe ouvrière. La

“Constituante anticapitaliste” de SC est la variante extérieure au gouvernement, nécessaire pour retenir tous ceux qui ne supportent plus le soutien au gouvernement Prodi, mais les regroupant sur une ligne de décomposition, de négation de tout ce qui fonde le mouvement ouvrier, ses organisations, ses partis et toutes les institutions de la démocratie ouvrière.

Militants italiens de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous considérons la question d’une représentation indépendante des travailleurs, combattant pour la défense et la reconquête des droits, pour la défense de l’indépendance des syndicats contre l’intégration et le processus corporatistes imposés par l’Union européenne, comme étant plus que jamais à l’ordre du jour en Italie.

Nous nous battons contre toutes les formes de décomposition de la tradition et de l’organisation de la classe ouvrière et sommes prêts à nous unir et à discuter avec tous ceux qui se situent sur ce terrain. Nous sommes pour la défense de l’indépendance syndicale, pour l’abrogation de toutes les “réformes” entreprises ces dernières années, pour le retrait du “paquet Welfare”... et nous nous battons donc dans les lieux de travail et dans les syndicats pour mobiliser en ce sens, pour nous organiser avec les travailleurs, en toute indépendance.

Pour nous, une organisation politique indépendante ne peut que mettre au centre de son action la rupture avec l’Union européenne. Ceci pour une raison très pratique et concrète : le cadre des institutions européennes empêche la défense des conquêtes, la préservation des organisations des travailleurs et un quelconque pas en avant vers la libération de l’humanité.

Face à la décomposition prônée par le PD, la “Gauche - Arc-en-Ciel”, SC et sa Constituante anticapitaliste, il est plus que jamais nécessaire d’élargir cette discussion que nous avons commencée avec les travailleurs et militants de toutes tendances, au sein du *Comité de correspondance pour une politique des travailleurs*, comme premier pas concret vers la construction d’un authentique parti des travailleurs.

**Lorenzo Varaldo**

# France : une intense période de lutte de classe

Par Daniel Shapira

---

## UNE DÉCLARATION A CONCENTRÉ TOUS LES PROBLÈMES DE LA SITUATION POLITIQUE

---

Mardi 13 novembre 2007, Bernard Thibault (secrétaire général de la principale centrale syndicale française, la CGT, et ancien membre de la direction du PCF) a proposé au ministre du Travail d'ouvrir des *“cycles de négociation avec les directions d'entreprise et les représentants de l'Etat sur chacun des régimes spéciaux de retraite”*.

Cette déclaration est intervenue à la veille du début de la grève des cheminots et des agents de la RATP (Régie autonome des transports de la région parisienne), grève qui allait durer neuf jours. Quelle est sa signification ?

Les cheminots et les agents de la RATP sont les derniers salariés disposant

encore d'une retraite à taux plein sur la base de 37,5 années de cotisation. Pour tous les autres salariés en France, cet acquis commun avait été supprimé, en 1993 pour les salariés du privé et en 2003 pour ceux de la fonction publique. Le nombre d'années de cotisation donnant droit à une retraite à taux plein était passé à 40 annuités. Si les salariés partent avant, leur retraite peut être amputée jusqu'à 30 %.

Pourquoi le fait de proposer une négociation entreprise par entreprise a-t-elle constitué un tournant majeur ? Parce que les cheminots, les agents de la RATP, et d'autres salariés avec eux, disposent de ce que l'on appelle un *“régime spécial”*. Ils ont un acquis qui leur est commun à tous. C'est pour cela que jusqu'à cette date du 13 novembre les cheminots, les agents de la RATP avec leurs organisations syndicales exigeaient le maintien de ce cadre commun du régime spécial et refusaient

donc des “négociations” séparées par entreprise.

A l'inverse, depuis le début, pour disloquer cet acquis, le gouvernement voulait des négociations “entreprise par entreprise”. Ainsi, le ministre Bertrand avait déclaré très nettement, dès le 3 octobre, devant les députés à l'Assemblée nationale :

*“S'agissant du contenu de la réforme des retraites, notre objectif est d'harmoniser les règles des régimes spéciaux avec celles de la fonction publique.”*

Et cette “harmonisation” (c'est-à-dire l'allongement à 40 annuités de cotisation pour les régimes spéciaux) ne souffrait aucune discussion. Par contre, le gouvernement demandait aux organisations syndicales d'en négocier l'application, le ministre déclarant : *“Ces principes seront mis en œuvre, entreprise par entreprise.”*

Dans ces conditions, on comprend que cette déclaration de Bernard Thibault ait été ressentie comme un coup de poignard dans le dos des salariés à la veille de leur grève, du fait même qu'elle signifiait l'acceptation du cadre de la contre-réforme gouvernementale.

L'enjeu est majeur. Depuis des mois, le gouvernement a fait de cette question de la destruction des régimes spéciaux de retraite le préalable à toutes ses contre-réformes ultérieures. Dans un discours du 25 septembre 2007, le Premier ministre Fillon avait déclaré :

*“Le rendez-vous sur les retraites de 2008 a deux préalables [il s'agit d'un rendez-vous décidé par la précédente contre-réforme de 2003 pour les retraites de tous les salariés, NDR] : le premier, c'est la réforme des régimes spéciaux.”*

Et cette exigence va être le leitmotiv du gouvernement.

*Le Figaro* (principal quotidien de la bourgeoisie) insistait le 14 novembre :

*“Nicolas Sarkozy ne peut pas céder, car s'il cédait sur les régimes spéciaux, c'est la volonté de réforme qui s'évanouirait. Comment engager un second combat quand on a perdu le premier ?”*

On comprend que la déclaration de Bernard Thibault ait été appréciée comme il se doit par tous les représentants de la bourgeoisie.

*Le Monde*, au lendemain de cette déclaration, fait parler le secrétaire général de la présidence de la République, Claude Guéant :

*“Bernard Thibault a fait en sorte que la crise puisse se dénouer dès le premier jour du conflit. On a toujours dit que les négociations devaient avoir lieu par entreprise. La CGT s'y refusait. Hier, elle nous a proposé des négociations par entreprise, dans lesquelles l'Etat serait représenté. Nous avons accepté.”*

Mais au-delà de cet appui immédiat et ouvert au plan de destruction des régimes spéciaux de retraite, la déclaration de Bernard Thibault a une portée plus générale.

---

### UNE DÉCLARATION D'UNE PORTÉE GÉNÉRALE

---

“Entreprise par entreprise”... C'est depuis des années, l'axe de toute l'offensive gouvernementale et patronale dictée par les institutions internationales, contre l'existence de droits collectifs communs à toute la classe ouvrière. “Entreprise par entreprise”, c'est la dernière étape avant l'individualisation totale, c'est-à-dire la pulvérisation de tous les droits. Ainsi, le gouvernement Sarkozy est engagé dans une offensive pour remettre en cause toute notion de durée collective du temps de travail, en proposant un mécanisme compliqué où des salariés pourraient se faire payer les jours de congé non pris.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, interrogé le 16 décembre pour savoir si cela signifiait une obligation faite aux employeurs des petites et moyennes entreprises de payer ces jours à leurs salariés, répond très clairement :

*“Non, évidemment. Bien sûr qu'on ne les obligera pas. Nous, on veut aller de plus en plus vers des accords d'entreprise. C'est-à-dire aller au plus proche du dialogue entre le salarié et le chef d'entreprise.”*

Mais le “dialogue entre le salarié et le chef d'entreprise” dont parle le ministre, c'est la destruction de tous les droits collectifs arrachés par la classe ouvrière, car le salarié et le chef d'entreprise ne sont

pas “à égalité” dans un dialogue individuel. Les accords d’entreprise sont l’objectif de toujours du patronat, pour contourner les conventions collectives de branche, le Code du travail et tous les droits arrachés par la classe ouvrière.

C’est la marque de toute la politique gouvernementale qui, par exemple, préconise dans la fonction publique d’instaurer un mécanisme de “salaire au mérite”, service par service ou individuel, contre la notion même d’augmentation générale commune à tous.

C’est en ce sens que la déclaration de Bernard Thibault, acceptant des “négociations entreprise par entreprise”, au-delà de l’accord donné au gouvernement pour démanteler les régimes spéciaux, a une portée plus générale pour toute la classe ouvrière.

---

## UN MOUVEMENT D’UNE AMPLÉUR SANS PRÉCÉDENT

---

Et pourtant, malgré cette déclaration de Bernard Thibault, dont la centrale, la CGT, est très largement majoritaire parmi les salariés des régimes spéciaux, la grève des cheminots et des agents de la RATP a duré neuf jours. Elle s’est prolongée dans l’unité, jusqu’à la grève programmée le 20 novembre dans la fonction publique, alors que tout était prévu pour que cette jonction ne puisse pas avoir lieu.

Cette grève a été reconduite quotidiennement dans les assemblées générales, dans les différents centres et dépôts, par les cheminots unis avec leurs syndicats locaux. La reconduction de cette grève, dans la démocratie, pendant neuf jours, a surpris et inquiété tous les représentants de la bourgeoisie. Citons à ce propos l’éditorial du 21 novembre d’une feuille patronale, *Liaisons sociales* :

*“Rien ne se déroule comme prévu. Lorsque le gouvernement misait, dicit certains, sur une grève “pour la forme”, histoire de montrer à l’opinion, acquise aux réformes, qu’il ne reculerait pas, alors que Bernard Thibault a pris le risque de proposer — contre sa propre fédération de cheminots — une négociation tripartite entreprise par entreprise*

*pour déminer la grève, la base syndicale ne l’a pas entendu de cette oreille. En se rebiffant, elle a déjoué les scénarios du gouvernement et des leaders syndicaux.”*

Quelle a été la caractéristique de ces neuf jours de grève ? La démocratie dans les assemblées générales, une unité sans faille, sur trois revendications concentrant le refus de la destruction du régime spécial. Ainsi, par exemple, dans un centre dépendant d’une des principales gares de Paris, l’assemblée générale tenue le premier jour de la grève, le 14 novembre, au lendemain de la déclaration de Bernard Thibault, est explicite :

*“Les grévistes déclarent être en grève reconductible dans l’unité de l’appel des fédérations pour le retrait de la réforme des retraites. Nous refusons le passage de 37,5 ans à 40 ans de cotisations, les décotes et l’indexation sur les prix plutôt que les salaires. Nous nous réunissons en assemblée générale pour décider démocratiquement de l’organisation de notre mouvement. Nous tenons à ce que nos revendications soient entendues, et respectées. Nous exigeons d’être consultés pour toute décision qui engagerait notre avenir et d’être informés du contenu des discussions à chaque étape. Nous nous déclarons opposés à toute négociation entreprise par entreprise. Cette motion est adressée aux fédérations et confédérations et sera diffusée dans toutes les AG et aux cheminots.”*

De telles prises de position se sont multipliées dans tous les centres des cheminots en grève. Et la discussion dans les assemblées générales est significative de l’unanimité des grévistes sur leur revendication de rejet de la contre-réforme. Ainsi, trois jours après le déclenchement de la grève, une assemblée générale dans un gros dépôt de Moselle voit un responsable proposer au vote une motion qui ne contient pas la revendication du maintien des 37,5 annuités de cotisation et qui demande au gouvernement et à la direction de la SNCF de définir le contenu et le calendrier des négociations. Voici le dialogue qui s’ensuit :

Un cheminot : *“Explique-moi ce que l’on peut négocier. Il n’y a rien à négocier.”*

Un autre cheminot : *“Xavier Bertrand (le ministre du Travail — NDR) a bien dit que les 40 ans, ce n’était pas négociable.”*

Un responsable CGT essaie d'expliquer : "Si demain, il y avait les 40 ans, il faudrait ..."

Il est tout de suite interrompu par un profond "NON", crié par l'AG.

Un autre responsable CGT : "Il y a beaucoup de jeunes qui vont partir à la retraite dans vingt ans, ils se sentent touchés par la réforme, il faut qu'on garde les mêmes droits pour tous."

Un cheminot : "C'est la solidarité entre les générations."

Un autre cheminot : "Est-ce qu'on veut se battre pour les 37,5 ou pour des négociations dans l'entreprise ? On vote."

Et c'est un responsable CGT qui, conformément à la demande des cheminots, mettra au vote la reconduction de la grève adoptée à la quasi-unanimité.

Que démontre ce dialogue ? L'unité profonde des cheminots, entraînant dans leur mouvement la grande majorité des cadres intermédiaires de la CGT, en dépit de l'appel déguisé de Bernard Thibault à cesser la grève (1).

Finalement, au bout de neuf jours, Thibault réussira à faire reprendre les travailleurs en donnant son appui à l'ouverture, le 21 novembre, de négociations par entreprise. Mais il reste que si le gouvernement a réussi, par l'ouverture de négociations séparées entreprise par entreprise, à enclencher le processus de démantèlement du régime spécial, les cheminots ne sont pas pour autant défaits. Parce qu'ils ont vu dans cette grève l'unité réalisée avec leurs responsables syndicaux locaux. Et c'est ce qui s'est à nouveau révélé plusieurs semaines plus tard quand l'appareil dirigeant de la CGT à la RATP et à la SNCF a proposé subitement, mi-décembre, une journée d'action et de grève de 24 heures. Comment une journée de 24 heures aurait-elle fait reculer le gouvernement là où neuf jours de grève unie n'y étaient pas arrivés ? En fait, cet appel visait à une grève minoritaire qui aurait "démontré" que les cheminots ne voulaient plus se battre.

Mais là s'est produit un phénomène jamais vu : des syndicats de base de la CGT se sont adressés à leur fédération et à leur confédération pour refuser cet appel en déclarant :

*"Nous rappelons que la CE de notre syndicat avait rejeté le principe des négociations "tripartites", entreprise par entreprise. (...) Les grévistes dans les assemblées générales, en premier lieu les militants et les syndiqués CGT, n'ont pas donné de mandat à leurs directions syndicales pour négocier sous les conditions du gouvernement. (...) Continuer à négocier des points annexes revient à entériner cette contre-réforme, à accepter la mise à mort de notre régime spécial. Appeler à reprendre la grève, sur une seule journée, le 12 décembre, pour "faire pression" sur les détails et les modalités de la casse de nos retraites, c'est irresponsable devant les agents. C'est aller complètement à l'encontre de ce pour quoi nous avons fait grève pendant dix jours."*

A la dernière minute, l'appareil a été contraint d'annuler son appel.

---

### UNE RÉSISTANCE PROFONDE DANS TOUS LES SECTEURS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Ce puissant mouvement de classe des cheminots et agents de la RATP s'est déroulé dans une période marquée par d'intenses luttes de classe, exprimant la recherche par les masses d'une issue à la situation.

Ainsi, les internes en médecine (futurs médecins hospitaliers en fin d'études) se sont mis en grève illimitée, pendant plusieurs semaines, contre une disposition de la loi gouvernementale qui voulait les contraindre à s'installer professionnellement dans des lieux décidés par le gouvernement, sous peine de ne plus être conventionnés par la Sécurité sociale (c'est-à-dire de priver leurs patients du droit au remboursement). Et, dans cette grève illimitée, les internes ont manifesté leur aspiration profonde à défendre, au travers de leurs revendications, les conquêtes sociales de toute la classe ouvrière. Résumant le point de vue de

(1) Considérant que la prise de position de la direction de la CGT constitue le problème politique majeur de ce moment, nous ne traitons pas ici des autres questions touchant au combat d'unité et aux positions des autres fédérations syndicales dans ce secteur.



tous, un interne expliquait en assemblée générale : *“Si cette loi passe, la Sécurité sociale saute. Plus personne ne sera remboursé. C’est une catastrophe. Ce qui fait la France, c’est notre système de santé.”* Au bout d’un mois de grève illimitée, le gouvernement a dû céder et retirer la disposition incriminée de son projet de loi.

Plusieurs autres grèves ont marqué cette période : grève massive et imprévue pendant quatre jours à Air France, grève des marins pêcheurs contre la hausse des prix du gasoil qui les voue à la ruine.

Et surtout, pendant toute cette période de grève des cheminots, pendant des semaines et des semaines, il y a eu une puissante mobilisation dans la jeunesse étudiante, exigeant l’abrogation de la loi d’autonomie et de privatisation des universités, directement dictée par l’Union européenne.

---

## SANS LES APPAREILS, SARKOZY NE POURRAIT RIEN

---

Devant la profondeur de ce mouvement de lutte de classe, on comprend l’impérieuse nécessité pour Sarkozy et la bourgeoisie de chercher l’appui des appareils.

L’appui politique du Parti socialiste lui a été, dans toute cette phase de lutte de classe, totalement acquis. Les principaux dirigeants du Parti socialiste ont multiplié les déclarations contestant la “méthode” de Sarkozy, mais pas le fond de la contre-réforme. L’un des dirigeants du Parti socialiste, Manuel Valls, allait jusqu’à dire, sans être contredit par les autres responsables :

*“Nous avons collectivement manqué de courage en 2003. Un nouveau rendez-vous est prévu en 2008. Il faut dire la vérité aux Français : l’allongement de la durée de vie rend inéluctable la hausse du nombre d’années de cotisations, et les régimes spéciaux doivent être alignés sur le régime général.”*

On peut difficilement approuver plus nettement la politique de contre-réformes de Sarkozy.

Mais, pour Sarkozy, l’appui des dirigeants du Parti socialiste, qui lui est

acquis, ne peut suffire au vu de la profondeur du mouvement de la classe ouvrière. Il a besoin de l’appui des appareils contrôlant les organisations syndicales. Dès la rentrée de septembre, toute sa méthode de gouvernement va être guidée par cette nécessité. Dès le 18 septembre, dans un discours au Sénat, il définit sa “méthode” :

*“Je crois à la réforme par le dialogue social (...). Je joue cartes sur table. Depuis le tout début, avant même mon entrée en fonction, je les ai reçus [les syndicats — NDR] pour leur indiquer l’ensemble des réformes que j’entendais conduire pour remplir le mandat que les Français m’ont confié. Depuis, je les ai revus à plusieurs reprises. A chaque fois, je leur ai proposé de se saisir eux-mêmes de questions pour parvenir à un accord par la voie de la négociation (...). J’espère que nous serons tous d’accord pour engager la réforme de notre système de relations sociales dès 2008. Sur ce sujet comme sur tous les autres, je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai ni sur les objectifs ni sur les principes.”*

Ainsi, c’est clair, les organisations syndicales sont sommées de faire elles-mêmes, par la “négociation” avec le patronat, des “propositions”... décidées préalablement par le gouvernement et le patronat.

Et trois mois plus tard, le 19 décembre, Sarkozy convoque une “conférence sociale” avec les confédérations syndicales et le patronat, qu’il introduit de la façon suivante :

*“Le but de cette réunion est d’élaborer en commun l’agenda social des mois à venir. C’est la première fois qu’une telle procédure est utilisée. (...) Il faut construire un diagnostic partagé qui transcende les clivages traditionnels. (...) Le temps du dialogue social est un temps long, mais c’est un temps utile, car il permet la maturation des réformes et il favorise le consensus. (...) Ce que je vous propose est très simple : sur chaque thème de réforme, qu’il soit à l’initiative du gouvernement ou des partenaires sociaux, nous allons décider ensemble la voie la plus efficace et le calendrier le meilleur pour le traiter.”*

Le consensus “transcendant les clivages traditionnels” qu’appelle de ses

vœux Sarkozy porte un nom : c'est le corporatisme, prétendant fondre dans un même moule les intérêts contradictoires des exploités et des exploités, c'est-à-dire en réalité faire disparaître les revendications des salariés, en mettant les organisations syndicales dans la situation de "demander" les contre-réformes que le gouvernement et le patronat ont décidées.

C'est toute la méthode du "dialogue social" cher à l'Union européenne. Les sommets sociaux communs au patronat européen et à la CES (Confédération européenne des syndicats, partie prenante de la Confédération syndicale internationale CSI) jouent en ce domaine un rôle clé salué par les institutions européennes. Ainsi, dans sa décision visant à remettre en cause partout les Codes du travail au nom de la "flexicurité", le dernier sommet européen des 27 chefs d'Etat et de gouvernement, le 14 décembre 2007, s'est félicité *"de l'analyse commune concernant le marché du travail par les partenaires sociaux européens, et souligne le rôle que jouent ces derniers dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques de flexicurité."*

"Conception", "mise en œuvre", "suivi des politiques" : d'un bout à l'autre de la chaîne, les organisations syndicales devraient prendre en charge elles-mêmes la politique de l'Union européenne, perdant toute indépendance.

Voilà ce qu'est le "dialogue social" de l'Union européenne que Sarkozy voudrait transposer dans les relations sociales en France. Et c'est là une nécessité d'autant plus impérieuse pour la bourgeoisie française qu'elle est totalement prise à la gorge.

---

### AUCUNE MARGE DE MANŒUVRE POUR LA BOURGEOISIE FRANÇAISE PRISE DANS L'ÉTAU

---

Durant toute la période écoulée, il ne s'est quasiment pas passé une semaine sans que l'on assiste à de véritables remontrances des sommets de l'Union européenne à l'égard du gouvernement français, accusé de ne pas aller assez vite et assez loin dans les contre-réformes.

Ainsi, le 11 septembre 2007, le gouvernement français soumet à la Commission européenne son "programme de stabilité des finances publiques". Ce programme contient, au nom du respect des engagements de réduction des déficits publics imposés par les traités européens, une série de mesures, notamment la contre-réforme des retraites. Mais trois jours plus tard, le 14 septembre, lors d'un Conseil des ministres européens de l'Economie, le plan présenté par Sarkozy est jugé insuffisant. Jean-Claude Juncker, le président de cette institution, déclare :

*"Nous pensons que les ambitions dont la France a fait preuve (en matière de réduction des déficits — NDR) ne correspondent pas tout à fait au niveau des attentes qui sont les nôtres. La France devra renforcer son effort de réduction du déficit."*

Quelques semaines plus tard, le gouvernement français est à nouveau rappelé à l'ordre par l'Union européenne. Le 8 octobre, lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro, selon l'AFP :

*"La France a de nouveau été critiquée par ses partenaires européens pour ses efforts budgétaires jugés insuffisants."*

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, précise quelques jours plus tard au *Monde*, le 12 octobre :

*"Le nouveau gouvernement a présenté un projet de loi de Finances qui reste, avec un déficit prévu de 2,3 %, en deçà des engagements pris. Nous l'invitons donc résolument à réduire le niveau de ses dépenses publiques."*

Et pourtant, ce budget mis en cause par le représentant de l'Union européenne est un budget qui supprime plus de 22 000 postes de fonctionnaire, dans le même temps où des réductions draconiennes des dépenses de santé sont prises. Et que se passera-t-il si le gouvernement français ne réduit pas encore plus le niveau de ses dépenses publiques ? Le représentant de l'Union européenne répond :

*"La France doit savoir que la Commission dispose d'instruments qu'elle sera libre d'utiliser, si elle les juge appropriés."*

On est là au cœur de tous les problèmes posés par la situation politique, où, d'un côté, les institutions internationales exi-

gent de Sarkozy de mettre en pièces toutes les conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière — ce qui nécessite pour celui-ci de chercher à toute force à se subordonner les organisations syndicales —, et de l'autre côté, comme on l'a vu dans la grève des cheminots et des agents de la RATP, un puissant mouvement des masses cherche à préserver sur le terrain de la lutte de classe les conditions mêmes de son existence.

C'est dans cette situation que s'est tenue, les 24 et 25 novembre, la convention nationale pour un parti ouvrier indépendant.

---

### LA CONVENTION NATIONALE POUR UN PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

---

Les 24 et 25 novembre 2007, 236 délégués, 14 observateurs et 43 invités, mandatés par 8 026 travailleurs des villes et des campagnes, élus, jeunes et militants de toutes tendances, se sont réunis en convention nationale pour un parti ouvrier indépendant.

D'où vient cette convention nationale ? Rappelons quelques étapes de sa préparation. Le 10 avril 2007, Gérard Schivardi, maire d'une petite commune du sud de la France et candidat à l'élection présidentielle, et Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs, ont lancé ensemble un appel posant la question : *"L'heure n'est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ?"*

Le 21 avril, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, cet appel a été rendu public avec l'accord de 74 premiers participants au comité provisoire pour un parti ouvrier. Parmi eux, des maires, des militants ouvriers de toutes tendances, des syndicalistes, des militants laïques.

Le 6 mai, après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein, dans une déclaration, affirment : *"L'heure est à la reconstruction."*

Le 7 mai, un premier bulletin de discussion est publié.

Le 3 juin, le comité provisoire pour un parti ouvrier se réunit pour la première fois à Ivry (ville de la banlieue ouvrière de la région parisienne). Il décide de convoquer la convention nationale des 24 et 25 novembre.

Sur quelle base politique s'est préparée cette convention nationale ? Début octobre, le comité provisoire pour un parti ouvrier a soumis à la discussion de tous ceux qui préparaient la convention un projet de manifeste précisant quels pourraient être les contours du parti ouvrier indépendant à construire.

Deux points en particulier concentrent les questions d'orientation dans ce projet de manifeste :

*"La reconnaissance de la lutte de classe signifie de manière immédiate que le parti ouvrier considère toute question qui lui est posée du point de vue des exploités et des opprimés."*

Ce qui nécessite le droit pour ces derniers de

*"disposer d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, du gouvernement, des patrons".*

Le projet de manifeste se prononce *"pour la sortie des institutions de l'Union européenne et l'abrogation du traité de Maastricht"*.

Un parti fondé, donc, sur la lutte de classe et la rupture avec l'Union européenne. Sur cette base, les 236 délégués réunis en convention nationale ont décidé de convoquer le congrès fondateur d'un parti ouvrier indépendant en juin 2008.

Dans le même mouvement, la convention a lancé un appel pour le respect du vote du 29 mai 2005 (par lequel le peuple français avait rejeté par 55 % des voix le projet de Constitution européenne), pour un référendum pour voter non au traité de Lisbonne (*voir précédent numéro de La Vérité*).

Quelle est, pour la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, la signification de la décision prise par la convention nationale ?

Le plénum du CCI des 8 et 9 décembre 2007 en dégage ainsi l'enjeu :

*"Cet objectif du congrès de fondation du parti ouvrier indépendant concentre, dans le moment présent de la situation, la*

*réponse à toute la crise de la société, et, au-delà, la capacité de ne pas laisser détruire toutes les conquêtes révolutionnaires du combat ouvrier et démocratique que notre pays a arrachées depuis plus de deux siècles. Il faut, dans cette situation, accorder la plus grande attention aux processus de désagrégation des partis qui, nés historiquement en relation avec le mouvement ouvrier, ne cessent aujourd'hui de se décomposer, en conséquence de l'alignement de leurs dirigeants sur l'Union européenne et le régime de la propriété privée des moyens de production.*

*Accorder la plus grande attention aux processus de la crise dans le Parti socialiste, dans le Parti communiste, à la recherche par les maires de l'indépendance et de la défense des communes, face (...) à la volonté de les détruire.*

*Accorder la plus grande attention au mouvement par lequel, dans le respect de l'indépendance des organisations, des milliers et milliers de militants syndicalistes, hier engagés au PS ou au PCF, ou simples sympathisants de ces partis, cherchent aujourd'hui consciemment l'engagement dans l'action politique pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour la démocratie, pour la rupture avec l'Union européenne."*

C'est toute la matérialisation de la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire, stratégie élaborée depuis 1948.

Deux éléments majeurs ordonnent dès lors l'activité des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale :

S'adresser aux 8 026 militants, travailleurs et jeunes qui ont mandaté les délégués à la convention, sans en "expulser" un seul, en cherchant à tous les niveaux une construction commune avec les militants syndicalistes, les élus, les militants issus de la crise du PS et du PCF.

Déployer une politique audacieuse de front unique, en particulier à l'occasion des prochaines élections municipales.

Ainsi, dans une commune du sud de la France, à Hyères, un accord a été passé entre les militants du Parti des travailleurs et les militants du Parti socialiste pour une liste commune sur une orientation défendant les services publics dans la commune

et précisant :

*"Nous partageons la conviction qu'une telle politique de prise en compte des besoins réels des Hyérois, notamment en matière de services publics, impose de dire que les finances publiques soient au service des missions publiques, ce qui est contradictoire au pacte de stabilité dicté par l'UE et ses directives ; qu'il est donc de notre responsabilité comme candidats à la gestion de la ville de dire qu'il est nécessaire que la République, et donc ses communes, soient dégagées de cette entrave que constituent les diktats de l'Union européenne."*

Dans une autre commune de la banlieue ouvrière de la région parisienne, à Aubervilliers, un protocole d'accord commun au PCF, à la Gauche communiste, au Parti des travailleurs, au Comité pour un parti ouvrier a été signé. Il y est indiqué :

*"Fidèles aux orientations de la population, qui a voté majoritairement contre le traité de Maastricht et contre le traité constitutionnel, la future équipe municipale ne se fera pas le relais de ces traités dans la gestion municipale. La liste, sur la base du respect du non au référendum du 29 mai 2005, exige un nouveau référendum sur le traité de Lisbonne."*

Ensuite sont déclinés des engagements correspondant aux revendications de la population.

Dans les deux exemples ci-dessus, si l'accord avec notre formulation initiale de rupture avec l'Union européenne n'a pu se faire, les protocoles établis définissent clairement que le conseil municipal refusera de se faire le relais de la politique de l'Union européenne, qui touche toute la vie de la commune, défendra les services publics et les conditions de vie des habitants.

C'est toute la méthode du front unique. C'est par le déploiement d'une telle orientation, s'insérant dans la crise du mouvement ouvrier, que le congrès constitutif d'un parti ouvrier indépendant, en juin 2008, pourra marquer un véritable pas dans la solution de la crise de l'humanité, qui se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

**Daniel Shapira**

# L'Algérie après les élections municipales : revue de presse

Par N. B.

Des attentats commis au centre d'Alger ont encore endeuillé le pays quelques jours après les élections municipales.

Lors de ces élections municipales, le Parti des travailleurs d'Algérie, qui s'y présentait pour la première fois avec 930 listes, a obtenu 958 élus. Par rapport aux précédents scrutins, le Parti des travailleurs a recueilli 410 000 voix de plus (700 000 voix et 10 % des suffrages exprimés). Comme l'explique Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, lors d'une conférence de presse que relate *La Tribune* (2 décembre 2007) :

*“Nous savions dès le départ que les élections locales n'allaient pas régler les problèmes du pays de manière miraculeuse. Ce n'est pas une baguette magique”, dit-elle, non sans citer, dans une longue plaidoirie qui a duré plus d'une heure, les problèmes de “souveraineté” comme les privatisations, les compressions d'effectifs et autres problématiques liées au chômage et à la pauvreté.”*

Mais, précise-t-elle, ce résultat s'inscrit dans une conjoncture où l'Algérie connaît une situation difficile :

*“L'Algérie est ciblée comme beaucoup d'autres pays, et on ne va pas se taire. Regardez ce qui se passe au Liban, au Pakistan ou encore en Russie. Tout a une relation avec la mondialisation et le projet du Grand Moyen-Orient. On est contre cette démocratie à géométrie variable.”*

Quelques jours plus tard, des bombes explosaient en plein centre d'Alger, endeuillant à nouveau le pays. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, réagissant à ces attentats, expliquait *“que cela renforçait la présence d'Africom en Algérie”*. Africom est un projet d'une force d'intervention militaire en Afrique sous l'égide des Etats-Unis. Le gouvernement algérien, au nom de la souveraineté du pays, a refusé de s'y intégrer et d'accepter une base militaire sur son territoire.

La souveraineté nationale, c'est pour le Parti des travailleurs la *“République algérienne une et indivisible”*, qui implique de défendre les entreprises d'Etat, les services publics :

*“Face aux enjeux politiques majeurs que connaîtra l'année 2008, M<sup>me</sup> Hanoune a déclaré que son parti œuvrera à*

la mobilisation populaire afin d'éviter d'éventuelles dérives politiques qui risqueraient de mettre en jeu l'avenir du pays. Plaidant pour l'amélioration du niveau de vie des Algériens, l'oratrice a souligné que c'est là une condition permettant à l'Algérien de pouvoir résister aux dangers intérieurs et extérieurs qui guettent le pays.

Par ailleurs, la dirigeante du PT et députée à l'APN (Assemblée populaire nationale — NDR) a mis en garde, lors de son exposé, contre la privatisation, notamment des secteurs de l'enseignement supérieur et de l'Education nationale" (*La Tribune*, 9 décembre 2007).

C'est pourquoi le Parti des travailleurs souligne que nombre de travailleurs se sont abstenus :

"Relevant que le taux de participation est élevé par rapport aux législatives du 17 mai dernier, la première responsable du PT déplore tout de même le fait que 10 millions d'électeurs se sont abstenus de prendre part à la consultation populaire des élections locales.

Les mêmes causes ont produit les mêmes effets, explique-t-elle, en notant que peu de choses ont changé depuis cette date (élections législatives). Elle attribue cette situation à la politique menée sur le terrain, qui se traduit, selon elle, par "la désertification économique et agricole". C'est la misère, s'indigne-t-elle, en livrant des chiffres qui donnent froid dans le dos. Selon Louisa Hanoune, six millions d'Algériens vivent avec moins de 1 dollar par jour et quatorze autres millions avec moins de 2 dollars par jour. Elle prévoit des jours encore plus sombres pour la population avec la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne et le projet d'adhésion à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Le chômage, la fermeture des unités de production, le licenciement des travailleurs et des jeunes sans perspectives d'avenir ont conduit à cette situation, résume-t-elle" (*Midi libre*, 2 décembre 2007).

Et dans sa conférence de presse, Louisa Hanoune insiste :

"Revenant au thème de la gestion locale, M<sup>me</sup> Hanoune a estimé que "tout reste lié à la politique du gouvernement" et "on ne peut pas parler de développement local si, au niveau du gouverne-

ment, la politique ne change pas". *Que feront donc les élus du PT ?* "Nous n'avons pas fait des promesses à la population. Nous avons dit qu'au lendemain du 29 novembre ce sont les mêmes problèmes qu'on aura en face. Il faut donc une mobilisation de tous les citoyens pour faire changer les choses", répond M<sup>me</sup> Hanoune, qui considère, en outre, "que le maire doit bénéficier d'une protection légale et jouir d'un vrai pouvoir pour pouvoir lutter contre les mafias locales". Fidèle à son discours, la secrétaire générale du PT a vivement critiqué la politique économique du gouvernement, notamment dans son volet privatisation et fermetures d'entreprises publiques, ainsi que l'accord d'association passé avec l'Union européenne, qui tend, dit-elle, à "désertifier le pays par la destruction de son industrie et de sa production" (*Liberté*, 2 décembre 2007).

Et,

"fidèle à ses positions, M<sup>me</sup> Hanoune a dénoncé, également, les dernières décisions du Conseil des participations de l'Etat (CPE) quant à la privatisation de cinq entreprises. Parmi ces dernières figure, selon Louisa Hanoune, l'entreprise Socothyd, qui a pourtant obtenu plusieurs certifications ISO" (*Liberté*, 9 décembre 2007).

Enregistrant de nombreuses adhésions au parti, Louisa Hanoune indiquera, selon *Midi libre* (9 décembre 2007) :

"C'est dans cet état d'esprit que le PT prévoit une autre réunion de son comité central en janvier prochain, pour évaluer l'actuel exercice politique, qui tire à sa fin, arrêter le budget du parti et surtout préparer la conférence nationale des élus qui se tiendra dans le courant 2008, a annoncé la secrétaire générale du PT. Cette conférence, qui sera précédée par des réunions régionales aux quatre coins du pays, permettra d'unifier la stratégie et les méthodes de gestion des APC (Assemblées populaires communales) dirigées par des élus du parti, et surtout d'enraciner "la force de recomposition politique" prônée par le PT dans la gestion des assemblées locales."

Cette question est bien évidemment partie intégrante du combat pour préserver l'unité et la souveraineté du pays.

**N. B.**

# Afrique des Grands Lacs : une paix introuvable dans le cadre de l'impérialisme

*Par Kageyi Méthode*

L'époque de l'impérialisme, phase du capitalisme pourrissant, se traduit pour l'humanité par une destruction sans précédent des forces productives à travers la remise en cause des conquêtes ouvrières et populaires et le démantèlement des nations pour assurer la prolongation de la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, ordonnée autour de l'impérialisme américain.

La classe ouvrière et les peuples vivent des conditions de misère inouïes comme conséquence de la mise en application des plans de la Banque mondiale, du FMI, de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce... des plans de pillage des richesses des pays à travers la planète.

L'impérialisme, sous le prétexte de la lutte antiterroriste, détruit les pays (Irak), menace d'intervenir militairement (Iran) et de remettre en cause les acquis nationaux, sociaux et démocratiques comme au Venezuela, en Bolivie, etc.

La région des Grands Lacs en Afrique est le théâtre de guerres dites ethniques, fomentées par l'impérialisme lui-même pour assurer, avec ses multinationales, le pillage des différentes ressources, le remboursement de la dette retenue pour les pays sous domination ; les génocides s'y sont multipliés et les guerres se poursuivent, malgré la signature d'"accords de paix".

---

## LE PILLAGE ET LA DESTRUCTION DES CADRES ETATIQUES

---

A la suite des accords de paix de Pretoria, de Sam City, de Lusaka, etc. et des élections générales de 2006, les mêmes processus de pillage, à l'origine des différentes guerres qui ont frappé la République "démocratique" du Congo, se poursuivent. A la suite du démantèlement de la fameuse Gecamines privatisée ou

“vendue par appartements”, les gigantesques ressources minières des pays pillés par les multinationales canadiennes (Lundin, Banro, Binder), belgo-canadienne (Barrick Gold), australienne (Anvil Mining, Russel Ressources), sud-africaine (Genscor, Iscor), américaine (American Mineral Fields)... pour le compte de l'impérialisme américain ont été à l'origine des 3,5 millions de morts de ces conflits, dans lesquels ont été impliquées l'armée gouvernementale, les différentes milices et les armées de pays de la région pour “prévenir” la guerre sur leur propre territoire. Il convient de rappeler que la décision de la “privatisation” de la Gecamines a été imposée par la Banque mondiale.

De plus, en 2005, la Société financière internationale (Banque mondiale) a assuré un appui financier à la société Aداstra Minerals Inc. (ancienne American Minerals Fields), qui a obtenu un contrat pour la somme de 15 millions de dollars US, l'équivalent de moins de deux semaines de production sur les cinquante ans prévus d'exploitation. Aujourd'hui, le pillage de ces richesses est émietté en une multitude de sociétés en joint venture (1).

Plus d'une année après les élections générales qui ont consacré la mise en place du pouvoir de Joseph Kabila, la guerre fait rage à l'est du pays, opposant les hommes de Laurent Nkunda, qui dit prendre la charge du désarmement des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, troupes issues de l'armée d'Habyarimana et des Interahamwe, auteurs du génocide anti-Tutsis du Rwanda de 1994), et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). L'impérialisme américain est particulièrement “préoccupé” par la situation qui prévaut dans la région des Grands Lacs, et plus particulièrement à l'est de la République “démocratique” du Congo, où la guerre en cours a fait plus de 800 000 déplacés sur une population de 4 millions d'habitants au Nord Kigali.

Ainsi, à la rencontre d'Addis-Abeba, réunissant Paul Kagamé (Rwanda), Pierre Nkurunga (Burundi), Yoweni Museveni (Ouganda) et le Premier ministre éthiopien, Mélé Zenawi, et convoquée par la secrétaire américaine Condoleezza Rice, cette dernière a déclaré :

*“Nos objectifs communs sont la promotion du dialogue entre nos gouvernements, la dissolution des forces négatives et la mise en œuvre de mécanismes de sécurité régionale. Ces objectifs doivent être atteints pour assurer la protection des civils et pour éliminer le fléau de la violence faite aux femmes (...). Les Etats-Unis s'engagent à poursuivre l'assistance humanitaire pour aider à faire face à l'urgence dans l'est du Congo. Nous espérons la mise en œuvre rapide et complète des clauses du communiqué du 9 novembre fait à Nairobi en tant qu'étape majeure pour éliminer la menace de la violence et permettre le développement, alors que nous recherchons la paix, la sécurité, le respect des droits de la personne et la justice pour tous les peuples de la région des Grands Lacs.”*

De cette manière, n'est-il pas annoncé la mise à exécution du projet de création d'une base militaire américaine sur le continent pour surveiller le pillage des ressources des pays et assurer le remboursement de la dette externe sur la base de la mise en ruine des Etats ?

C'est dans cette même perspective que le gouvernement du Burundi a été sommé d'envoyer des troupes en Somalie (1 700 hommes) dans le cadre de la force africaine “de paix” (Amison).

Selon Nicolas Bwakira, envoyé spécial de l'Union africaine pour la Somalie, “le premier bataillon burundais est prêt et arrivera très prochainement. Nous les attendons ce mois (décembre).” (2)

Il faut préciser que, dans ce cadre, 1 600 militaires ougandais sont déjà en place à Mogadiscio et que d'autres troupes y sont encore attendues en provenance du Nigeria, du Ghana, etc. pour assurer la protection du drainage du gaz naturel et du pétrole dont regorge le sous-sol somalien pour le compte de multinationales américaines.

Pourtant, le Burundi n'est pas encore sorti de la guerre dans laquelle il a sombré depuis octobre 1993, guerre qui a éclaté sur fond de privatisations et de remboursement de la dette externe.

En dépit des élections générales de 2005, qui ont consacré la victoire électo-

(1) Société détenue en commun par au moins deux investisseurs.

(2) Angola Press, 14 décembre 2007.



rale du CNDD-FDD (Conseil national de la démocratie – Force de défense de la démocratie) issu de la “rébellion Hutu” et de la mise en place des institutions issues de ces mêmes élections, en moins de deux ans et demi, le président Whurunziza a déjà mis en place six gouvernements pendant que, de janvier à novembre 2007, le Sénat et l’Assemblée nationale n’ont pas pu voter les lois.

Cette situation ne peut qu’être le résultat de l’application de la politique définie par l’Accord d’Arusha dit “Accord de paix et de réconciliation au Burundi”, signé le 28 août 2000 entre le gouvernement et les “rébellions Hutu” en présence de Bill Clinton, et qui concentre toutes les attaques du capitalisme contre la classe ouvrière et le peuple burundais : partages des postes dans toutes les institutions selon le clivage “ethnique” entre “Hutu” et “Tutsis” (50 % pour l’armée et la police, 60 % et 40 % respectivement pour le gouvernement, le Sénat, l’Assemblée nationale et la diplomatie, 67 % et 33 % pour l’Administration territoriale, 30% des postes étant réservés aux femmes), privatisations et remboursement de la dette externe.

*Selon Infosud Belgique, “à l’horizon 2008, l’Etat burundais estime qu’il aura privatisé toutes les entreprises publiques, se désengageant ainsi totalement du secteur de la production de biens et des services. Il aura ainsi suivi, comme bien d’autres pays avant lui en Afrique, les recommandations de ses bailleurs de fonds, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (...). Aujourd’hui (...), le compte à rebours a commencé car, pour accéder au point d’achèvement, ultime étape pour bénéficier de l’initiative de pays pauvres très endettés (PPTE), qui permet d’importantes remises de dettes, le Burundi doit répondre aux conditionnalités des bailleurs de fonds, en particulier avoir terminé les privatisations à la fin de l’année prochaine (2008)”.*

Il reste que les guerres “ethniques” dans la région des Grands Lacs ont toujours impliqué, et impliquent toujours en outre, nombre de pays, notamment l’Ouganda et le Rwanda.

Le génocide anti-Tutsis au Rwanda de 1994, comme le montre l’article “*Afrique des Grands lacs : “Plans de paix” et*

*PPTE”* (3) a trouvé son fondement dans la politique de l’explosion “ethnique” de l’Etat, des privatisations et du remboursement de la dette externe mise en œuvre par Habyarimana sous l’injonction et la participation active de l’impérialisme français.

Le gouvernement, dans ce pays, entend aller jusqu’au bout dans la remise en cause de la souveraineté nationale. Ainsi, “à son objectif “*Vision 2020*” pour lutter contre la pauvreté, le Rwanda est en train de commencer un programme de privatisation et de libéralisation avec l’objectif de parvenir à une croissance économique durable. L’objectif est de transformer l’économie qui dépend à 90 % de l’agriculture en une économie moderne, *Broadly Based Economic Engine, accueillant les investissements afin de créer des opportunités nouvelles*”. (4)

Cela ne peut que continuer à nourrir les conditions de la guerre “ethnique” dont l’un des agents, les FDLR, est particulièrement actif dans l’est de la République “démocratique” du Congo et soutenu par le gouvernement de Joseph Kabila.

Pour ce qui concerne l’Ouganda soutenu également par l’impérialisme américain et un des pays dépendants ayant bénéficié de l’initiative PPTE, la “réduction” de sa dette de 374 millions de dollars n’a en fait pour conséquence que l’asservissement de l’endettement et du pillage des ressources minières au Congo démocratique (guerre de 1997) pour le compte des multinationales, et les privatisations en Ouganda même.

Déjà, en 2004, le résultat était le suivant :

*“La libéralisation a amélioré la qualité dans certains domaines tels que les télécommunications et l’électricité, mais ces services sont limités aux personnes qui peuvent en supporter les coûts dans les centres urbains. Les prix sont laissés au soin des forces du marché et excluent la majeure partie des populations rurales et des populations pauvres. Ainsi, la plupart des services de téléphone mobile ne concernent que les principales villes (...). Il n’y a pas de mécanisme de surveillance de la performance de ces compa-*

(3) *La Vérité* n°48, février 2006.

(4) [www.rwandatourisme.com/fr/economy.htm](http://www.rwandatourisme.com/fr/economy.htm)

*gnies, car la plupart de leurs accords avec le gouvernement sont tenus secrets (...). Les entreprises privées n'ont pas proposé d'alternative concluante à la fourniture publique de services sociaux de mauvaise qualité.*

*Dans le secteur de la santé, les "cliniques" offrent une gamme complète de services de qualité contestable et avec peu de professionnalisme. De même, les établissements d'enseignement privés proposent des infrastructures attractives plutôt que des services de qualité en matière d'enseignement, mais la plupart sont situés dans les villes, excluant les populations rurales et les populations pauvres". (4)*

Avec déjà une population rurale de plus de 89 % pour près de 25 millions d'habitants, la loi du profit ne peut que démanteler le pays où les populations des provinces du Nord paient le tribut de la guerre de l'Armée de résistance du seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) qui a tué, depuis 1986, plus de 100 000 personnes.

Le régime de la propriété privée des moyens de production ne peut que poursuivre ce processus de destruction des peuples et des nations dans le contexte où, à l'occasion des discussions au sommet Europe/Afrique sur les accords de partenariat économique (Lisbonne, 9 décembre 2007), le cadre lui-même a explosé, les chefs d'Etats africains s'étant alignés sur Mbecki (Afrique du Sud), Obasanjo (Nigeria) et Wada (Sénégal) pour dire : "Mais nous avons d'autres partenaires que l'Europe."

---

## PERSPECTIVES

---

Dans des conditions extrêmement difficiles, les masses opposent une certaine

résistance. Par exemple, pour le Burundi, face à l'extrême précarité des conditions d'existence des salariés du secteur public, la Confédération des syndicats du Burundi (Cosybu), dans l'unité avec les fonctionnaires, en dépit de la division orchestrée par le Canapes (Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire, syndicat du secondaire) qui n'a pas voulu se joindre au mouvement, a lancé un mot d'ordre de grève générale (grève observée du 2 au 16 décembre 2007) pour exiger un relèvement salarial et la mise en œuvre du nouveau statut général des fonctionnaires. Le mouvement de grève a contraint le gouvernement à la négociation depuis le 17 décembre 2007.

L'issue face aux conditions désastreuses dans lesquelles se trouvent les masses à l'échelle de la planète, du continent et de la région des Grands Lacs en Afrique réside dans la rupture avec les plans du capital financier impulsés par la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne, l'OMC et les puissances impérialistes, ainsi que toutes les institutions qui leur sont liées, comme l'ONU, l'Union africaine, etc.

Elle implique, dans la région des Grands Lacs, la lutte pour l'arrêt des privatisations, l'annulation de la dette externe, la renationalisation des entreprises et services publics privatisés, la souveraineté nationale et l'instauration de la démocratie politique et sociale.

Cette lutte nécessite la construction des représentations politiques et syndicales indépendantes des travailleurs dans chaque pays. La IV<sup>e</sup> Internationale a des responsabilités croissantes dans ce combat.

**Kageyi Méthode**

---

(4) OBOT David, Ouganda, la privatisation contre les pauvres.

# États-Unis : Après Katrina, la Troisième Reconstruction et le combat pour une politique noire indépendante

*Par Leith Kahl et Brian Wiles*

Dans notre dernier numéro (voir *La Vérité*, n° 58 : notes éditoriales et article d'Alan Benjamin), nous avons relaté et souligné l'importance des "*premiers pas du Parti de la reconstruction*" qu'ont commencé à construire des militants noirs, en lien avec la résistance qui s'est exprimée dans la région du Golfe du Mexique et dans tout le pays face à la politique de nettoyage ethnique menée par les deux partis de l'impérialisme américain depuis le passage de l'ouragan Katrina.

Dans les deux derniers mois, un pas majeur a été franchi dans la voie de la constitution d'une représentation politique indépendante des secteurs les plus opprimés de la classe ouvrière américaine, avec la formation d'un Comité national d'organisation pour un Parti de la reconstruction, basé à La Nouvelle-Orléans. Ce comité appelle, dans sa déclaration de constitution, à "*constituer des comités locaux d'organisation du Parti de la reconstruction à travers tout le pays*". Cet appel a d'ores et déjà été relayé par des militants noirs de Portland à Philadelphie, de l'Arizona au Minnesota.

Il a en particulier été appuyé par l'ancienne députée de Géorgie, Cynthia McKinney, qui vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle en 2008, sous l'étiquette du Green Party et d'autres partis indépendants qui seraient prêts à la soutenir.

Bien que les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis ne soutiennent pas le Green Party qui a maintes fois démontré qu'il est loin d'avoir rompu politiquement avec le Parti démocrate, ils considèrent que la candidature de McKinney – qui a expliqué qu'elle promouvrait durant sa campagne la construction des comités du Parti de la reconstruction – est une gigantesque opportunité d'établir le Parti de la reconstruction comme un véritable parti national.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'une telle opportunité s'ouvre au Mouvement noir de libération de franchir un pas décisif, au compte de toute la

classe ouvrière, vers la rupture avec le Parti démocrate et la constitution d'une expression indépendante. L'article de Leith Kahl et Brian Wiles, militants de Socialist Organizer, cherche à tirer les enseignements des expériences précédentes à partir de la critique du livre d'un militant du mouvement de la reconstruction, Eric Mann.

Il s'agit d'aller au fond des choses : pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la formation d'un Parti de la reconstruction serait à la fois l'expression du peuple noir pour l'autodétermination – revendication qu'elle a toujours défendue – et la première étape d'un secteur de la classe ouvrière américaine, les travailleurs noirs, sur la voie de la construction d'un parti politique indépendant pour toute la classe ouvrière, un Labor Party. Nous sommes sûrs que la discussion autour de cet article – dont nous publions de très larges extraits – permettra d'aider à forger l'unité de tous les militants qui s'engagent sur le terrain d'une politique indépendante.

---

**UN EXAMEN PLUS ATTENTIF  
DU LIVRE D'ÉRIC MANN,  
L'HÉRITAGE DE KATRINA : “RACISME  
BLANC ET RECONSTRUCTION NOIRE  
À LA NOUVELLE-ORLÉANS  
ET SUR LA CÔTE DU GOLFE”**

---

Dans son nouvel ouvrage, *L'Héritage de Katrina : racisme blanc et reconstruction noire à La Nouvelle-Orléans et sur la Côte du Golfe*, le militant politique Eric Mann a résumé plus de cent quarante années de la lutte du peuple noir pour l'autodétermination en un récit politique d'ensemble qui remet dans une perspective historique la lutte consécutive à l'ouragan Katrina sur la Côte du Golfe du Mexique – que Mann qualifie de mouvement de la “Troisième Reconstruction”. Cela, en soi, témoigne d'un extraordinaire talent.

A la lecture, cependant, des erreurs récurrentes apparaissent dans la théorie politique de Mann ; elles ne peuvent qu'entraver le développement du mouvement de la Troisième Reconstruction et le combat pour l'autodétermination lui-même.

---

**QUATRE OBJECTIFS PRINCIPAUX**

---

Nous apportons notre soutien plein et entier aux objectifs centraux que Mann s'assigne dans son introduction. Il écrit :

*“L'objectif central de L'Héritage de Katrina est de renforcer la perspective historique, enracinée dans des siècles de lutte du Mouvement noir de libération, de quatre revendications stratégiques étroitement imbriquées : la terre, les dédommagements, les pleins droits démocratiques et le droit à l'autodétermination.”*

Nous sommes également d'accord avec Mann lorsqu'il écrit :

*“Il existe des moments dans l'histoire [Katrina et ses séquences] où des événements concomitants produisent une crise de gouvernement pour le système et où la classe dirigeante perd à la fois le soutien du peuple et sa légitimité. Il en résulte qu'une opportunité s'offre à nous. Les forces du mouvement qui étaient auparavant divisées et faibles peuvent s'unir sur un mot d'ordre de ralliement et peuvent se centraliser pour lancer un combat programmatique et idéologique qui rappelle le système à l'ordre. La Nouvelle-Orléans, non seulement la ville mais aussi le symbole qu'elle représente pour la Côte du Golfe, le mouvement noir dans le Sud, le mouvement noir aux Etats-Unis*

*offrent cette opportunité et ce défi historique.”*

Mais le problème surgit à la page suivante lorsqu’il déclare :

*“Donc, un front uni international anti-impérialiste ne représente pas seulement un mot d’ordre, c’est une stratégie dans laquelle se situent les revendications créatives qui sont issues de la base même. Le but : unir tous ceux qui peuvent s’unir pour isoler le gouvernement Bush et la droite du Parti démocrate.”*

Une minute ! Nous pensons que le but c’était la terre, les dédommagements, les pleins droits démocratiques, le droit à l’autodétermination et l’indépendance pour les nations et les peuples opprimés par les Etats-Unis. Et là, il suffit de tourner une page pour que le propos soit d’unir tous ceux qu’il est possible d’unir pour isoler Bush et la droite du Parti démocrate.

C’est là que réside le problème de fond sur le plan politique et théorique qui depuis bien trop longtemps entrave le Mouvement noir de libération et qui consiste à croire qu’un courant de la classe capitaliste à l’intérieur du Parti démocrate peut faire partie du front unique noir le plus large pour faire avancer le combat des Noirs pour l’autodétermination dans ce pays.

Quand un parti politique (comme les Démocrates) est aux commandes de l’Etat de Louisiane, que le gouverneur démocrate donne l’ordre à la Garde nationale d’entrer dans une ville ravagée par un ouragan alors que des victimes sont encore en train de se noyer, en déclarant à la télévision nationale : *“Nos soldats savent se battre, ils ont des M-16 chargés, prêts à tirer, ils savent tirer pour tuer et c’est ce que j’attends d’eux”*, voilà ce que l’on peut qualifier d’acte génocidaire et c’est ce parti-là, et pas seulement la “droite” de ce parti, qui est responsable.

Quand ce parti est à la tête de la mairie de La Nouvelle-Orléans et donne l’ordre aux gens d’évacuer la ville par leurs propres moyens sans que la municipalité leur donne une aide d’aucune sorte pendant quatre jours, c’est un acte génocidaire et c’est tout le parti qui en est responsable.

Quand les mêmes autorités municipales démocrates envoient des bulldozers dans

le quartier du Lower Ninth Ward pour raser les maisons des habitants noirs sans même les consulter, c’est une tentative de génocide perpétrée par le Parti démocrate, même si le maire démocrate (ex-Républicain) est noir.

Si nous voulons vraiment que les responsables répondent de ces crimes, nous ne pouvons accepter que notre mouvement manque de clarté sur ce point d’une quelconque manière.

Trop susceptibles ?

Peut-être faisons-nous preuve d’une susceptibilité exacerbée devant un paragraphe qui manque un peu de clarté ? Poursuivons.

Lorsqu’il traite de la Deuxième Reconstruction, Mann déclare :

*“De 1955 à 1975 (...), il y eut un mouvement noir fort qui se développa de manière exponentielle ; une vague montante de Latino-Mexicains, des mouvements des immigrés venus d’Asie et des îles du Pacifique, la résurgence des mouvements indigènes avec la puissante contribution du Mouvement des Indiens d’Amérique et de grandes organisations d’étudiants blancs antiracistes comme les Etudiants pour une société démocratique. (...) Cette gauche multiraciale sous le leadership noir a représenté un courant majeur de la société américaine. Elle lutait dans l’unité avec un courant important du Parti démocrate dont beaucoup de militants ont été élus pendant les années 1960 et 1970 en opposition aux Dixiecrats (1) et aux “modérés” qui ne voulaient pas rompre avec eux ni avec la guerre au Vietnam que les présidents démocrates John Kennedy et Lyndon Johnson (2) ont intensifiée.”*

Il poursuit :

*“Durant la Deuxième Reconstruction, de même que pour la Première Reconstruction [1865-1877] (3), une minorité de démocrates libéraux s’étaient véritablement engagés en faveur de la*

(1) Dixie était le terme utilisé pendant la Guerre de Sécession pour décrire les Etats confédérés, c’est-à-dire les Etats du Sud. «Dixiecrats» renvoie aux Démocrates conservateurs du sud des Etats-Unis.

(2) Lyndon Baines Johnson, vice-président de John F. Kennedy, a remplacé celui-ci après son assassinat avant d’être élu président en 1964, face au Républicain Goldwater.

(3) Première Reconstruction : la période de douze ans, appelée Reconstruction radicale, qui, dans le sud des Etats-Unis a suivi la Guerre de Sécession. L’une des périodes les plus progressistes de

*cause plus vaste des revendications pour la reconnaissance pleine et entière des droits démocratiques pour les Noirs, et pour une démocratie capitaliste antiraciste et anti-guerre. A l'instar des Républicains radicaux avant eux, ils furent finalement réduits au silence par leur parti, et un électorat de plus en plus raciste et conservateur leur retira sa confiance."*

Ces passages contiennent plusieurs problèmes politiques. La majorité, si ce n'est la totalité des groupes et courants politiques cités par Mann lorsqu'il se réfère aux années 1960, ont prôné le soutien aux Démocrates libéraux lors des élections. (...)

Roland Sheppard, un ancien du Mouvement pour les droits civiques, a écrit un article éclairant intitulé, "*Où les Noirs trouveront-ils la justice ? Le Mouvement pour les droits civiques est mort, tout comme le Parti démocrate.*" Il écrit :

*"C'est après les événements de Birmingham que la Marche sur Washington a été lancée. En l'espace de quelques semaines, une énorme manifestation a été organisée. Cette manifestation fut le mouvement social le plus vaste qu'aient connu les Etats-Unis depuis les grèves organisées par les syndicats qui ont conduit à l'émergence de la CIO dans les années 1930. C'est cette action de masse qui a permis que soit votée la loi sur les droits civiques en 1965.*

*Lors du meeting, John Lewis, président du SNCC (le Comité de coordination des étudiants non violents), fut empêché par les organisateurs de la marche de prononcer le discours qu'il avait préparé. Ce fut une lacune qu'il convient de noter. Dans son discours, il voulait dire ceci :*

*"Nous sommes partie prenante d'une véritable révolution. Dans cette nation, ce sont encore de piètres dirigeants politiques qui ont droit de cité ; ils font carrière à coups de compromissions et s'allient à toutes les formes éhontées d'exploitation politique, sociale et économique. Quel leader politique ici peut se lever et dire : mon parti est basé sur des principes et s'y tient ? Le parti de Kennedy est aussi le parti des grosses fortunes de la côte Est. Le parti des Javits est également celui de Goldwater (4). Où est notre parti ?"*

*Mais si les organisateurs de la Marche pouvaient empêcher Lewis d'utiliser la tribune de la Marche sur Washington*

*pour faire offense à l'establishment des Démocrates libéraux, ils n'ont pas pu empêcher le Mouvement pour les droits civiques de s'orienter vers une activité militante plus marquée et une volonté d'étendre le combat afin de s'orienter vers la perspective plus large d'un changement de société.*

*Malheureusement, l'impulsion qui fut donnée par la Marche fut perdue lors de la campagne présidentielle de 1964 où les principaux groupes pour les droits civiques préconisèrent l'arrêt des manifestations afin de ne pas gêner la campagne électorale du président Lyndon Baines Johnson contre Barry Goldwater "qui était pire". (Tous deux, avant 1963 et la Marche sur Washington avaient défendu les lois Jim Crow). Le mouvement ne s'est jamais vraiment remis de cette subordination dans le combat pour "le moindre mal" politique." (Counterpunch, 5 septembre 2006.)*

---

## LA CONVENTION POLITIQUE NOIRE NATIONALE

---

Le problème politique pour les Noirs et les travailleurs n'était pas l'existence d'un électorat de plus en plus raciste et conservateur, bien que ce fût un élément de la situation. Le principal problème politique est qu'au nom de la construction de "fronts uniques larges" avec les Démocrates libéraux – en fait des alliances politiques programmatiques – tous les mouvements qui voulaient construire des formations politiques vraiment indépendantes se trouvèrent déportés, déviés de leurs objectifs et furent fina-

---

l'histoire des Etats-Unis : les Noirs affranchis et les fermiers blancs se sont alliés pour imposer l'éducation publique et gratuite, la démocratie représentative directe qui élisait des Noirs au niveau municipal et de l'Etat, ainsi que des femmes, et qui accordait même le droit à l'avortement. La trahison des Républicains radicaux dans la coalition arrêta les réformes progressistes et déclencha une réaction politique qui dura près de cent ans : la période de ségrégation dans le sud des Etats-Unis connue sous le nom de «Jim Crow». La Deuxième Reconstruction est l'époque du Mouvement pour les droits civiques qui, dans les années 1960, a balayé cette législation "Jim Crow".

(4) Jacob Javits, sénateur de New York dans les années 1960 et 1970, appartenait à l'aile "libérale" du Parti républicain, tandis que Goldwater représentait la droite de ce parti.

lement réorientés pour se retrouver dans le Parti démocrate, fossoyeur de tous les mouvements sociaux.

Mann inclut la Convention politique noire nationale de 1972 dans l'histoire de la Deuxième Reconstruction (5), la désignant comme "l'un des plus vastes fronts unis noirs dans l'histoire des Etats-Unis".

Il nous dit, et nous sommes d'accord, que "cette convention, organisée sur le mot d'ordre d'une politique noire, a fait naître toute une série de revendications politiques détaillées, y compris l'exigence que les élus noirs rendent des comptes à la communauté noire". Il nous dit aussi que 8 000 Noirs assistèrent à cette convention – parmi lesquels 3 000 délégués officiels – et que la majorité se prononça pour les nationalistes noirs. Il explique que ceux qui soutenaient le Parti démocrate étaient clairement en minorité.

Roland Sheppard décrit la Convention de Gary. Il écrit :

*"La première Assemblée politique noire nationale qui se tint le 10 mars 1972 fut la dernière chance de reconstruire le mouvement... D'un océan de visages noirs s'éleva le slogan répété à l'infini : "Maintenant, il nous faut une nation !" Personne n'avait jamais rien vu de tel. Ce sont les nationalistes noirs radicaux qui ont remporté la victoire. De là est sortie la Déclaration de Gary, qui dit :*

*"Une convention politique noire, en fait toute politique qui soit vraiment tournée vers les Noirs, doit se fonder sur cette vérité : le système américain n'est pas fait pour la masse de notre peuple et il ne fonctionnera vraiment dans ce sens que s'il est changé de fond en comble. Ici, à Gary, nous devons relever ce défi. La tâche qui nous attend est de nous consolider et de nous organiser en tant qu'avant-garde noire dans le combat pour une nouvelle société.*

Si nous relevons ce défi, cela signifie que nous nous orientons vers une politique noire indépendante. Le doute sur ce point n'est pas permis. L'histoire ne nous laisse aucune autre issue. La politique blanche ne possède pas et ne peut pas apporter les changements dont nous avons besoin."

*Malheureusement, des sympathisants noirs du Parti démocrate comme Richard Hatcher, maire de Gary, Indiana, Jesse Jackson, Ron Daniels, et même Amiri*

*Baraka, ont trahi les espoirs nés dans la Convention de Gary. A l'inverse de l'orientation décidée lors de la convention, ils ont pris la tête d'un mouvement pour apporter leur soutien aux politiciens noirs et, à travers eux, au Parti démocrate. "Votez pour moi et je vous apporterai la liberté" fut le slogan du jour – et le Mouvement des droits civiques fut complètement démobilisé et ses dirigeants furent "intégrés" dans le système. Cette démobilisation constitue le point de départ de la trahison et de l'atomisation du mouvement."*

Tout à fait juste ! Le Parti démocrate ne soutient aucun mouvement qui s'oriente vers la solution du problème de l'oppression nationale et il ne permet à aucun Noir qui dépend de ses instances pour survivre sur la scène politique de le soutenir. C'est un parti capitaliste blanc et, en tant que tel, il doit perpétuer la soumission du peuple noir au compte de ses mandants, ces voleurs que sont les barons de l'industrie.

En l'absence d'un parti politique noir indépendant, aucune force n'a pu matérialiser cet éphémère moment de victoire à Gary et faire avancer la mise en œuvre des véritables décisions prises lors de ce rassemblement.

---

### UNE OCCASION MANQUÉE

---

Mann explique que dans les années 1980, le mouvement noir a manqué une formidable occasion de revenir sur le devant de la scène, précisément en n'intervenant pas de façon décisive dans le jeu électoral de l'Etat capitaliste à un moment où c'était possible. Il résume ainsi les événements.

*"(...) Une large alliance entre les militants noirs, Latinos, les groupes ouvriers*

---

(5) La Convention politique noire nationale s'est tenue à Gary, Indiana. Elle était organisée par la direction noire traditionnelle, en lien avec la gauche du mouvement noir. Son but avoué était de donner une nouvelle perspective politique aux Noirs, après la montée du Mouvement pour les droits civiques, qui soit indépendante des Démocrates et des Républicains. Cette promesse a été bafouée par la subordination de la convention aux "Démocrates noirs progressistes" du Congressional Black Caucus, la fraction noire des élus du congrès.

et les réformistes du Parti démocrate qui voulaient combattre la droite ont trouvé leur champion en la personne du Révérend Jesse Jackson qui s'est présenté aux élections de 1984 et 1988. Lors de ces deux campagnes, la candidature de Jackson sous la bannière de la "Coalition arc-en-ciel" a fait la preuve que la politique progressiste, multiraciale, conduite par les Noirs possédait un énorme potentiel aux Etats-Unis ; et montrait aussi qu'il était possible de d'affronter la droite.

Lors de sa campagne de 1988 (...), Jackson a émergé lors des primaires démocrates comme un candidat potentiel sérieux. Plus de 6,9 millions de voix se sont portées sur son nom – depuis les Noirs et Latinos des villes jusqu'aux progressistes blancs qui voulaient être acteurs d'un changement historique, en passant par les petits agriculteurs blancs, les petits fermiers et les ouvriers d'usine, les féministes et les homosexuels. (...)

Jackson se présenta à la Convention démocrate de 1988 en espérant être nommé pour la place de vice-président sur la base de sa popularité puisqu'il venait juste après Dukakis (...). Au lieu de cela, le Parti démocrate le réduisit au silence, lui et ses revendications progressistes. Jackson fut contraint de s'effacer au nom de l'"unité du parti" et, devant les menaces qui lui furent faites de l'exclure de toute position dans les instances du Parti, il choisit ses perspectives de carrière et refusa de remettre en cause le fait qu'on l'avait écarté et marginalisé. Très peu de temps après, Jackson procéda à la dissolution de la Coalition arc-en-ciel qu'il avait construite et le mouvement qui avait commencé comme une Coalition Arc-en-ciel "indépendante" pour remettre en question la dérive droitiste du Parti démocrate finit tristement sa carrière comme propriété privée d'un politicien ambitieux."

(...) Il est correct de dire que l'ambition personnelle de Jackson a joué un rôle dans la faillite de ce mouvement, mais il n'était pas écrit qu'il devait finir ainsi. Un bilan moins superficiel poserait la question : y a-t-il eu une campagne politique organisée, concertée, menée à la base pour faire pression sur Jackson, le faire rompre avec les Démocrates et se présenter contre eux comme candidat indépendant représentant les Noirs, les travailleurs, les opprimés ?

(...) Bien sûr, cette campagne menée par la base n'aurait pu réellement se

mener que si un formidable regroupement de militants noirs avait d'abord pris le temps de s'organiser en un parti indépendant – en dehors du Parti démocrate, mais sur l'orientation d'une organisation de masse des travailleurs et des Noirs dont les Démocrates dépendent pour se faire élire (...)

---

## LES REVENDICATIONS DE LA TROISIÈME RECONSTRUCTION

---

Dans le chapitre de *L'Héritage de Katrina* intitulé "Notes sur une Troisième Reconstruction : concevoir les concepts programmatiques", Mann décrit les principaux terrains sur lesquels les revendications de base se créent dans la lutte quotidienne des survivants noirs à La Nouvelle-Orléans et sur la Côte du Golfe et formule un programme détaillé de propositions revendicatives pour une Troisième Reconstruction.

Ces revendications comprennent les droits démocratiques, l'autodétermination, l'exigence d'un redécoupage électoral dans le sud, où les Noirs sont en majorité, pour que la majorité noire puisse accéder au pouvoir, la lutte pour obtenir des dédommagements, pour le droit au retour et le droit de réoccuper les terrains, pour la justice concernant l'hygiène publique, une revendication particulière pour subvenir aux besoins des femmes noires et leur permettre d'exercer leurs droits, l'opposition à la police d'Etat et l'exigence que l'"aide" gouvernementale soit démilitarisée, la libération des prisonniers, intégrant les exigences et les combats pour les droits des immigrés et les droits des Indiens d'Amérique dans la Troisième Reconstruction et l'exigence du retrait immédiat de tous les soldats américains d'Irak au nom de l'autodétermination du peuple irakien.

Nous sommes d'accord sur ces exigences, mais comment y parvenir ?

Dans le dernier chapitre de *L'Héritage de Katrina*, Mann soulève l'idée du combat pour que les Noirs se lèvent et combattent pour leurs propres revendications – mais en même temps, il se résigne à expliquer qu'en fait il n'y a vraiment pas



d'autre choix que de se rallier encore une fois aux Démocrates.

Il ne rejette pas immédiatement l'idée d'un parti noir indépendant, mais il semble qu'il ne prenne cette idée au sérieux que pour conclure qu'à l'heure actuelle ce n'est pas viable, comme s'il avançait l'idée que demander aux Démocrates un peu moins de coups de fouet et des chaînes un peu moins lourdes, en compensation de ne pas leur faire concurrence sur le plan politique, était une solution plus viable. (...)

[II] est clair qu'il considère le troisième parti comme une perspective seulement si toutes les possibilités de faire pression sur les Démocrates à l'intérieur du parti ont été totalement épuisées. Et même si nous commençons à construire un troisième parti, il n'est pas assuré que Mann le voie comme une alternative qu'il faille présenter contre les deux partis du capital blanc, ou plutôt pour créer une menace extérieure afin de maintenir la pression sur les Démocrates pour qu'ils aillent dans le bon sens.

---

### LA QUESTION CLÉ DE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Un élément d'explication de cette dépendance aux prétendus Démocrates progressistes est une position fautive sur la manière d'aborder la question de l'unité de la classe ouvrière dans le combat pour la transformation sociale (...).

Le point d'appui le plus efficace que les Noirs peuvent utiliser pour affaiblir l'unité de l'Etat capitaliste blanc, et par conséquent se tailler l'espace politique pour accomplir l'autodétermination noire, ce n'est pas la division entre les "bons" Blancs et les "mauvais" Blancs. C'est plutôt le conflit matériel entre les intérêts particuliers de la majorité de la classe ouvrière blanche et le petit nombre de capitalistes blancs qui contrôlent les richesses impérialistes. Dans une certaine mesure, la division de classe entre les travailleurs blancs et les patrons blancs est exacerbée chaque fois que les Noirs font quelque chose pour combattre les patrons blancs, et les travailleurs blancs récoltent

les fruits des coups portés à leur ennemi de classe par les Noirs.

Mais pour utiliser cette division de classe parmi les Blancs, il faut quelque chose de plus. Il faut un parti politique de masse des travailleurs, pas spécifiquement noir, mais dans lequel les Noirs doivent jouer un rôle actif – un parti qui soit indépendant du capital blanc et qui propose un programme dans l'intérêt de tous les travailleurs qui vivent et travaillent sur le territoire de l'Etat capitaliste, quelle que soit leur nationalité.

L'embryon d'un tel parti – le Labor Party – existe aux Etats-Unis depuis 1996, et il a finalement obtenu le droit de se présenter aux élections en Caroline du Sud en 2006. Cette victoire est due en grande partie au travail de la classe ouvrière noire organisée de cet Etat (...).

Le développement réussi de ce Labor Party embryonnaire en un parti de masse ne remettrait pas pour autant en cause la nécessité d'un parti noir spécifique, car les travailleurs noirs qui vivent à l'intérieur de l'Etat capitaliste blanc ont toujours besoin d'une organisation indépendante par laquelle ils détermineront précisément où commence et où s'arrête leur convergence d'intérêts avec les travailleurs blancs.

La formation d'un parti noir indépendant – un Parti de la reconstruction, comme les militants noirs de la Côte du Golfe l'appellent – contribuerait sans aucun doute au développement du Labor Party de masse et multiracial, et l'efficacité des deux partis serait accrue s'ils avaient une stratégie de coopération politique et électorale l'un envers l'autre. C'est de cette manière que les contre-révolutions de l'esclavocratie de l'Etat capitaliste blanc peuvent finalement être défaites.

---

### QUELLES SONT LES PERSPECTIVES OUVERTES ?

---

Dans la "Conclusion" de son livre, Mann donne à sa partie la plus politique le sous-titre "*Est-ce que quelqu'un va défier les Démocrates ?*" et cite alors l'importance historique des récentes déclarations

de l'acteur et militant noir Harry Belafonte pour soutenir les Démocrates "tout en disant que nous cherchons un deuxième parti". Mann écrit plusieurs pages pour dire à quel point cela serait merveilleux, pour conclure finalement que c'est à peine plus qu'un rêve :

*"Notre dilemme n'est pas de savoir comment franchir cette étape, mais la faible probabilité que nous en ayons l'occasion (...)."*

Il aurait pu évoquer la possibilité de lancer une campagne de masse concertée pour pousser Belafonte à relever son propre défi. Mais il ne l'a pas fait, bien qu'il n'ait pas non plus exclu une telle campagne.

Belafonte a fait quelques autres déclarations dénonçant les Démocrates, puis il s'est tu. Il ne fait aucun doute qu'il n'avait pas l'intention de jouer les trouble-fêtes. Il y a quelqu'un, pourtant, qui n'a pas abandonné dans sa condamnation d'ensemble du Parti démocrate : c'est l'ancienne députée de Géorgie, Cynthia McKinney.

Des sympathisants du journal *The Organizer* et des dirigeants noirs à travers le pays, encouragés par l'adoption d'une position de principe de McKinney sur les grandes questions du moment, lui ont adressé il y a quelques mois une Lettre ouverte lui demandant d'être candidate à l'élection présidentielle pour mener le combat pour le Parti de la reconstruction et les revendications fondamentales de ce mouvement de la Troisième Reconstruction.

McKinney a, depuis, répondu favorablement à cet appel. Elle a rendu pu-

blique une déclaration début novembre, qui dit notamment :

*"Je voudrais déclarer mon soutien à la formation d'un Parti de la reconstruction indépendant aux Etats-Unis. (...) Durant ma campagne électorale, je travaillerai avec les militants noirs et de la classe ouvrière pour aider à mettre sur pied ce Parti de la reconstruction à travers des comités d'organisation locaux et un Comité d'organisation national pour le Parti de la reconstruction.*

*J'accueille chaleureusement la formation de ces comités pour un Parti de la reconstruction et leur demande de soutenir pleinement ma coalition nationale "Power to the People" pour l'élection de 2008."*

Sur la base de ce développement important, il y a désormais l'opportunité – pour utiliser la propre formule de Mann – de "franchir l'étape" d'un parti politique noir indépendant et, s'appuyant sur cet exemple, de la formation d'un Labor Party.

Nous espérons que le camarade Mann et tous ceux qui partagent ses positions discuteront des questions politiques que nous avons soulevé dans cet article et écouteront l'appel lancé par les militants noirs de la Côte du Golfe à construire les Comités locaux d'organisation du Parti de la reconstruction, dont l'un des objectifs sera de soutenir la candidature de Cynthia McKinney à l'élection présidentielle à travers une campagne d'organisation indépendante pour un Parti de la reconstruction.

**Leith Kahl et Brian Wiles**

**“Green is green”**  
**(traduction : “Jouer l’environnement,**  
**c’est aussi jouer le billet vert”**  
**J. Immelt, P-DG de General Electric)**

## **La gestion du risque au pays de l’impérialisme**

*Par Philippe Doisnel*

Quelques faits récents liés à quelques catastrophes naturelles dues, d’après Al Gore, ex-vice-président des Etats-Unis, dans son film *Une vérité qui dérange*, au “réchauffement climatique” (*Global Warming*).

Fin août 2004 : pendant 72 heures, la nation américaine tout entière a pu voir l’ouragan Katrina se diriger tout droit sur La Nouvelle-Orléans. Les gens ont reçu l’ordre de s’enfuir. Mais il n’y a pas eu moyen de s’en sortir. Un scénario identique s’est produit au Mississippi et dans nombre d’autres villes côtières du golfe du Mexique. Durant quatre jours, la population, en majorité noire et pauvre, a erré à la recherche de quelques moyens pour survivre. Puis, sont arrivées les “forces de l’ordre”, bien avant les sauveteurs, qui ont, sur ordre de l’administration Bush, avec la complicité des Démocrates, en particulier du maire et du gouverneur de La Nouvelle-Orléans, tiré sur ceux qu’ils ont appelés les “pillards”, en réalité des rescapés. Ce qui est sûr, c’est que, “durant les dix dernières années, le corps

*des ingénieurs du génie a travaillé avec les autorités locales et fédérales sur les secours à apporter face aux inondations en cas de cyclone. Alors que des millions de dollars ont été dépensés à rehausser les digues et à construire des stations de pompage, au moins 250 millions de dollars de projets indispensables n’ont pas été mis en route, alors que l’activité cyclonique s’accroissait considérablement sur l’Atlantique et que les digues continuaient à s’affaisser (1).”*

71,2 millions de dollars qui étaient inscrits au budget 2004 pour le corps du génie de La Nouvelle-Orléans lui ont été retirés, fonds qui étaient indispensables pour réparer les deux digues qui ont finalement cédé.

Walter Maestri, responsable de la cellule d’urgence de Jefferson Parish, en Louisiane, déclarait le 8 juin 2004 au

---

(1) Déclaration de Socialist Organizer, après la catastrophe du golfe du Mexique, reproduite dans *La Lettre de La Vérité*, 6 septembre 2005.

journal *New Orleans-Picayune*, soit quelques semaines avant l'événement :

*“Il apparaît que les fonds ont été transférés au budget présidentiel pour la sécurité intérieure et la guerre en Irak. Nous en payons le prix. Personne ici ne se réjouit que les digues ne puissent être terminées, et nous faisons notre possible pour convaincre les autorités qu'il s'agit de notre sécurité.”*

Trois jours après Katrina, le typhon Talim a ravagé la côte sud de la Chine, avec des vagues de 10 mètres de haut. Les autorités locales ont fait évacuer 600 000 personnes en une journée : il n'y a pas eu un seul mort.

Septembre 2004 : le cyclone Yvan, le cinquième par sa puissance à avoir jamais touché la Caraïbe, s'est abattu sur Cuba. Le gouvernement cubain a fait évacuer près de 2 millions de personnes (plus de 15 % de la population de l'île). Dans les trois premières heures, ce sont 100 000 personnes qui ont été évacuées : personne n'a été tué.

Depuis Katrina, à La Nouvelle-Orléans, près d'un million de personnes ont été dispersées et dépossédées de leurs biens.

*« Dix-huit mois après le drame, des centaines de milliers d'habitants de La Nouvelle-Orléans restent dispersés dans l'ensemble des Etats-Unis, traités comme des réfugiés dans leur propre pays. La “réhabilitation” des quartiers endommagés a pris la forme d'une immense opération de spéculation immobilière. Des quartiers entiers ont été rasés et des immeubles de grand standing sont construits (2)”...*

... à des prix évidemment inabordables pour ceux qui y résidaient auparavant, en majorité des Noirs.

L'ouragan, une catastrophe naturelle ? Evidemment. Causée, vu son ampleur, par le “réchauffement climatique” (*Global Warming*) ? Cela reste à démontrer. Mais les conséquences du risque étant connues, les coûts de sa gestion évalués, qui est responsable de la situation dramatique qu'ont subie et que continuent de subir des centaines de milliers d'habitants noirs de La Nouvelle-Orléans ? Le gouvernement de Bush, mais aussi les Démocrates,

*“qui votent les crédits de guerre pour l'Irak et qui, dans le même temps, ont*

*adopté des milliards de dollars de réduction d'impôts pour l'élite financière qui finance les deux partis politiques de la classe dirigeante” (3).*

Voilà comment, aujourd'hui, la première puissance économique du globe gère les risques naturels majeurs dans son propre pays.

---

## LE PROBLÈME DE L'EAU : UNE QUESTION DE SURVIE POUR DES MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS

---

Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, et d'autres auteurs, ont fait paraître en 2004 un ouvrage intitulé *Eau*. Ils estiment à 50 000 le nombre de personnes qui meurent chaque semaine dans le monde par manque d'eau.

Claude Allègre a été, en France, ministre de l'Éducation nationale, et un fidèle serviteur de l'Union européenne en matière de réduction des dépenses publiques dans son secteur sous un gouvernement PS-PCF-Verts après 1997. Il s'était rendu célèbre en comparant l'Éducation nationale à un “mammouth” à dégraisser, et ses agents à l'“Armée rouge”. Il est cependant un géologue compétent et reconnu, membre de l'Académie des sciences. Dans un livre paru en 2007, *Ma vérité sur la planète* (4), il révèle qu'“on possède aujourd'hui toutes les techniques pour fournir de l'eau n'importe où sur le globe (nettoyage de l'eau, dessalement de l'eau de mer, transport à longue distance de l'eau)”. Et il ajoute :

*“Tout est une question de volonté et d'argent, et aussi d'énergie disponible (...). Il n'y a ni incertitude scientifique ni obstacle technologique.”*

Alors, quel est donc l'obstacle qui empêche de maintenir en vie chaque semaine 50 000 êtres humains si techniquement cela est assez simple à réaliser ?

Engels, dans son ouvrage *Dialectique de la nature*, daté de 1883, apportait déjà quelques éléments de réponse :

---

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) Claude Allègre, *Ma vérité sur la planète*, Plon Fayard, 2007.

*“On ne considère principalement, écrivait-il, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite, on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées...”*

Voilà exprimé par Engels le raisonnement d'un capitaliste lorsqu'il décide, pour satisfaire ses intérêts particuliers, d'investir dans tel type de production, ou lorsqu'il décide de piller certaines matières premières. Il s'agit du *“résultat le plus proche”*, à savoir : selon ses besoins, extraire de la plus-value sur la base de la recherche du profit le plus immédiat.

Il n'est donc pas rentable, en fonction de cet objectif, de sauver tous ces êtres humains. Mais certains ont néanmoins bien compris que l'environnement peut rapporter gros.

---

## UNE MULTINATIONALE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

---

J. Immelt est le P-DG de la deuxième firme multinationale du monde (General Electric — GE). Voilà une entreprise qui, d'après un article du *Journal du dimanche* (29 juillet 2007), *“des années durant, pollua les rives de l'Hudson River en y déversant les déchets les plus infects et qui reste condamnée par les autorités environnementales”*. Le journaliste précise alors :

*« J. Immelt ne fait pas mystère de ses (nouvelles — NDLR) motivations. Son slogan : “Green is green”, pour signifier que jouer l'environnement, c'est aussi jouer le billet vert, le dollar (...). Sous son impulsion, la deuxième multinationale de la planète a donc fait sa révolution. Le dernier moteur d'avion conçu par GE consomme 22 % de kérosène en moins. Soit 350 000 dollars d'économies par an et par appareil. Sa dernière locomotive Diesel hybride utilise 15 % de fuel en moins. Soit une réduction de 50 % de ses émissions de gaz à effet de serre. Ses nouvelles lampes fluorescentes permettent de réaliser chaque année 150 millions de dollars d'économies. Quant aux éoliennes, vendues à travers le monde, elles produisent déjà de quoi alimenter 1,5 million de foyers (...). »*

En mai dernier, le très “vert” gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, lui demande s'il va tenir son pari, à savoir doubler les ventes de ses produits “écologiques” d'ici à 2010. Pour atteindre le chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars. *“On va l'exploser”*, rétorque un Immelt amusé. Selon certaines sources, le carnet de commandes pèserait déjà 50 milliards de dollars (...).

Mais le P-DG de GE tient à avertir ses concitoyens :

*“Je veux qu'il soit bien clair que tout cela est enraciné dans le business. Je ne veux pas que les gens se trompent : je ne suis pas un croisé et je ne fais pas cela comme un passe-temps. Je le fais vraiment parce que j'estime que c'est compatible avec ce qu'un bon P-DG doit faire pour diriger une entreprise comme GE, à savoir créer de la croissance, du profit, des emplois et de la responsabilité publique. Toutes ces choses qu'une société doit faire.”*

---

## UNE NOUVELLE RELIGION ?

---

Il ne se passe pas un mois, pas une semaine ou même une journée, dans les pays occidentaux, sans qu'un magazine, un reportage télévisé, une publicité ne se fasse l'écho, dans une atmosphère délibérément alarmiste, d'un “réchauffement” de la planète. Plus grave, nous serions tous(tes) et chacun(e) responsables de ce phénomène catastrophique. Aucun doute ne serait permis, et pour les promoteurs d'une apocalypse à venir, aucun doute ne doit même être admis. A telle enseigne que certains se demandent si l'on n'assiste pas à l'avènement d'une nouvelle religion (5). Elle a d'abord ses prophètes.

Parmi ceux-là, on retrouve, pêle-mêle, dans un improbable consensus, un gou-

---

(5) Jean de Kervasdoué, *Les Prêcheurs de l'apocalypse*, Plon, 2007. Jean de Kervasdoué est collaborateur des ministères de la Santé et de l'Agriculture, directeur des Hôpitaux, titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers, et membre de l'Académie des technologies en France.

verneur républicain ex-acteur bodybuildé d'Hollywood, un Démocrate ex-vice-président des Etats-Unis, en passant par les diverses Eglises ; en France, un photographe à succès, un présentateur sur une chaîne de télévision privée, la plupart des candidats à la dernière élection présidentielle, jusqu'aux plus radicaux des écofondamentalistes et autres altermondialistes partout dans le monde.

Soulignons le fait, enfin, que les uns et les autres croient trouver un point d'appui, et surtout une caution, dans le discours d'un nombre important de scientifiques, sur les motivations desquels nous reviendrons plus loin. Mais le plus souvent, ils extrapolent, voire manipulent les "scénarii" de ces derniers pour impérativement les faire entrer dans leur dogme. Ces nouveaux prophètes sillonnent la planète, sont invités à s'exprimer quotidiennement dans les médias. Le thème est vendeur. Les programmes d'éducation, en France, et ailleurs en Europe, aux Etats-Unis, assurent également la diffusion du credo.

De quoi tentent-ils de convaincre les brebis égarées que nous sommes ? De quels présupposés partent-ils ? Comment agissent, et à quelles fins surtout, ces parangons de vertu écologique et leurs commentateurs assermentés, le plus souvent grassement rétribués pour cette salvatrice besogne, et qui osent nous faire en permanence la leçon ?

C'est ce que nous nous efforcerons d'examiner. Ce faisant, nous prendrons le parti de défendre la science, sa méthode, voire ces scientifiques, exerçant en particulier dans la recherche publique et qui tentent de poursuivre leur travail.

---

### **UN PRONOSTIC ALARMISTE, DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES À SON SERVICE**

---

Il ne s'agit pas, pour nous, de pratiquer l'amalgame courant et savamment entretenu entre réchauffement et changements climatiques. Ces derniers sont apparus depuis environ une vingtaine d'années. Il faudra par la suite scrupuleusement examiner la complexité des causes et leurs récentes manifestations.

Il serait d'abord question, entend-on, d'une menace planétaire. En anglais, elle porte le nom de *Global Warming*. Elle risque, nous prédit-on, d'entraîner, à très court terme, l'humanité au déclin, voire à l'extinction, si rien n'est fait pour la conjurer.

Le phénomène combinerait ainsi plusieurs facteurs. Nous sommes, insistons là-dessus, dans le domaine de la prévision et sommes contraints de nous positionner à l'échelle du monde.

Al Gore et consorts pronostiquent, pour commencer, une augmentation très significative des températures à l'échelle du globe, et cela à très court terme : entre 2050 à 2100 environ. Cette augmentation serait en particulier causée par l'augmentation des rejets dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, et principalement le CO<sup>2</sup>. Les hommes seraient les principaux responsables de ces émissions de gaz.

Les hommes. Mais quels hommes ? serait-on tenté de leur demander. Les hommes tels qu'ils en parlent sont des hommes définis sans critère de classe, des hommes abstraits qui pollueraient abstraitement. Tous responsables ? Les dirigeants de Bhopal, responsables de la mort de milliers d'êtres humains il y a quelques années, comme les salariés qui sont contraints de prendre leur automobile pour aller travailler le matin ?

D'où vient cet intérêt aussi soudain que généralisé pour l'avenir de notre planète ?

Octobre 1985 : une première conférence sur le climat se tient en Autriche. Certains météorologues émettent des prévisions alarmistes pour... 2030. Ils pronostiquent une augmentation globale des températures de l'ordre de 1,5 à 6° C et une élévation du niveau des mers de 20 à 50 cm.

1993 : l'ONU décide alors de réunir sous son autorité un groupe de scientifiques pour faire l'état des lieux et élaborer des recommandations aux gouvernements du monde.

Ainsi naît le Groupement intergouvernemental d'étude du climat (GIEC), qui devra remettre régulièrement deux rapports : un rapport scientifique (rapport n° 1) et un rapport consensuel qui devra être adopté sur des mesures à préconiser auprès des gouvernements (rapport n° 2).

Les conclusions du GIEC, dont les membres sont presque exclusivement des physiciens et des météorologues, sont à la base de tous — ou presque — les commentaires médiatiques sur le climat. Elles ont donné lieu à la réunion de la conférence de Kyoto, d'où est sorti le fameux protocole (6).

Claude Allègre explique très précisément comment tout cela s'est exactement passé.

La méthode des dirigeants de l'ONU, d'abord, est critiquable, nous dit-il. S'il est dans la tradition des politiques — il sait de quoi il parle — de rechercher le consensus, la science, elle, par définition, fonctionne avec la variété des opinions des chercheurs et des incertitudes qui y sont attachées.

Ainsi nous apprenons que, lors du premier examen des données commandées, le rapport scientifique n° 1 (plus de 1 000 pages), qui est la compilation des points de vue, parfois contradictoires, ou critiques, sur le réchauffement, des scientifiques interrogés sur le réchauffement climatique, n'a été publié que... bien après le rapport politique n° 2 (150 pages). Ce dernier contient les recommandations adoptées avec unanimité par des scientifiques qui, en réalité, ne partageaient pas les mêmes points de vue sur les mesures à faire adopter par les gouvernements.

Une démarche en tout point contradictoire avec la démarche scientifique.

Ce faisant, certains scientifiques, membres du GIEC, mais exprimant des nuances, voire des critiques sur le diagnostic, ont été tout bonnement... exclus du GIEC ou contraints d'en démissionner.

Ce fut le cas de Ch. Landsea, spécialiste incontesté des cyclones tropicaux, qui estimait que les cyclones tropicaux allaient diminuer, alors qu'un des rapports exigeait de dire l'inverse. Roger Pielke, qui défendait l'idée que d'autres facteurs que le CO<sup>2</sup> (gaz carbonique) intervenaient dans le réchauffement climatique, a lui aussi été mis sur la touche. Il avait vu sa contribution modifiée. Ch. Landsea a expliqué sa démission du GIEC pour "*ne pas contribuer à un processus aux objectifs préconçus et scientifiquement non fondés*".

Outre la quasi-absence de climatologues dans le GIEC, l'exclusion d'autres, comment, sur le strict plan de la recherche scientifique, expliquer qu'on en soit arrivé là ?

Allègre donne une explication plutôt convaincante, en revenant sur l'évolution de la science climatologique depuis les années 1970.

A l'époque, écrit-il, apparaissent de nouveaux outils : principalement les ordinateurs et les satellites d'observation capables de donner une image globale, mondiale, de l'état de l'atmosphère, la répartition des nuages, leurs mouvements, leurs modifications. Avec le progrès des techniques spectroscopiques, ajoute-t-il, on a pu mesurer différents paramètres, la température, la vapeur d'eau ou encore le CO<sup>2</sup>.

Le problème est que, malgré ces techniques très élaborées, les prévisions à long terme sont impossibles.

Pour soutenir cette affirmation, Allègre cite Ed. Lorenz, météorologue au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT, université et institut américain de recherche, qui, depuis 1960, seul d'abord, puis rejoint par un grand nombre de spécialistes de la question, a prouvé que le système atmosphérique était tellement chaotique qu'on ne pouvait prétendre faire des prévisions convaincantes par des expériences numériques. C'est la théorie connue sous le nom d'"effet papillon". Celle-ci parvint à s'imposer, à la fois par l'expérience et surtout par les calculs. Et Allègre d'ajouter en conclusion que "*l'incertitude dans l'avenir est intrinsèque au phénomène météorologique lui-même*".

---

## VOICI VENU LE TEMPS DES SHOWS POUR L'ENVIRONNEMENT

---

Ces données, incontestables, auraient dû engager certains, hommes politiques en particulier, à plus de modestie dans leurs certitudes.

Mais n'est-ce pas trop réclamer lorsque, par exemple, une conférence rapporte

---

(6) Voir Pierre Cise, « Comment l'"écologie" devient une arme de destruction. Protocole de Kyoto et directives européennes », *La Vérité*, n° 45, août 2005.

à un Al Gore 200 000 dollars l'heure, plus trois places d'avion en première classe, et son film (récompensé aux oscars) au moins 50 millions de dollars (7) ? Ajoutons qu'Al Gore est aussi administrateur de la tristement célèbre firme Enron, dont les dirigeants sont en prison. C'est le type même de l'écolo-business du roman de Michael Crichton, *Etat d'urgence*.

En France, Nicolas Hulot est le présentateur vedette d'une émission sur la nature programmée sur une chaîne privée. Toujours prompt à intervenir dans les médias pour alerter ses concitoyens sur la dégradation de la nature, il se déplace pourtant le plus souvent en hélicoptère, l'engin le plus polluant de la planète, non seulement pour tourner son émission télévisée, mais même pour aller en vacances dans sa maison de Corse.

Ce courageux aventurier est aussi devenu, au fil des ans et de sa notoriété médiatique, un auteur prolifique : pas moins de 20 ouvrages parus sur la nature sous son nom ou en collaboration avec d'autres depuis l'an 2000, près de la moitié au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler, dont cinq entre janvier et mai 2007, sans évoquer les rééditions d'ouvrages précédents.

Il a également créé une fondation pour la nature, qui, en toute modestie, porte son nom.

Le réchauffement climatique est manifestement un bon business pour cet amoureux de la planète.

Les hommes qui s'y trouvent, pourtant, ne trouvent pas nécessairement grâce aux yeux de M. Hulot. 50 000 êtres humains meurent chaque semaine par manque d'eau, mais pas un mot sur la question de l'eau dans son ouvrage phare : *Pour un pacte écologique* (8). Présenté comme un programme politique, il a pourtant été contresigné par la plupart des candidats à l'élection présidentielle, de Besancenot (LCR, Secrétariat unifié) à Sarkozy (représentant de la bourgeoisie) en passant par Buffet (PCF), Voynet (Verts) ou Royal (PS). Tous se sont empressés d'aller vénérer, sous les caméras et les lambris, ce précieux grimoire.

Le grand photographe Yann Arthus-Bertrand fait sans doute partie de ceux qui agitent la responsabilité humaine dans les

dérèglements climatiques avec le plus d'énergie, d'aucuns diront d'hystérie. Il est l'auteur d'une célèbre photographie montrant il y a trente ans le mont Kilimandjaro recouvert de glace et de neige, et d'une autre, celle-là réalisée de nos jours au même endroit, mais cette fois montrant une montagne dépossédée de ses glaces et de sa neige. Avouant son incompetence en matière scientifique, il rappelait, lors de l'émission "Arrêt sur images" (diffusée sur une chaîne culturelle française jusqu'à l'an dernier) consacrée au thème du réchauffement à la fin de l'année 2006, qu'il voulait surtout participer auprès du grand public, à sa manière, au développement de la nécessaire prise de conscience du réchauffement climatique. Le problème est que, comme une grande partie de l'Afrique, la région du Kilimandjaro est soumise de longue date à une désertification qui n'est pas d'origine humaine. Rien à voir avec le réchauffement global, encore moins de responsabilité humaine ici. A fortiori, le climat est parfois capricieux. Il se trouve que le sommet du Kilimandjaro a recouvert un important enneigement depuis quelque temps. Quant aux paysans kenyans, qui meurent de malnutrition au pied du mont, écrasés par le paiement d'une dette qui n'est pas la leur et remboursée par leur gouvernement, Yann Arthus-Bertrand n'en souffle mot. La nature est un tel paradis, les hommes de si grands pêcheurs... mieux vaut faire croire sans doute qu'on sauve l'une, et tant pis si périssent les autres. La première est si belle dans l'objectif du photographe. Quant à l'image de la misère...

---

## LA QUESTION DU CO<sup>2</sup> ET DE SON RÔLE

---

Pour ces frères prêcheurs, la responsabilité des hommes dans le réchauffement climatique résiderait essentiellement dans la pollution au CO<sup>2</sup> (gaz carbonique) émise par les activités humaines, augmen-

(7) *Op. cit.*, p. 66. Chiffres non démentis depuis la publication de son livre.

(8) Nicolas Hulot, *Pour un pacte écologique*, Le Livre de poche, 2007 (réédition).



tation du CO<sup>2</sup> qui, à son tour, entraînerait l'augmentation des températures et accroîtrait l'effet de serre.

Question : pourquoi lier l'augmentation du CO<sup>2</sup> à l'élévation globale des températures ? Cette comparaison est-elle pertinente ?

L'intérêt pour le CO<sup>2</sup> date de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais c'est surtout depuis 1959, avec l'installation de l'observatoire de Mona Loa (Hawaï), que l'on connaît très bien ce phénomène. Il est incontestable qu'on a observé une augmentation significative de ce gaz dans l'atmosphère. Ce phénomène est maintenant bien connu. Il est actuellement de 380 ppm (partie par millions, unité de mesure reconnue). L'atmosphère contient donc 0,38 % de CO<sup>2</sup> !

C'est l'eau qui, on le sait peu, est le principal gaz à effet de serre, sous forme de vapeur d'eau disséminée ou de structures organisées comme les nuages à l'état de vapeur et de gouttes liquides.

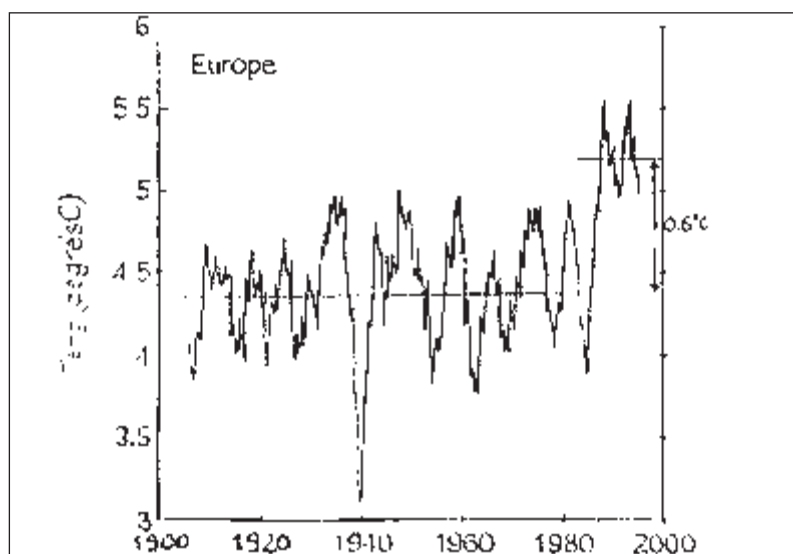
Or, poursuit Allègre, la formation des nuages est encore très mal connue. Il est aussi très difficile d'évaluer les fonctions de ceux-ci, de même que la proportion de cirrus (favorables à l'effet de serre) et de stratus (défavorables à l'effet de serre). C'est une question essentielle. Allègre

cite, pour appuyer son point de vue, un spécialiste, J.-P. Chalon, qui, dans son ouvrage intitulé *Combien pèse un nuage ?* paru en 2002, précise :

*“Le rôle des nuages est essentiel, puisque l'impact global des nuages sur le bilan radiatif de la planète est quarante fois supérieur aux variations attribuées aux gaz à effet de serre enregistrées ces dix dernières années.”*

Ajoutons que l'atmosphère est couplée mécaniquement à l'océan, qu'ils échangent des gaz et de la chaleur, et que l'estimation, selon Allègre, des “*temps de réponse*” est difficile à déterminer et fait en tout cas débat entre spécialistes.

Voici, ci-dessous, une étude récente, centrée sur l'Europe, réalisée par l'Institut de physique du globe de Paris sur l'évolution des températures depuis 1900. L'Europe est, c'est à souligner, la seule partie du monde où, historiquement, les données soient assez fiables. On observe une courbe fluctuante autour d'une valeur moyenne. On constate de fortes oscillations au cours du siècle, puis on assiste à une hausse assez brutale en 1987, et, depuis, à des oscillations. Mais où est donc la hausse vertigineuse que nous montre Al Gore, par une mise en scène digne d'Hollywood, dans son documentaire ?



Courbe d'évolution des températures en Europe depuis 1900, obtenue par J.-L. Le Mouél, H. Blanter et M. Schnirmann. In Claude Allègre, p. 102.

---

**ET LE CO<sup>2</sup> ?**


---

Une étude américano-française, réalisée par N. Caillon et d'autres chercheurs, parue dans la revue *Science* (14 mars 2003), arrive à l'observation que "*les variations de température précèdent de 800 ans celles du CO<sup>2</sup>*". Et Allègre de commenter fort justement :

*"Ce n'est donc pas le CO<sup>2</sup> qui fait varier la température, c'est l'inverse."*

Que reste-t-il, au final, de la théorie du réchauffement : des modèles informatisés. Et encore, ces modèles font état d'une présence de CO<sup>2</sup> de 300 ppm, soit 0,3 %, comme nous l'avons vu. Mais Allègre mène cette fois son raisonnement à son terme et interroge :

*"N'est-ce pas parce que l'on connaît bien ses variations récentes qu'on lui attribue l'unique responsabilité ?"*

Et qu'en est-il du rôle des nuages, des aérosols, des poussières : pas connus, ou mal connus, on néglige leur importance. Cela n'intéresse sans doute pas le grand public, avide de sensations et d'images fortes, à la télévision en particulier.

Patrick Le Lay, P-DG de TF 1 et patron de Nicolas Hulot, interrogé parmi d'autres patrons dans un livre intitulé *Les Dirigeants face au changement* (éditions du Huitième Jour), affirme :

*"Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...). Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...).*

*Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances, dans un contexte où l'information s'accélère, se multiplie et se banalise."*

Pas de doute que le salarié Nicolas Hulot, star des médias et de l'"environne-

ment correct", et prophète au moins en son pays, s'y emploie.

On semble être en définitive en pleine opération marketing.

Certains analystes évoquent, par exemple, la probabilité d'une France du nord à terme plus humide et d'une France du sud plus sèche, mais ils situent la frontière entre les deux zones à... 1 000 kilomètres près !

---

**CHANGEMENTS CLIMATIQUES,  
RISQUE D'ÉPUISEMENT  
DES RESSOURCES FOSSILES  
(PÉTROLE EN PARTICULIER) :  
LE DÉBAT DOIT SE POURSUIVRE SANS  
PRESSION SUR LES SCIENTIFIQUES**


---

On sait actuellement, grâce aux carottes glaciaires prélevées aux pôles (mais qui nous livrent des informations sur les températures globales), aux carottes de sédiments prélevées dans les océans et aux cernes des arbres, très bien mesurer l'évolution des températures et les taux de CO<sup>2</sup> pour les temps anciens.

Tous les scientifiques admettent (on n'est plus dans la prévision !) une succession de périodes glaciaires et interglaciaires de 115 000 ans environ depuis quatre millions d'années (théorie de Milankovich).

Dans ce cadre, M. Le Normand, ancien professeur de botanique et de pathologie végétale, dans un article paru en 2005 dans *L'Idée libre* (9) et intitulé "*Gaz carbonique et effet de serre, causes ou conséquences*", observe que, si l'on comparait notre période actuelle aux teneurs extrêmes du passé représentées par des moyennes sur au moins 2 000 ans dans les glaces polaires, on aboutirait à une baisse de 1° C depuis 10 000 ans. Notre interglaciaire est plus froid d'environ 5° C que les périodes précédentes les plus chaudes appelées l'Eemieu (- 140 000 à - 115 000 ans). Sur ces bases, il est possible d'affirmer que la moyenne des températures de 2007 n'atteint pas celle qu'elle était en... l'an mille.

(9) *L'Idée libre*, science et environnement, "*Gaz carbonique et effet de serre, causes ou conséquences*", n° 270, septembre 2005, pp. 11 à 17.

A l'appui de ce point de vue, L. C. Molion, docteur en météorologie, représentant du Brésil auprès de l'organisation météorologique mondiale, dans une interview récente au journal *Istoe*, de Sao Paulo (10), explique :

*“Il n'est pas exagéré d'affirmer que le climat de la Terre résulte de tout ce qui se produit dans l'univers. Par ailleurs, nous disposons de données recueillies aussi bien par les satellites que par les navires météorologiques indiquant que l'océan Pacifique se réchauffe en dehors des tropiques — d'où la fonte des glaciers — et se refroidit au niveau tropical, ce qui signifie que nous entrons dans une nouvelle période froide.”*

Mais ces périodes peuvent inclure des phénomènes brutaux, qui contredisent parfois les tendances générales. Pourquoi ? Il faut le reconnaître : on n'en sait rien.

L'histoire du climat, qui fait consensus entre les chercheurs, nous montre qu'il peut y avoir de nombreuses fluctuations, parfois brutales, comparables à celles que nous connaissons en Europe depuis plusieurs saisons. Allègre précise :

*“Les modèles informatiques indiquent un réchauffement aux pôles, un accroissement des précipitations dans les Tropiques, une désertification croissante de l'Afrique saharienne. En revanche, ils ne parviennent pas à simuler l'augmentation des phénomènes extrêmes et brutaux et à expliquer pourquoi l'Antarctique ne fond pas et les températures au Groenland (qui veut dire “pays vert” en danois — NDLR) n'augmentent pas alors que la glace y fond.”*

Par ailleurs, il indique qu'“on assiste à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes extrêmes”. Des épisodes pluvieux très brefs et très intenses comme en Grande-Bretagne ou dans l'est de l'Europe cet été peuvent côtoyer, comme en Grèce ou en Italie, des épisodes de sécheresse et de canicule plus fréquents. “Cela peut conduire, ajoute Allègre, à une multiplication des inondations ici, et des périodes arides là, préjudiciables à l'agriculture”, variables selon les moments de l'année et les aires géographiques.

On a pu aussi observer, nous dit Allègre :

— que “les glaciers de montagne sont en régression dans les Andes et dans les

*Alpes. Pourtant, les glaciers scandinaves ne reculent pas” ;*

— que “l'Arctique et le Groenland voient leurs glaces fondre et le volume de glace diminuer. Mais ce phénomène ne se produit pas en Antarctique, qui stocke 92 % de la cryosphère” ;

— que “des observations précises faites à l'aide du satellite Topex-Poséidon mettent en évidence une montée du niveau de la mer. Cette dernière toutefois modeste, 3,2 millimètres par an, soit 32 centimètres par siècle.”

Rien à voir, donc, avec les projections numériques des belles cartes projetées par Al Gore montrant la Floride ou la ville de Los Angeles prochainement englouties sous les eaux.

---

### LA MACHINE À CORROMPRE TOURNE DÉJÀ À PLEIN RÉGIME

---

Ces incertitudes mériteraient d'être attentivement étudiées par les chercheurs.

Mais ce dont souffrent ces derniers, c'est d'abord et avant tout des restrictions budgétaires pour mener leurs travaux, en particulier dans la recherche fondamentale publique. D'autres doivent se soumettre à des impératifs de résultats. Quand on n'interdit pas, enfin, à ceux qui contestent le dogme officiel du réchauffement, purement et simplement d'exercer.

C'est l'observation qu'a pu exprimer récemment pour les Etats-Unis, dans le *Wall Street Journal*, et sans être démenti depuis, Richard Lindzen, professeur de météorologie au MIT et jeune membre de l'Académie des sciences des Etats-Unis.

D'un autre côté, d'autres ont vu leurs subventions de recherche multipliées par 5 ou 10 en dix ans parce qu'ils avaient choisi le bon créneau, celui du *Global Warming*.

Luis Carlo Molion ajoute :

*“Je pense que les scientifiques sont honnêtes, mais qu'il y aujourd'hui beaucoup plus de fonds mis à la disposition des chercheurs défendant la thèse du réchauffement de la planète. Ces fonds proviennent des gouvernements qui perçoivent des taxes de secteurs industriels*

---

(10) Reproduite dans *Courrier international*, n° 881, 20 septembre 2007.

*qui sont partie prenante dans cette affaire. Beaucoup de scientifiques se prostituent et se vendent pour que leurs projets soient approuvés. Ils marchent la main dans la main avec le GIEC."*

Quant à lui, il précise qu'après avoir émis des critiques sur les conclusions du sommet de Rio en 1992, auquel il avait été invité,

*"de 1992 à 1997, je n'ai plus été convié à une seule rencontre internationale. J'avais obtenu une subvention de 50 000 dollars du Programme des Nations unies pour mener des recherches sur l'Amazonie. Elle a été annulée."*

Malgré le rapport 2007 plus modéré du GIEC, qui, entre autres, ne fait plus la relation entre hausse du CO<sup>2</sup> et hausse des températures, resserre les écarts d'évolution des températures et du CO<sup>2</sup> dans un proche avenir, le produit "réchauffement" est lancé sur un marché très lucratif et manifestement porteur, nous l'avons vu.

---

## LA NÉCESSAIRE RENATIONALISATION DES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

---

Débarassés de la propagande alarmiste et culpabilisatrice, on observe lucidement que des risques naturels existent bel et bien. Nos bienfaiteurs de l'humanité sont pourtant bien moins diserts lorsqu'on leur demande de s'exprimer sur des solutions trop coûteuses pour les gouvernements.

Selon eux, ce sont avant tout vous et moi qui devons et devons fournir l'effort, en particulier restreindre notre consommation. Dans sa forme la plus soft, on nous presse de "changer nos habitudes" : trier nos déchets, prendre des douches à la place des bains, mettre un couvercle sur la casserole pour faire bouillir de l'eau... Mais si l'on s'y prête plus ou moins de bon gré, les problèmes ne se situent à l'évidence pas là.

Certains préconisent une nécessaire décroissance. Cela tombe à point nommé. Afin de baisser le "coût du travail" pour demeurer compétitifs, nous affirme-t-on, nos salaires décroissent, le pouvoir d'achat des salariés régresse, l'endettement des mé-

nages, aux Etats-Unis comme ailleurs, atteint des proportions considérables et menace même les Bourses du monde de faillites en chaîne, comme cela s'est produit cet été. 14 % des propriétaires immobiliers américains ne sont plus solvables.

En fait, nos "chevaliers blancs" du sauvetage de la planète diluent, de bonne foi ou non, les responsabilités, pour mieux éviter de mettre en question la "concurrence libre et non faussée", et, ce faisant, tentent de nous faire accroire au caractère indépassable du régime capitaliste. Les mots de "politique publique", "aménagement du territoire par l'Etat", "prévention des risques majeurs" sont peu à peu bannis du vocabulaire même des gouvernements, en particulier en Europe depuis l'adoption du traité de Maastricht (1992).

C'est désormais à chaque territoire, de préférence en collaboration avec d'autres, de faire face, en "réseau" d'associations ici, d'ONG là, chacun avec sa charte, son code de bonne conduite, de préférence. On assiste de fait à un abandon programmé des ressorts de la puissance publique. La démocratie politique recule.

Les entreprises nationalisées dans les secteurs stratégiques de l'économie sont privatisées ou en cours de privatisation. En France, les sociétés de gaz et d'électricité publiques (EDF-GDF), en application des directives européennes, sont vendues sur le marché. Les services des eaux sont presque totalement entre les mains de quelques grandes sociétés privées. Ainsi, dans le même temps où ils se débarrassaient de ces outils pour maîtriser l'environnement, les gouvernements, de droite comme de gauche, parce que assujettis aux traités de libre-échange, n'ont jamais organisé autant de battage publicitaire (sommets, réunions...) pour faire croire à leurs opinions publiques qu'ils s'en préoccupaient sérieusement.

Il y a une trentaine d'années, notre camarade Gérard Bloch rédigeait, dans le cadre de la préparation du XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI (qui allait devenir le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs en France), un projet de résolution sur l'"écologisme" (11).

Nous constatons avec lui, hier comme aujourd'hui, qu'il existe un "immense potentiel scientifique et technique inem-

ployé ou sous-employé qui s'accumule (...)" . Il ajoutait :

*“Armée de la science et de la technique, la classe ouvrière au pouvoir pourra entreprendre, avec la certitude du succès, de réparer et de guérir les maux accumulés par le capitalisme en décomposition. Elle donnera en même temps une immense impulsion à leur développement, redonnant toute sa place, qui est décisive, à la recherche fondamentale, et réorientant la recherche appliquée en fonction des besoins de l'humanité.”*

Si l'on se place du point de vue de la défense des intérêts de l'immense majorité, peut-on soutenir et ordonner, par exemple en France, la privatisation d'EDF-GDF et prétendre maîtriser l'énergie, et ainsi se préparer à lutter efficacement contre les conséquences des changements climatiques ?

Y a-t-il une solution plus économique que la (re)nationalisation des secteurs clés de l'économie, ici et dans chaque pays du monde, le secteur de l'énergie en tout premier lieu, afin de permettre d'envisager des solutions vraiment durables et profitables à tous ?

Ces solutions, par nature, doivent nécessairement être débarrassées de la recherche du “résultat immédiat”, c'est-à-dire du profit pour une minorité.

---

## LES MOYENS EXISTENT POUR SAUVER LA VIE DES ÊTRES HUMAINS SUR NOTRE PLANÈTE

---

L'argent manque-t-il à la surface du globe pour répondre aux besoins de l'humanité et sauvegarder la planète, sa faune et sa flore ? Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, dans un ouvrage intitulé *L'Empire de la honte* (12), souligne les faits suivants :

*“Plus de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de sous-alimentation, d'épidémies, de pollution des eaux et d'insalubrité.”*

Soit un décès d'enfant toutes les cinq secondes.

Et il ajoute :

*“La planète compte aujourd'hui plus de 1,8 milliard d'êtres humains végétant*

*dans un dénuement extrême, avec moins de un dollar par jour, tandis que 1 % des habitants les plus riches gagnent autant d'argent que 57 % des personnes les plus pauvres de la terre.”*

Dans le même temps, écrit-il,

*“en 2003, le nombre de millionnaires en dollars tous pays confondus s'élevait à 7,7 millions de personnes. Par rapport à 2002, ce chiffre signale une progression de 8 %. En d'autres termes : 500 000 nouveaux millionnaires en dollars ont émergé en l'espace d'un an (...). En Afrique, de 2002 à 2003, le nombre de millionnaires en dollars originaires de l'un ou l'autre des 52 pays d'Afrique a augmenté de 15 %. Ils sont aujourd'hui plus de 100 000.”*

Enfin, écrit-il,

*“les 374 plus grandes sociétés transcontinentales inventoriées par l'indice Standard and Poor's détiennent aujourd'hui, ensemble, 555 milliards de dollars de réserve. Cette somme a doublé depuis 1999 (...). Microsoft abrite dans ses coffres un trésor de 60 milliards de dollars. Depuis le début 2004, il augmente de 1 milliard de dollars par mois...”*

A la fin de son ouvrage, Claude Allègre pousse un cri d'alarme concernant les décès liés au problème de l'eau :

*“Il est scandaleux que les médias fassent un bruit insensé sur les prédictions à cent ans émises par les Nostradamus parés de l'habit de la responsabilité scientifique et qu'ils ne fassent pas le même tintamarre pour sauver des milliers de vies humaines immédiatement.”*

Il chiffre le coût de l'opération à cent milliards de dollars par an sur dix ans. *“Ce n'est pas une mince somme, ajoutez-il, mais (...) c'est un tiers de la guerre en Irak ! Qui prendra l'initiative d'une telle opération ?”*, conclut-il.

Y a-t-il une autre réponse que celle de dire : des gouvernements qui auront décidé de rompre avec le régime failli de la propriété privée des moyens de production et ses traités dits de “libre-échange” ?

Existe-t-il une solution plus économe que d'organiser dans un parti, patiemment mais résolument, les exploités et les opprimés pour qu'ils conquièrent le pouvoir ?

(11) Gérard Bloch, *Ecrits 2*, Selio, 1995.

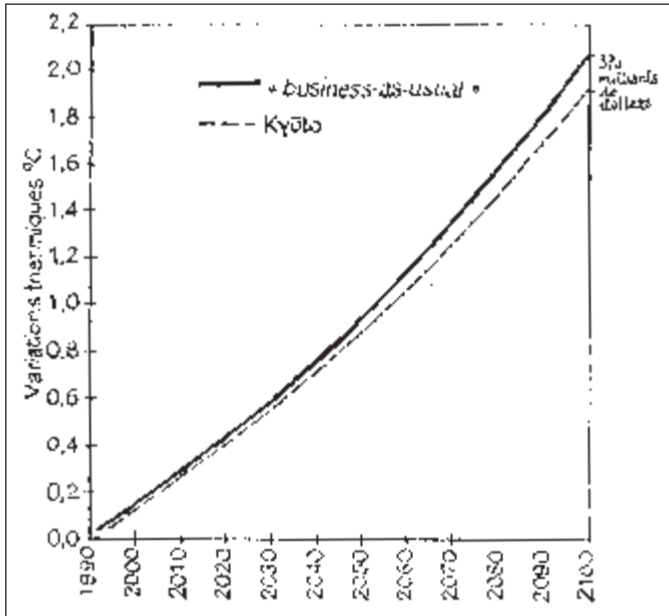
(12) Jean Ziegler, *L'Empire de la honte*, Fayard, 2005.

Enfin, comme l'exprimait déjà le projet de résolution de 1979 sur l'"écologisme" de l'OCI, n'est-il pas urgent de comprendre qu'en définitive, "en dehors de la révolution socialiste, ou avant sa victoire, il n'y a pas plus de moyens de mettre fin à

la détérioration de l'environnement qu'à l'oppression des femmes, par exemple, ou à tout autre méfait résultant de l'agonie du capitalisme" ?

Philippe Doisnel

## Une "usine à gaz" appelée protocole de Kyoto



In Claude Allègre, *op. cit.*, p. 116.

— Augmentation de température (d'après les prévisions de ses initiateurs) sans protocole de Kyoto.

— Avec protocole de Kyoto.

— Le chiffre en dollars est l'estimation de la mise en œuvre du protocole, réalisée par un groupe d'économistes américains et parue en 1999 sous la direction de J. Weynant, J. Hill, dans un recueil d'articles d'un numéro spécial de *The Energy Journal*, "Kyoto Special Issue".

La conférence de Kyoto (Japon) s'est tenue après l'édition des premiers rapports du GIEC. L'objectif du protocole était de revenir d'ici à 2012 à 5 % au-dessous des émissions de CO<sup>2</sup> de 1990, pour un résultat estimé à 0,15 à 0,30° C en moins en... 2100.

Coût de l'investissement : 370 milliards de dollars.

Commentaire d'Allègre : une telle dépense "pour 3 millionnièmes de degré de diminution par an, alors que la température du jour et la nuit dépasse 10° C, n'est-ce pas véritablement absurde !".

S'ajoutait à cela la mise en place d'un système financier de "droit à polluer" octroyé aux pays pollueurs (13) ! Commentaire de notre part : ne pas, même sous une forme limitée, poser d'obstacles à la "concurrence libre et non faussée" ; et ouvrir, en régime capitaliste, un nouveau marché lucratif.

Pourquoi une telle absurdité ? Eviter de parler de la prise en charge par les Etats des effets des changements climatiques, accrochés, nous explique Allègre au "totem" de Kyoto.

(13) Voir Pierre Cise, *op. cit.*

# L'accumulation primitive du capital aux Etats-Unis, l'accumulation nationale et la genèse de l'Etat américain

Par Claudio Romano

---

## INTRODUCTION

---

*“La découverte des contrées aurifères et argentifères de l’Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l’Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d’accumulation primitive qui signalent l’ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le globe entier pour théâtre. S’ouvrant par la révolte de la Hollande contre l’Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l’Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu’à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres d’opium contre la Chine (1).”*

*“L’accumulation primitive du capital”, c’est ainsi que Marx a appelé l’accumulation des conditions économiques et sociales qui ont présidé à la naissance et au développement du capitalisme. Dans *Le Capital* et dans d’autres écrits, Marx a étudié ce processus et l’influence qu’il a eue en Europe, et surtout en Angleterre et en France, pays où le mode capitaliste de production est né. Dans le passage cité ci-dessus, Marx se référait au pillage de l’Afrique, de l’Asie et des Amériques comme condition préalable à l’avènement du capitalisme industriel en Europe.*

Bien sûr, l’*“accumulation primitive du capital”* s’est produite dans d’autres parties du monde. Cet article tentera de définir les principaux traits de l’accumulation du capital et la façon dont

---

(1) Karl Marx, *Le Capital* tome I, éd. Friedrich Engels (New York : International Publishers C°, inc., 1967) p. 751.

cette accumulation a façonné ce que sont actuellement les Etats-Unis d'Amérique, en forgeant à la fois leur structure sociale et politique interne particulière et aussi en leur donnant l'impulsion qui leur a permis de devenir aujourd'hui le pays qui étend son hégémonie impérialiste sur le monde entier.

Pourtant, avant d'aller plus loin, il est bon d'apporter quelques précisions sur les définitions et un mot d'avertissement. Actuellement, et surtout depuis l'avènement du stalinisme dans les années 1920, le mot capital donne lieu à une multitude de confusions et, a fortiori, ce que signifie l'"accumulation primitive du capital".

Pour Marx, le capital ne signifiait pas seulement la richesse, la propriété privée ou "les économies de marché". Il écrivait : *"Par eux-mêmes, l'argent et les marchandises ne constituent pas plus du capital que les moyens de production et de subsistance. Il faut pour cela qu'ils se transforment en capital. Mais cette transformation ne peut elle-même se produire que dans certaines circonstances qui se concentrent dans le fait que deux propriétaires de marchandises de type très différent doivent se rencontrer et entrer en relation. Nous avons, d'une part, ceux qui possèdent l'argent, les moyens de production, les moyens de subsistance, et qui désirent ardemment accroître la quantité de valeurs en leur possession, en achetant la force de travail des autres. En face, les travailleurs libres vendent leur propre force de travail, et donc leur travail (2)."*

En d'autres termes, Marx considérait que l'argent et la propriété privée ne pouvaient se transformer en capital qu'à partir du moment où ils étaient "investis" dans l'exploitation du travail salarié : soit directement comme dans le cas du capital agricole ou industriel, soit indirectement à travers le capital marchand et financier. En ce qui concerne ces deux dernières formes de capital, Marx a écrit : *"La circulation des marchandises est le point de départ du capital. La production des marchandises, leur circulation et cette forme supérieure de circulation que l'on appelle le commerce, tout cela forme la base historique pour la création au XVI<sup>e</sup> siècle d'un commerce mondial et d'un*

*marché mondial (3)"*, et un peu plus loin dans le même chapitre : *"Nous verrons que le capital usuraire et le capital commercial sont des formes dérivées, et alors nous expliquerons aussi pourquoi ils se présentent dans l'histoire avant le capital sous sa forme standard moderne (4)."*

Donc, Marx considérait que tout ce que l'on confond habituellement avec le capital et le capitalisme n'était que les conditions préalables nécessaires pour la genèse du capital et du capitalisme. Pour Marx, au moins, la condition majeure pour la formation du capital était l'existence d'une armée de *"travailleurs libres"* qui pouvait devenir le prolétariat que nous connaissons. De plus, Marx a donné une définition très précise de ce qu'il entendait par *"travailleurs libres"*. Il écrivait : *"Des travailleurs libres — et le mot libre ici a deux sens —, parce qu'ils ne font pas eux-mêmes partie intégrante des moyens de production, comme c'est le cas des esclaves, des serfs, etc. et ne possèdent pas non plus les moyens de production, comme c'est le cas des paysans propriétaires. En conséquence, ils sont libres car ils ne sont liés à aucun moyen de production qui leur appartiendrait en propre et sont de ce fait libres des entraves que cela pourrait constituer (5)."*

Malheureusement, ces concepts essentiels de Marx, qui se rapportent au capital lui-même — et à sa composante productrice de valeur la plus importante, c'est-à-dire le capital variable ou main d'œuvre salariée —, ont été subrepticement mis à l'arrière-plan par la plupart des commentateurs, universitaires, sociaux-démocrates, staliniens et révisionnistes, et remplacés par les concepts vulgaires de l'économie politique bourgeoise prémarxiste que Marx lui-même a réfutés il y a bien longtemps.

Ce qui suit a simplement pour but d'essayer de décrire les "faits" bien connus du processus historique qui a engendré le capitalisme aux Etats-Unis d'Amérique, mais de les replacer dans le cadre de la conception marxiste du

(2) *Ibid.*, p. 714.

(3) *Ibid.*, p. 146.

(4) *Ibid.*, p. 165.

(5) *Ibid.*, p. 714.



capital, ce qui bien souvent fait défaut dans les analyses portant sur ces mêmes faits.

---

## I. L'EFFONDREMENT DU FÉODALISME EN EUROPE ET LA CONQUÊTE DES AMÉRIQUES

---

*“Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d’avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l’accumulation appelée “primitive” parce qu’elle appartient à l’âge préhistorique du monde bourgeois.*

*L’ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l’ordre économique féodal. La dissolution de l’un a dégagé les éléments constitutifs de l’autre (6).”*

Au sens le plus large et le plus général, le processus d’accumulation primitive du capital aux Amériques a fait partie intégrante du même processus qui se déroulait en Europe. La conquête, le pillage et la colonisation des Amériques par l’Espagne, le Portugal, la France, la Hollande et la Grande-Bretagne constituaient une tentative de redonner un peu de souffle à la féodalité décadente et en même temps accéléraient puissamment sa liquidation. Mais la façon dont le mode de production capitaliste lui-même a émergé aux Amériques sur les ruines du féodalisme européen était un aspect très différent du même processus qui a produit le capitalisme dans le continent colonisateur.

La première différence historique est le fait même que les sociétés coloniales ont été imposées à des peuples et à des pays qui n’avaient eux-mêmes jamais connu le féodalisme. Les sociétés indigènes furent soit réduites en esclavage, soit purement et simplement éliminées. Un autre fait presque aussi important : ces nouvelles sociétés furent installées avec le statut de colonies. Ce qui signifie qu’elles étaient perpétuellement dépouillées de toutes les richesses qu’elles pouvaient produire, au profit des métropoles en Europe. Troisièmement, de grandes différences existaient entre ces sociétés coloniales subalternes, ce qui reflétait les différentes

phases de déclin du féodalisme dans chacun des pays européens colonisateurs. Quatrièmement, les différences entre ces sociétés coloniales étaient accentuées par les différentes façons dont les sociétés conquises ont été intégrées aux nouvelles structures sociales coloniales.

En ce qui concerne les États-Unis, la société coloniale était le reflet de la société anglaise, le pays, parmi les grands pays d’Europe, sauf la Hollande (7), où le déclin du féodalisme était le plus avancé. En fait, lorsque la conquête et la colonisation de l’Amérique du Nord et des Caraïbes par les Britanniques commença au début du XVII<sup>e</sup> siècle, l’Angleterre se trouvait déjà à la veille de la révolution puritaine : la deuxième grande révolution bourgeoise victorieuse en Europe. Sur bien des points importants, les colonies britanniques aux Amériques différaient des colonies espagnoles, portugaises et françaises.

Au début, aucune des deux principales conditions pour la formation du capital n’existait dans les colonies américaines de n’importe quelle puissance européenne. Toute la richesse accumulée par les sociétés conquises était envoyée directement en Europe. Les indigènes américains ne connaissaient pratiquement rien de la propriété privée des moyens de production et de subsistance et leurs sociétés, en grande partie communautaires, n’offraient pas la possibilité de développer des masses de travailleurs libres.

Lorsque la Grande-Bretagne s’est mise sur les rangs pour la course à la conquête et au pillage des colonies, le Portugal et l’Espagne s’étaient déjà assuré le butin d’un siècle de pillage, la France et la Hollande les avaient déjà rejoints. La Grande-Bretagne était le plus faible et le plus marginal de tous les États féodaux.

Au début, la réussite de l’Espagne et du Portugal dans l’accumulation de richesses fut extraordinaire grâce au

---

(6) Ibid, pp. 714-715.

(7) On peut considérer que c’était la Hollande, et non pas l’Angleterre, qui était le point le plus avancé de ce processus de déclin, mais, comparée aux puissances impérialistes plus importantes, la Hollande n’avait qu’une importance relative.

pillage des colonies ; le commerce mondial a pu être établi aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles ; ces faits ont permis à des Etats absolutistes de se développer dans ces pays, ce qui, par ricochet, a servi de bouclier aux structures sociales féodales contre les forces qui travaillaient à les liquider. Aucun de ces deux pays n'a eu recours aux mesures extrêmes qui furent de règle dans l'Angleterre du XVI<sup>e</sup> siècle : la clôture des terres communales à grande échelle, le pillage des biens de l'Eglise, l'appropriation privée des terres de la couronne, l'avènement du protestantisme comme religion officielle, etc. La stabilité sociale, politique et religieuse relative qui régnait dans ces pays avait, entre autres, pour résultat qu'il n'existait pas une nombreuse réserve de paysans dépouillés de leurs terres et aucune force potentiellement capable d'introduire le déséquilibre dans la société et qui pouvait rejoindre les rangs des immenses armées mercenaires (aussi bien sur le continent européen que dans les colonies) et dans la bureaucratie gouvernementale qui se développait rapidement.

Cette relative stabilité de la société féodale dans la péninsule Ibérique, créée en grande partie par la colonisation victorieuse, fut à son tour reflétée dans l'empire. Les colonies américaines de l'Espagne, fondées sur le pillage de la richesse existante des sociétés indigènes – notamment celles des Aztèques et des Incas – continuèrent comme source de pillage. L'*encomienda*, le mode de production servile primitif dans les colonies espagnoles d'Amérique, n'était qu'une forme abâtardie, un dérivé approximatif du féodalisme. Elle n'était pas intégrée au marché mondial et produisait de la valeur d'usage pour les mines d'or et d'argent des colonies. Le système de l'*encomienda* ne pouvait servir qu'à enrichir provisoirement l'Espagne et le Portugal ; il disparaissait au fur et à mesure que les mines s'épuisaient. D'un autre côté, l'*encomienda* a servi à protéger la richesse et la société privée dans les colonies espagnoles et, ce qui est plus important, a empêché la formation d'une masse de travailleurs libres nécessaire à la formation d'un prolétariat et à l'émergence du capitalisme.

Il existait d'importantes différences entre l'empire portugais, d'abord le Brésil aux Amériques, et l'empire espagnol. Avant la conquête des Amériques, le Portugal, à la différence de l'Espagne, comptait davantage sur les bénéfices rapportés par le monopole sur certains marchés que sur le pillage pur et simple. Le Portugal a été le premier pays européen à conquérir la route commerciale vers les Indes, doublant le cap de Bonne-Espérance. Ensuite, il a très vite monopolisé le commerce de la souffrance humaine, communément appelé esclavage.

Lorsqu'il a conquis un empire aux Amériques, le Portugal s'est trouvé confronté à de nouveaux problèmes. Hormis le fait que la portion du continent américain qu'il s'était attribuée ne comportait pas de cité de l'or qu'il puisse piller, elle n'offrait pas non plus une nouvelle route pour le commerce avec l'Orient ni un commerce déjà établi sur lequel il était possible d'établir un monopole et – pour des raisons que nous examinerons plus loin – les sociétés indigènes se montraient de piètres terrains pour les chasseurs d'esclaves. C'est pourquoi le développement de la production de marchandises dans ces colonies allait donner la clé du développement des profits marchands du Portugal. Ce qui explique l'esclavage au Brésil.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme portugais avait déjà acquis une certaine expérience dans la chasse aux esclaves, le commerce, et, dans une moindre mesure, dans l'exploitation des esclaves pour le travail dans les plantations ; un nouveau débouché s'ouvrait à lui : ce fut l'exploitation des esclaves dans les plantations, qui a formé la base de l'exploitation coloniale du Portugal aux Amériques.

En un sens, ce mode de production transitoire se rapprochait davantage du capitalisme que l'*encomienda*. Les plantations portugaises, dont la production principale était la canne à sucre, étaient davantage intégrées au marché mondial que les *encomiendas*. En parallèle, les possibilités d'accumulation de richesses, de propriété privée des moyens de production et de subsistance étaient plus

importantes dans les colonies portugaises. Mais, tout comme le système des *encomiendas*, l'esclavage représentait une limite indépassable à la formation d'une classe de salariés libres, et donc à la formation de la principale condition préalable à l'existence du capitalisme.

Ce sont les colonies portugaises plutôt que les colonies espagnoles qui ont fourni l'ébauche de modèle pour la conquête tardive des Amériques par l'Angleterre. Comme le Portugal, l'Angleterre n'a pas trouvé de villes de l'or, de routes vers l'Orient, pas de production de marchandises déjà établie sur laquelle fonder un monopole et pas de population indigène facile à réduire en esclavage. Et davantage encore qu'au Portugal le profit marchand était déjà une réalité à part entière dans la société anglaise lorsque l'Angleterre s'est lancée à la conquête d'un empire outre-Atlantique. Les *conquistadores* du nord de l'Europe se sont donc tout naturellement tournés vers la solution que le Portugal avait développée c'est-à-dire la production des marchandises grâce à l'importation de la main-d'œuvre esclave.

Au début, l'Angleterre a essayé de produire du tabac et du sucre en Jamaïque et en Virginie en utilisant un système *ad hoc* complexe de main-d'œuvre anglaise sous contrat *indenture* [un contrat par lequel une personne s'engageait à servir un maître pour une période donnée, sorte de servage temporaire — NDT] et de petits propriétaires, mais cette combinaison a été rapidement abandonnée pour être remplacée par le système bien rodé d'exploitation d'esclaves utilisé par le Portugal. Ce système s'est rapidement répandu dans toutes les nouvelles colonies britanniques, dans la Caraïbe et sur les côtes Sud-Est de l'Amérique du Nord. En tant que mode de production colonial, transition vers le capitalisme, il ne différait pas beaucoup du système portugais d'exploitation d'esclaves sur les plantations, qu'il avait pris pour modèle.

Bien sûr, si la colonisation britannique des Amériques s'était réduite à ce seul aspect, l'accumulation primitive du capital dans cette partie du monde qui est devenue les États-Unis aurait présenté le même caractère attardé et inabouti qu'en Amérique latine. Mais la Grande-

Bretagne du XVII<sup>e</sup> siècle était très différente du Portugal et, donc, ses colonies ont également évolué de façon très différente.

---

## II. LE PURITANISME ET LA NOUVELLE-ANGLETERRE

---

Les forces sociales qui se sont développées de façon impétueuse durant la révolution puritaine des années 1640 atteignaient déjà la masse critique à l'aube du XVII<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne. Les années 1609, 1619 et 1655, durant lesquelles les Britanniques conquièrent respectivement Jamestown, Plymouth Bay et la Jamaïque, pourraient également offrir des marques d'avancée de la révolution bourgeoise en Grande-Bretagne. De la même façon que la dynamique sociale du Portugal et de l'Espagne s'est reflétée dans la structure sociale de leurs nouvelles colonies dans le monde, de même cette dynamique révolutionnaire a eu son pendant dans les nouvelles colonies britanniques.

Ce sont les colonies de la Nouvelle-Angleterre qui en sont l'exemple le plus frappant. Plymouth Bay, Massachusetts Bay, le Connecticut et la colonie de Providence représentaient toutes une variété de conquête et de colonisation européenne des Amériques inconnue jusque-là. Tout comme dans les autres colonies, les colons furent obligés de conquérir, détruire et déporter les sociétés américaines indigènes existantes. Et, à l'instar des colonies reposant sur l'esclavage, elles furent dès le départ des entreprises commerciales dont le but était de produire des marchandises pour les exporter vers la métropole. Mais, à la différence des colonies précédentes, leur but était d'établir des sociétés de colons européens. Dans l'esprit de leurs concepteurs, il s'agissait dans ces colonies d'offrir au monde l'image de sociétés utopiques fondées sur la religion – les premières, dans une longue suite d'utopies de ce genre.

Pour les colons puritains eux-mêmes, ces avant-postes aux Amériques donnaient la possibilité d'établir le type de société qu'il leur avait été impossible de fonder

en Angleterre. Pour la monarchie britannique, ces colonies présentaient l'avantage d'offrir une sorte d'exutoire pour se débarrasser des sectes protestantes radicales qui mettaient alors en danger la stabilité politique (et pour se débarrasser si possible de la masse beaucoup plus nombreuse, et potentiellement bien plus dangereuse, des paysans chassés de leurs terres).

Si l'on gratte un peu sous la surface de l'idéologie religieuse féodale, ces utopies en Nouvelle-Angleterre n'étaient en fait qu'une société petite-bourgeoise de fermiers libres (franc-tenanciers) indépendants, de petits artisans et de commerçants (8) Les colons puritains essayaient de se libérer des vestiges des restrictions féodales sur la propriété foncière privée et des multiples restrictions imposées par les monopoles marchands sur les bénéfices des petits producteurs et commerçants, et ainsi de suite.

En tant que mode de production transitoire vers le capitalisme, ce système de production de marchandises à petite échelle était considérablement en avance à la fois sur le système des encomiendas et sur l'esclavage. Il permettait aux colons d'accumuler davantage de richesses en mettant en place un marché interne bien plus étendu et plus diversifié grâce au fait que la concurrence régnait entre chaque petit-bourgeois indépendant pour accumuler sa propre petite fortune personnelle, et surtout cela favorisait une classe de négociants coloniaux capables de faire des bénéfices sur le commerce entre les métropoles européennes et les colonies, ce qui enrichissait les négociants britanniques eux-mêmes. Pourtant, le fait capital est que parmi les modes de production coloniaux, c'était le seul qui ne dressait pas devant l'émergence d'une classe de travailleurs salariés l'obstacle constitué par une classe de main-d'œuvre non libre et l'existence de la classe parallèle d'exploiteurs de main-d'œuvre non libre.

Pourtant, il existait encore deux obstacles majeurs à l'accumulation primitive, propre à toutes les colonies : la rareté des prolétaires potentiels et le fait que la richesse était systématiquement appropriée par la métropole. La lutte

contre ce deuxième obstacle a favorisé l'unité de la Nouvelle-Angleterre et des colonies du Nord avec les colonies esclavagistes du Sud contre l'Angleterre, ce qui a conduit à la révolution américaine. La lutte pour renverser le premier obstacle a joué un rôle prédominant pour dresser le Nord contre le Sud dans le combat qui a été tranché par la Guerre civile américaine.

---

### III. UN ÉTAT CONSTITUÉ DE COLONS ET FONDÉ SUR LE PILLAGE

---

Bien qu'au Nord comme au Sud une classe de travailleurs libres potentiels faisait défaut, le Nord comme le Sud accumulaient rapidement l'autre condition préalable à l'émergence du capitalisme. Tous deux partageaient le même marché intérieur, relié au marché mondial par l'entremise de l'Angleterre. A l'intérieur des deux séries de colonies, des richesses tant monétaires que sous forme de moyens de production commercialisables s'accumulaient. Cette accumulation de richesses était en partie due à la tempérance, à la frugalité et au labeur des fermiers indépendants puritains et des quakers du Nord. Une autre partie résultait des profits que les commerçants du Nord tiraient du commerce de marchandises produites dans les colonies, telles que le tabac, le sucre, l'indigo, les fournitures pour les navires et les fourrures. Cependant, une très grande proportion de cette richesse provenait de l'exploitation des esclaves, tandis que la plus grande part venait du pillage.

Piller, c'est tout simplement s'approprier par la force des armes ce qu'autrui possède ou ce qu'il a produit. Bien sûr, dans un certain sens, l'esclavage n'a été que la forme organisée du pillage sous forme d'un ordre social interne de longue durée. Mais, au-delà de cette

---

(8) Bien sûr, des différences existaient entre les colonies de la Nouvelle-Angleterre : Plymouth, Connecticut et Providence étaient des colonies fondées sur la religion et représentaient au point de départ des tentatives de construire des mondes utopiques plus que la colonie de Massachusetts Bay, qui était conçue comme combinant des motifs religieux et des buts lucratifs.

forme interne de pillage colonial, deux autres formes de pillage (9) expliquent en grande partie comment les sociétés de colons ont pu accumuler des richesses : d'abord, par l'expropriation des terres des indigènes d'Amérique ; et ensuite, par l'enlèvement de force d'une vaste proportion des populations de l'Afrique occidentale.

Ces deux formes étaient en fait une forme de domination précapitaliste. Toutes deux étaient barbares et inhumaines, recouraient au meurtre et à la torture à une échelle qui n'a été dépassée que par le fascisme au XX<sup>e</sup> siècle. Toutes deux ont détruit des sociétés entières.

Ces deux formes partageaient d'autres points communs avec la façon dont ces sociétés précapitalistes ont accumulé des richesses. Les terres et les esclaves venaient de "l'extérieur" des systèmes socio-économiques colonialistes. Les terres et les esclaves étaient parmi les plus importants moyens de production à l'intérieur de ces systèmes colonialistes ; les esclaves au Sud, et les terres seules dans le Nord. C'était l'agriculture qui prédominait dans les colonies britanniques en Amérique, bien plus que dans la métropole de l'autre côté de l'Atlantique à la même époque.

Ce n'est pas par simple expropriation que ces moyens de production pouvaient devenir richesses, pour cela, il fallait les transformer en marchandises et il fallait créer un marché pour ces marchandises. Nous avons vu plus haut comment l'exploitation du travail des esclaves et, en parallèle, la croissance d'un marché pour des êtres humains kidnappés s'est répandue d'abord grâce à l'expansion de l'empire portugais, puis grâce à l'adoption du même système colonial par l'Angleterre (et aussi par la Hollande, la France, et finalement dans les colonies espagnoles).

C'est un autre stade du déclin du féodalisme en Europe – la révolution bourgeoise en Angleterre même – qui a entraîné la transformation de la terre en marchandise. La possession de terre sous sa forme richesse ou bien marchandise a été soumise à de strictes limitations pendant une longue période de déclin du féodalisme, y compris pendant plusieurs

décennies au début du XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre. Acheter, vendre et exploiter la terre étaient des opérations soumises à d'innombrables restrictions dues à l'ancien système de servage et de vassalité. La révolution puritaine a liquidé la majeure partie de ces vestiges en Angleterre. Mais dans les colonies nord-américaines, expression d'avant-garde du processus révolutionnaire qui se déroulait en Grande-Bretagne, ces limitations n'ont jamais été véritablement instituées.

Ainsi, tant qu'on a pu trouver le moyen de chasser les populations indigènes d'Amérique ou de capturer les peuples d'Afrique par la force des armes, il était possible d'accumuler des richesses dans les colonies grâce à ces deux formes de pillage. En ce qui concerne le commerce des esclaves, c'était l'Etat britannique lui-même qui fournissait les moyens et les incursions militaires des guerres intertribus de l'Afrique occidentale (activées par les Européens), avec l'aide des bandes armées de chasseurs d'esclaves à la solde des négociants de la Nouvelle-Angleterre.

Quant à l'expropriation des Indiens d'Amérique de leurs terres, la puissance militaire nécessaire à ce pillage était fournie en partie par les troupes britanniques, mais surtout par la population des colons armés. Pratiquement toute la population mâle blanche dans les colonies était armée. Les colons se sont organisés en milices pour faire la guerre aux Indiens. Ces milices remontent aux toutes premières années de la colonisation et ont ensuite constitué la colonne vertébrale des forces armées aux Etats-Unis jusqu'à la guerre civile.

La chasse aux esclaves et le vol des terres, ainsi que la commercialisation de ces deux opérations, ont été la base sur laquelle s'est construite la fortune des

(9) A cela, il faut ajouter le pillage au sens le plus étroit du terme, grâce à la piraterie et à la guerre de course pratiquée en mer. On ne peut exactement mesurer l'importance de cette forme de pillage, mais la piraterie et la course ont toujours fait partie – parfois c'était la partie la plus importante – des activités lucratives de tous les Anglais qui écumaient les mers et qui ont ouvert la voie à la colonisation des Etats-Unis, et elles représentaient une part importante de l'activité de leurs prédécesseurs dans la Nouvelle-Angleterre proprement dite.

pères fondateurs. Quelques faits suffisent pour mesurer l'importance des fortunes qui furent ainsi amassées.

Entre 1698 et 1807, ce sont entre 25 000 et 100 000 esclaves qui ont été chaque année importés d'Afrique vers les Amériques (10). La majorité a été importée par les négociants en esclaves de Nouvelle-Angleterre, qui, dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont pris la place des Anglais dans le commerce nord-américain des esclaves, et qui se sont révélés comme de redoutables concurrents dans le commerce des esclaves de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud (11).

Bien sûr, chaque centimètre carré du territoire des Etats-Unis a été volé ! Chaque colonie avait son propre système pour transformer les terres volées en propriété privée, et donc en marchandise. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre passaient des contrats avec les municipalités et allouaient un territoire encore non conquis et colonisé à chaque arrivage d'immigrants, lesquels, à leur tour, divisaient ce territoire en fermes individuelles. Les colonies du Sud et du milieu de la côte Atlantique offrirent des parcelles individuelles dont la taille était souvent fonction du nombre de domestiques qu'un maître pensait amener d'Angleterre avec lui.

Bientôt, toutes les colonies avaient pris possession de vastes territoires qui s'étendaient loin à l'ouest des côtes Est déjà conquises et colonisées. Ces terres continuaient à être accordées à des "colons méritants", vendues directement à des spéculateurs fonciers ou servaient même de cautions pour les dettes des colons.

Le processus fut affiné après la guerre d'Indépendance. Les dotations de terres furent mises à profit pour financer la construction des chemins de fer, des canaux et des écoles publiques. Ces méthodes, d'abord utilisées par les gouvernements des nouveaux Etats installés à l'ouest des Appalaches, furent ensuite mises à profit par le gouvernement fédéral pour la construction de tout le réseau ferroviaire de l'Ouest. Les sociétés de chemins de fer, Union Pacific, Southern Pacific, Great Northern et Santa Fe (12), entre autres, furent financées

grâce à cette méthode de pillage sophistiquée. C'est sur cette base que se sont édifiées certaines des plus grandes fortunes des chevaliers d'industrie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, jusqu'à maintenant, les entreprises qui en sont la continuation sont toutes de gigantesques entreprises foncières (certaines ont même revendu leurs parts de marché dans les chemins de fer pour se concentrer sur leurs opérations foncières !).

Le dernier chapitre de cette forme de pillage a rapidement suivi l'achèvement du chemin de fer Transcontinental en 1869, au moment où l'ensemble des grandes plaines et les vallées de tout l'Ouest étaient pratiquement conquises, occupées et devenues la propriété privée au sens moderne du terme de la nation des colons européens. Cependant, même la défaite complète et le quasi-génocide des nations indiennes entraînés par ce pillage à l'échelle du continent n'a pas signifié que c'était fini pour eux. L'épilogue de cette tragédie se déroule sous nos yeux au fur et à mesure que les grandes compagnies minières, les spéculateurs fonciers et les barons de l'agro-business essaient d'arracher aux Indiens d'Amérique les pauvres lambeaux de territoires "qui leur étaient réservés à perpétuité" après leur ultime défaite.

---

#### IV. LE PILLAGE : BASE À LA FOIS DE L'UNITÉ ET DU CONFLIT ENTRE LE NORD ET LE SUD

---

*"Quelques-unes de ces méthodes [d'accumulation primitive] reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrégé les phases de transition. Et, en effet, la force est*

---

(10) W. E. B. DuBois, *Suppression du commerce des esclaves vers les Etats-Unis d'Amérique, 1638-1870* (New York : Schocken, 1969), pp. 2-6.

(11) *Ibid.*, p. 5.

(12) John D. Hicks, *The Populist Revolt* (University of Nebraska Press, 1961), pp. 2-4.

*l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique.*" (13)

Puisque c'étaient des colonies anglaises, le pouvoir d'Etat appartenait à la Grande-Bretagne. Son but était d'accélérer l'avènement du mode de production capitaliste en Angleterre ; le rôle assigné aux colonies était de fournir des matières premières, de servir de lieu de relégation pour les populations jugées indésirables et d'assurer les bénéfices du monopole aux marchands et aux fabricants anglais. Tant que le système mercantile britannique aidait les colons à accumuler des richesses, ils le soutenaient ; mais dès qu'il les a concurrencés dans leur propre recherche du profit, ils s'y sont opposés.

Les colonies du Nord et du Sud étaient fondées sur deux systèmes de production différents, et leur relation avec le système marchand anglais était nécessairement différente aussi. De par sa nature, le système sudiste de plantation et d'esclavage ne pouvait pas concurrencer l'Angleterre capitaliste ; le Sud ne pouvait être que fournisseur de matières premières et importateur de produits manufacturés. Les propriétaires d'esclaves pouvaient bien ronger leur frein devant les conditions inéquitables du commerce, les impôts élevés ou le fait qu'ils n'étaient pas représentés au Parlement britannique, leur mode de production inférieur ne leur laissait guère d'autre issue que de rester à l'intérieur de l'empire britannique.

Pour la Nouvelle-Angleterre et le Nord, c'était une autre histoire. Les négociants nordistes étaient en concurrence directe avec les négociants britanniques et ils voulaient concurrencer les fabricants britanniques. Les colonies du Nord représentaient un concurrent potentiel pour l'Angleterre capitaliste. Les restrictions sur le commerce leur interdisant de commercer directement avec des pays autres que ceux de l'empire britannique et l'interdiction de fait de toute manufacture dans les colonies visaient presque exclusivement la politique économique des colonies du Nord.

Les relations politiques entre les différentes colonies et l'Angleterre correspondaient à ces réalités éco-

nomiques différentes. Le Sud était plutôt fidèle à la couronne et ne s'opposait pas vraiment au mercantilisme britannique ; d'un autre côté, la Nouvelle-Angleterre s'opposa constamment au régime colonial, pratiquement dès le moment où les colonies s'établirent.

Cependant, ce qui dominait, c'était que tous les colons étaient unis et faisaient taire leurs divergences pour piller les terres des Indiens dans l'Ouest. Ainsi, le tournant dans la lutte entre les colonies et la métropole se produisit en 1763, lorsque l'Angleterre décréta que l'expansion vers l'ouest était illégale. Cette interdiction résultait de la victoire de l'Angleterre sur la France dans la guerre de Sept Ans, qui donnait à la Grande-Bretagne un nouveau monopole sur le commerce des fourrures avec les Indiens d'Amérique (ce qui s'opposait à l'expansion des colonies) et laissait l'empire britannique incapable d'assurer son maintien, tant sur le plan militaire que financier.

Pour les deux sociétés coloniales, cette interdiction équivalait à une sentence de mort. Elles dépendaient toutes deux de la continuation de la conquête de l'Ouest pas seulement comme moyen d'accumulation de richesses, mais pour leur survie pure et simple. Le système d'exploitation des esclaves sur les plantations épuisait rapidement les sols (à la fois à cause des méthodes de culture primitive et à cause du système de monoculture imposé par l'utilisation d'esclaves), ce qui imposait d'étendre continuellement les plantations. D'autre part, les petits fermiers indépendants petit-bourgeois du Nord dépendaient aussi de la conquête de l'Ouest car, à défaut de nouvelles terres, les nouvelles générations de fermiers auraient vu la surface de leurs terres inexorablement diminuer et se seraient vus tout aussi inexorablement contraints de se prolétarianiser. Avec le vote de la loi sur les colonies de 1763, le Sud se retrouva rapidement aux côtés du Nord dans la lutte contre le mercantilisme britannique. La scène était prête pour la Révolution américaine.

La victoire des colons dans la Guerre d'indépendance fit d'une pierre deux

---

(13) Op. cit., *Le Capital*, p. 751

coup : elle mit un coup d'arrêt à la fuite des richesses vers la métropole et ôta tout obstacle mis par la Grande-Bretagne à la conquête de l'Ouest. Mais la fin du pouvoir de l'Etat britannique mercantile sur les colonies laissa aux colons la tâche de construire un nouvel Etat bourgeois conçu exclusivement pour favoriser leur propre accumulation de richesses.

Cela signifiait nécessairement un Etat conçu d'abord pour continuer la conquête de l'Ouest ; et ensuite, pour préserver les deux modes de production différents tout en renforçant les liens entre eux. Cela impliquait aussi la nécessité de donner une représentation à l'intérieur des instances de l'Etat aux intérêts divergents entre l'aristocratie esclavagiste du Sud, la bourgeoisie marchande du Nord et les fermiers et la petite-bourgeoisie du Nord.

Cette tâche était trop lourde pour la forme peu développée et décentralisée de l'Etat telle qu'elle avait été conçue par les Articles (les lois fondatrices) de la Confédération ; à cet échec patent succéda rapidement la lutte qui imposa la Constitution et, avec elle, une nouvelle forme d'Etat bourgeois.

La Constitution garantissait à la fois l'esclavage et l'expansion vers l'Ouest, de façon explicite sous forme de dispositions pour le retour des esclaves en fuite, l'impôt sur l'esclavage, la représentation au Congrès, proportionnelle au nombre d'esclaves, et l'ajout de nouveaux Etats à l'Union ; le tout implicitement compris dans les instances centralisées du nouvel Etat. Les dispositions prises pour la levée des impôts, pour la création d'une armée de terre et pour mettre les milices d'Etat sous le contrôle de l'Etat fédéral, etc. eurent toutes pour but de construire une structure étatique capable de reprendre rapidement et efficacement la conquête de l'Ouest tout en assurant la protection contre les révoltes d'esclaves. De plus, la Constitution débarrassa les colonies qui venaient de proclamer leur indépendance et leur unité des derniers obstacles au commerce intérieur, ce qui permit de créer un marché à l'échelle nationale presque aussi développé que le marché entre les nations européennes (et destiné à rapidement les dépasser).

Pour garantir l'unité dans ce cadre où étaient à l'œuvre des systèmes sociaux et des classes opposés, le concept politique de l'équilibre des pouvoirs hérité du presbytérianisme anglais fut intégré dans le nouvel Etat constitutionnel sous une forme extrêmement élargie. C'est pour cette raison que les deux corps législatifs, la Chambre des députés et le Sénat, furent élus sur des bases différentes. Les sièges à la Chambre des députés furent définis en proportion de la population des Etats, et les députés élus sur les mêmes bases que les députés des chambres basses de chaque Etat. Pour le Sénat, chaque Etat disposa de deux sièges, les sénateurs étant élus directement par les Parlements des Etats. Le résultat, au point de départ, fut que le Nord allait être majoritaire au Sénat et le Sud à la Chambre des députés : il n'y avait que quatre Etats complètement esclavagistes (plus deux, partiellement) mais sept Etats "libres", alors que le Sud esclavagiste était plus peuplé que le Nord "libre". Cela garantissait la domination des classes possédantes du Nord et du Sud grâce au Sénat ; et cela permettait d'intégrer les petits propriétaires du Nord grâce à la Chambre des députés, même si c'était dans une position politiquement subalterne. Au début, quelques-uns des risques de conflits dans ces instances furent évités en laissant aux mains des gouvernements des Etats subalternes, mais partiellement autonomes, de grands pouvoirs pour réguler les relations sociales, économiques et politiques sur le plan local.

Au sommet de cette architecture se trouvait l'équivalent d'une monarchie élue disposant de vastes pouvoirs pour agir à la manière d'un Bonaparte en cas de divergences à l'intérieur du pouvoir législatif et avec une autorité centralisée pour la mise en œuvre de pratiquement toute politique d'Etat. Autre institution réactionnaire, la Cour suprême fut instaurée pour régler des conflits jugés trop insignifiants, ou bien ceux que, politiquement, il n'appartenait pas au président de résoudre.

Les instances du nouvel Etat bourgeois, entièrement aux mains des colons européens, pouvaient maintenant fonctionner pour piller les territoires des Indiens à l'ouest des Appalaches et pouvaient donc étendre la société



esclavagiste du Sud et la société mercantile petite-bourgeoise du Nord. C'est ce qui fut fait promptement. Il s'était écoulé presque cent soixante-dix ans entre les toutes premières installations des Britanniques sur les côtes Est et l'achèvement de la conquête de toute la côte Est ; et pourtant, à partir de l'indépendance, il ne fallut que soixante-quinze ans pour exproprier tous les territoires Indiens entre les Appalaches et le Mississippi. Tout au long d'une opération militaire ininterrompue, les États-Unis s'emparèrent également du Texas et de tout le territoire du Sud-Ouest depuis le Mexique jusqu'à la Floride aux dépens de l'Espagne, achetèrent les territoires français dans le bassin du Mississippi, mirent fin à ce qui subsistait des prétentions anglaises sur les territoires indiens au sud du Canada et éliminèrent la minuscule colonie russe qui s'était établie sur la côte Ouest, instaurant un véritable expansionnisme, fondé sur le pillage à l'échelle du continent.

L'appropriation des terres était un élément central pour l'unité sociale et politique de cet État, composé de colons, impérialiste et indépendant ; la preuve en est donnée par l'accession au pouvoir d'une série de présidents qui avaient bâti leur renommée sur leurs succès militaires dans les guerres contre les Indiens, et leur fortune sur les parts de terres volées qu'ils s'étaient appropriées (ainsi que sur la spéculation foncière qui allait de pair). Le premier président lui-même, George Washington, avait été le fondateur de cette tradition, mais d'autres personnages illustres tels Andrew Jackson, William Henry Harrison et Zacharie Taylor y avaient aussi participé.

L'étonnant succès de cette forme de domination précapitaliste hybride conduisit à l'extension du système de l'esclavage depuis la baie de Chesapeake jusqu'au Rio Grande, d'une part, et de l'économie petite-bourgeoise du nord depuis le Maine jusqu'à l'Iowa, d'autre part, avec un important poste avancé en Californie, de l'autre côté du continent. Toutes les conditions préalables pour l'émergence du capitalisme aux États-Unis étaient maintenant réunies : un vaste marché national omniprésent, une énorme accumulation de richesses commer-

cialisables en argent, en moyens de production et de subsistance, un puissant appareil de répression d'État mis au service de l'accumulation de richesses par les classes précapitalistes. Toutes les conditions préalables étaient réunies, sauf la plus importante : une masse de travailleurs libres. L'esclavage représentait l'obstacle absolu à la formation d'un prolétariat stable ; la "terre disponible" représentait un obstacle relatif. Paradoxalement, c'était le succès même de leur expansion impérialiste commune qui maintenant opposait le Nord et le Sud et les fit s'affronter dans la guerre civile en un combat mortel qui détruisit les derniers obstacles au triomphe du capitalisme aux États-Unis.

---

## V. UNE CLASSE OUVRIÈRE PRIVILEGIÉE DANS UN ÉTAT DE COLONS

---

*"Tout d'abord, Wakefield découvrit dans les colonies que la possession d'argent, de subsistances, de machines et d'autres moyens de production ne fait point d'un homme un capitaliste, à moins d'un certain complément, qui est le salarié, un autre homme, en un mot, forcé de se vendre volontairement. Il découvrit ainsi qu'au lieu d'être une chose le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses (14)."*

*"La première condition de la production capitaliste, c'est que la propriété du sol soit déjà arrachée d'entre les mains de la masse. L'essence de toute colonie libre consiste, au contraire, en ce que la masse du sol y est encore la propriété du peuple et que chaque colon peut s'en approprier une partie qui lui servira de moyen de production individuel, sans empêcher par là les colons arrivant après lui d'en faire autant. C'est là le secret de la prospérité des colonies, mais aussi celui de leur mal invétéré, la résistance à l'établissement du capital chez elles.*

*Là où la terre ne coûte presque rien et où tous les hommes sont libres, chacun pouvant acquérir à volonté un morceau de terrain, non seulement le travail est très*

---

(14) *Ibid*, p. 766.

*cher, considérée la part qui revient au travailleur dans le produit de son travail, mais la difficulté est d'obtenir à n'importe quel prix du travail combiné (15)."*

Avant la guerre civile, le seul énorme obstacle à la formation du capital fut la quasi-absence de la composante la plus importante du capital variable, la main-d'œuvre salariée – la seule composante du capital qui soit productrice de valeur. La valeur d'échange était essentiellement produite par des moyens de production précapitalistes : l'exploitation des esclaves sur les plantations, la production indépendante de marchandises à petite échelle et le pillage. Dans le Sud, l'esclavage représentait l'obstacle absolu à toute exploitation à grande échelle de la main d'œuvre salariée. Dans le Nord, la "terre disponible", ou plus exactement le fait que les territoires indiens étaient rendus disponibles pour le pillage, représentait un obstacle moindre mais encore redoutable. Ces facteurs contribuèrent à entraver le développement du capitalisme dans l'ensemble de cet Etat de colons.

Néanmoins, dans le Nord, les territoires libres ne représentaient qu'un obstacle relatif quant à la formation d'une classe de salariés qui, de fait, commença à se former dès avant la guerre civile. C'étaient ces mêmes immigrants venus de Grande-Bretagne, d'Ecosse et du nord de l'Europe qui avaient grossi les rangs des masses petites-bourgeoises, composées souvent de petits fermiers et d'artisans. Les chantiers navals, les pêcheries, les industries de construction et les scieries de la Nouvelle-Angleterre employaient les fermiers comme saisonniers. Et au début, même les filatures de Nouvelle-Angleterre recrutaient leur main-d'œuvre essentiellement parmi les jeunes paysannes non mariées.

Mais les masses petites-bourgeoises des jeunes Etats-Unis étaient totalement incapables de construire le capital à grande échelle. Les petits fermiers employaient l'argent qu'ils gagnaient par leur salaire à apporter des améliorations à leur ferme, acheter des terres ou payer des ouvriers agricoles. Les jeunes femmes mettaient leur salaire de côté pour se constituer une dot. Et chaque fois qu'un jeune paysan était embauché, il venait

prendre la place d'un ouvrier qui s'empressait de quitter la filature, allant parfois vers l'ouest pour occuper une nouvelle terre dont des Indiens venaient d'être chassés. Tant que les rangs de la petite-bourgeoisie grossissaient par le pillage des terres, ils ne pouvaient pas fournir les armées de salariés "libres" – au double sens où Marx l'entendait.

De plus, tant qu'il y avait des "terres disponibles", elles allaient attirer la main-d'œuvre, car même ces immigrants trop pauvres pour rejoindre les rangs de la petite-bourgeoisie tout de suite pouvaient le faire dans un délai assez court. La possibilité d'acheter de la terre à bas prix grâce au pillage signifiait qu'il était non seulement possible pour un ouvrier de devenir un petit fermier mais aussi que les salaires devaient demeurer élevés à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Les premiers capitalistes pouvaient payer les salaires élevés imposés par la pénurie de main-d'œuvre – et ils le faisaient – parce que l'opération était rentable grâce à la richesse accumulée, grâce au pillage.

Bien sûr, dès le début, les capitalistes et les riches aspirant à le devenir cherchèrent à pallier la pénurie de main-d'œuvre exploitable. La méthode employée au tout début a été celle des domestiques liés par contrats (*Indentured Servants*). Mais on ne pouvait pas compter longtemps sur le réservoir de main-d'œuvre mi-libre, mi-servile qu'apportait cette méthode. Un ouvrier loué par contrat à Boston pouvait facilement gagner New York, ce qui n'était pas le cas d'un esclave noir de Virginie ; en tout état de cause, les termes du contrat stipulaient un nombre d'années de service (en général sept ans), au terme desquelles l'ouvrier était libre. L'esclavage lui-même fut adopté comme mesure propre à pallier cette pénurie de main-d'œuvre exploitable, et tout d'abord comme une extension du système de contrat (certaines sources documentaires montrent que les premiers Noirs amenés en Amérique étaient des domestiques sous contrat et non pas des esclaves) (16).

(15) *Ibid* p. 768..

(16) Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker 1619-1973* (New York : International Publishers, 1978), p. 3.

Jusque dans les années 1840, les Noirs libres ont représenté une part importante de la main-d'œuvre salariée du Nord. Ils étaient débardeurs, porteurs de charbon, cochers, domestiques et forgerons. Mais tant que l'esclavage durait en tant qu'institution – avec les conséquences que cela entraînait à la fois sur le plan légal et sur l'état d'esprit ambiant tant au Nord qu'au Sud –, les Noirs ne pouvaient que constituer une armée de réserve de main-d'œuvre. Si l'on en croit la plupart de ceux qui ont observé l'Amérique au temps où elle était une colonie ainsi qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le racisme était à la fois répandu et profondément enraciné dans le Nord. Occasionnellement, les Noirs pouvaient être embauchés si on manquait particulièrement de main-d'œuvre, comme par exemple durant les guerres contre Napoléon en Europe, lorsque le flot d'immigrants venus d'Europe se tarit presque complètement. Mais lorsque l'immigration reprit, les Noirs furent évincés de tous les emplois, sauf les plus subalternes. (17)

La violente mainmise du capitalisme britannique sur l'Irlande et la famine due à la maladie de la pomme de terre fournirent la première vague d'immigration européenne suffisamment importante pour inonder le marché du travail aux États-Unis. Les Noirs furent évincés de pratiquement tous les emplois qualifiés et de beaucoup d'emplois non qualifiés et fournirent la masse de prolétaires "libres" nécessaire à l'énorme expansion du réseau ferroviaire, au démarrage de la sidérurgie, aux filatures, etc. Très vite après les Irlandais vinrent les réfugiés de "48" fuyant l'échec des révolutions bourgeoises en Europe. Dans le même temps – circonstance favorable pour les tout premiers capitalistes aux États-Unis –, il se trouva que l'accès aux "terres disponibles" était momentanément rendu malaisé pour ces nouveaux immigrants car le Nord et le Sud étaient dans une impasse et nul ne savait auquel des deux reviendrait le droit de conquérir ce qui restait des territoires indiens du Far West.

Dès 1860, les États-Unis disposaient d'une classe ouvrière nombreuse et de l'ébauche d'un prolétariat industriel. Pourtant, cette classe ouvrière avait toutes les caractéristiques d'une classe ouvrière

dans un État de colons. Elle était constituée presque exclusivement de Blancs. Leurs salaires étaient élevés (en comparaison de ce que leurs homologues gagnaient en Europe) grâce à la "terre disponible" et au racisme dû à l'esclavage. Cette classe ouvrière était autant opposée à la concurrence des travailleurs noirs libres qu'à celle des esclaves. Pour elle, chasser les Indiens de leurs territoires était tout aussi souhaitable que de réserver ces terres aux petits fermiers plutôt qu'aux propriétaires d'esclaves. Plus encore que les Noirs, les Indiens étaient exclus de cette classe ouvrière de l'État colon, tout comme ils l'étaient de toutes les classes de cette société. Ce fait résultait d'abord des relations sociales communautaires des sociétés des Indiens d'Amérique, plus que de la conquête par les Européens. N'importe quelle forme de travail assujéti, que ce soit sous la forme du travail "libre" ou du travail servile, était impensable pour les Indiens d'Amérique, qui, tant que les territoires de la "frontière" existaient, choisirent de se déplacer vers l'ouest et de continuer à défendre leur façon de vivre plutôt que d'être "assimilés" aux classes exploitées de l'État colon. C'est seulement lorsqu'une tribu ou un peuple était complètement battu et son tissu social totalement détruit que les Indiens d'Amérique s'intégraient à la classe ouvrière.

C'est sur la formation de cette classe ouvrière avant la guerre civile que reposèrent la puissance et la fortune des premiers capitalistes au nord. Bien que cette classe ouvrière contînt l'ébauche du futur prolétariat de masse des États-Unis, elle ne formait pas encore la base adéquate pour le développement exponentiel du capitalisme qui allait se produire. Une véritable classe de travailleurs qui ne possédaient rien et qui cependant n'étaient pas liés par une servitude quelconque ne pouvait naître sans que soient détruits les obstacles de la disponibilité de la terre et de l'esclavage, ou bien sans l'intégration d'une vague encore plus massive d'immigrants. Comme l'a bien montré l'histoire, toutes

---

(17) *Ibid*, p. 6.

ces conditions ont été réunies grâce à la victoire du Nord sur le Sud.

---

## VI. LA GUERRE CIVILE : LE CAPITALISME VICTORIEUX

---

*“Tout le mouvement [vers la Guerre civile] reposait, et repose encore, sur la question des esclaves. Certes, il ne s’agit pas directement d’émanciper, ou non, les esclaves au sein des Etats esclavagistes existants; il s’agit bien plutôt de savoir si vingt millions d’hommes libres du Nord vont se laisser dominer plus longtemps par une oligarchie de trois cent mille esclavagistes, si les immenses territoires de la République serviront de serre chaude au développement d’Etats libres ou d’Etats esclavagistes, si, enfin, la politique nationale de l’Union aura pour devise la propagation armée de l’esclavage au Mexique et en Amérique centrale et méridionale (18).”*

*“Dans l’histoire de l’accumulation primitive, toutes les révolutions qui servent de levier à l’avancement de la classe capitaliste en voie de formation font époque, celles surtout qui, dépouillant de grandes masses de leurs moyens de production et d’existence traditionnels, les lancent à l’improviste sur le marché du travail. Mais la base de toute cette évolution, c’est l’expropriation des cultivateurs. L’histoire de cette expropriation revêt des formes différentes dans différents pays, et passe par une succession de phases dont l’ordre et le moment où elles apparaissent sont variables. C’est seulement en Angleterre — que nous prenons comme modèle — qu’elle est apparue sous sa forme classique (19).”*

Sans aucun doute, la Guerre civile américaine fut exactement le genre de révolution décisive que Marx envisageait. Elle a offert le point d’appui principal pour la formation de la classe capitaliste aux Etats-Unis en la faisant sortir de sa place marginale et en la propulsant au rang de capitalisme dominant sur les plans social, économique et politique. Ce qui a constitué la force motrice de la Guerre civile a été le conflit entre deux modes de production distincts. Pour établir son hégémonie, la classe capitaliste avait besoin d’un marché unifié lui servant de sphère d’accumulation.

La Guerre civile a détruit l’esclavage, qui représentait le principal obstacle à la formation d’une importante classe de travailleurs salariés, et a préparé les conditions de la rapide liquidation de l’autre obstacle à la formation du prolétariat, à savoir la “terre disponible”. Elle a brisé et remodelé l’Etat et l’a entièrement placé sous la coupe du capitalisme naissant. Mais elle n’a pas exproprié les “paysans” et ne les a pas rejetés dans le marché du travail ! Au contraire, l’énorme majorité des millions d’anciens esclaves noirs devinrent des péons continuellement endettés et qui restaient asservis sur les domaines. D’autre part, les rangs des “fermiers libres” du Nord, eux-mêmes victorieux dans la Guerre civile, continuèrent à grossir pendant le quart de siècle qui suivit.

Comme on l’a déjà vu, la Guerre civile a aussi été le produit d’un conflit entre le Nord et le Sud pour déterminer lequel des deux types de société aux Etats-Unis prendrait le dessus et chasserait les Indiens d’Amérique de leurs derniers territoires. Cependant, ce conflit lui-même a été causé aussi par un ensemble d’événements internationaux mis en mouvement par le fait que la Grande-Bretagne avait, un siècle auparavant, réussi à dominer le monde et par le développement exponentiel du capitalisme qui s’ensuivit.

Comme le faisait remarquer Marx, et comme d’autres après lui l’ont montré, la Guerre civile a été causée par la naissance du “Nord-Ouest” comme nouveau centre de gravité des Etats-Unis dans les décennies qui l’ont précédée. Il serait en fait plus juste de dire qu’elle a été déclenchée aussi par la naissance du “Sud-Ouest”. Ces deux entités ont été en grande partie le produit d’événements mondiaux qui se sont déroulés de l’autre côté de l’Atlantique, dans la Grande-Bretagne capitaliste.

La victoire de l’Angleterre sur la France lors de la guerre de Sept Ans, un

---

(18) Karl Marx and Friedrich Engels, *Civil War in the United States* [La Guerre civile aux Etats-Unis] (New York: International Publishers Co., Inc., 1961), p.71

(19) *Op. cit.*, *Le Capital*, p. 716.

siècle avant la Guerre civile, n'a pas seulement créé les conditions de la révolte dans les colonies dont les États-Unis sont issus ; elle a également permis à l'Angleterre de dominer l'Inde. Cela a ensuite pratiquement donné à la Grande-Bretagne le monopole du commerce mondial des cotonnades, qui s'est rapidement transformé en un monopole sur toute la production cotonnière.

Les métiers manuels traditionnels de tissage du coton à Calcutta furent remplacés par des métiers à vapeur dans les fabriques de Manchester. Le coton lui-même était produit dans les énormes plantations exploitant les esclaves en Alabama, au Mississippi, en Louisiane et au Texas c'est-à-dire dans la région Sud-Ouest d'avant la Guerre civile.

En Grande-Bretagne, pour la première fois, un immense prolétariat industriel naquit et, avec lui, la lutte de classes entre ouvriers et capitalistes. Les révoltes des Chartistes succédèrent à celles des Luddites (groupes d'artisans qui se révoltèrent contre la mécanisation et brisèrent les machines — NDT) dans les années 1839-1840. Ce soulèvement, bien qu'il n'atteignît pas son but, divisa la bourgeoisie britannique. Les nouveaux barons de l'industrie textile revendiquaient l'abolition de la protection mercantile de l'agriculture qui maintenait des prix élevés pour la nourriture et qui donc faisait constamment pression pour que les salaires fussent augmentés. En 1846, ils réussirent à faire abolir les lois sur le blé et à instaurer le "libre commerce" des céréales.

Les petits fermiers dans le nouveau Nord-Ouest — toute la région comprise entre les Appalaches et le Mississippi, et l'Ohio et le Canada — se mirent rapidement à cultiver et à commercialiser le blé pour fournir du pain à la classe ouvrière britannique. Pour ce faire, ils étaient reliés aux ports du nord-est des États-Unis par un réseau de chemins de fer et de canaux et par tout un ensemble de relations commerciales. Alors que le Sud avait auparavant représenté le marché le plus important pour toutes les marchandises produites par les petits fermiers de l'Ouest (grâce aux voies navigables qu'offraient le Mississippi et ses affluents), dès les années 1850, le

Nord-Est et l'Angleterre étaient devenus les marchés prédominants et leurs relations étaient plus étroites qu'entre le Nord-Ouest et le Sud.

Le capitalisme du Nord était lié à l'esclavage par d'innombrables liens : commerciaux (ainsi, New York entreposait la quasi-totalité du coton exporté par le Sud vers l'Angleterre), financiers (les propriétaires des plantations dépendaient des crédits fournis soit par les négociants du Nord, soit par les négociants et les financiers anglais) et même par des relations familiales. De plus, la population noire "libre" du Nord, sous-produit de l'esclavage, formait une caste de parias à l'intérieur même de la classe ouvrière. Son existence permettait de ne pas augmenter les salaires des travailleurs blancs. En même temps, les travailleurs noirs pouvaient être utilisés — et ils l'étaient — comme briseurs de grève contre les travailleurs blancs, qui, de même, pouvaient être utilisés — et ils l'étaient — comme briseurs de grève contre les travailleurs noirs. L'abolition de l'esclavage représentait non seulement une menace pour les liens rentables qui existaient entre des secteurs du capital nordiste et l'aristocratie esclavagiste, elle risquait aussi d'abattre la division qui séparait les ouvriers noirs et les ouvriers blancs au nord : si l'esclavage était aboli, cela impliquait que les Noirs pouvaient réussir à obtenir une véritable égalité, y compris le droit de voter, de faire partie de jurys, etc. (tout ce qui était de fait pratiquement interdit aux Noirs dans le Nord). La classe capitaliste du Nord se divisa à ce moment. Une partie s'aligna presque ouvertement sur l'esclavage et forma une importante part des dirigeants des démocrates du Nord. Une autre partie fit corps avec les petits fermiers de l'Ouest contre l'esclavage, pour cette raison parmi d'autres qu'ils comptaient bien que, une fois libérés, les quelque quatre millions d'esclaves du Sud afflueraient au Nord et inonderaient le marché du travail d'une masse de main-d'œuvre de briseurs de grèves, ce qui résoudrait définitivement le problème des salaires élevés.

La classe ouvrière persista dans son soutien sans faille à la politique de "disponibilité de la terre" — par conséquent à

la cause nordiste — et dans son opposition raciste aux ouvriers noirs. Les implications révolutionnaires de la Proclamation d'émancipation pour la défaite de l'aristocratie esclavagiste déclenchèrent également des émeutes raciales au Nord, car les ouvriers et les petits commerçants blancs créèrent des groupes pour lyncher les Noirs dans toutes les grandes villes du Nord. Pratiquement tous les syndicats et les organisations ouvrières existants, sauf le Syndicat des charpentiers et le Club des communistes de New York, refusèrent les Noirs avant, pendant et après la Guerre civile.

La victoire totale remportée par le Nord dans la Guerre civile écarta définitivement le risque que les esclaves se transforment en une classe de salariés. Ce fut aussi une victoire réelle, bien qu'éphémère, pour la politique de l'accès à "la terre disponible" : les Indiens d'Amérique qui occupaient encore toute la région des Grandes Plaines subirent une défaite complète en une quinzaine d'années et, dès 1890, on pouvait dire que la "Frontière" avait disparu. Les vrais vainqueurs dans la Guerre civile n'étaient pas les petits fermiers, ni les ouvriers du Nord qui fournirent l'essentiel de l'infanterie — et même certains officiers — de l'Union, ni les Noirs maintenant libres, mais les capitalistes du Nord.

La Reconstruction ne donna pas "quarante arpents et une mule" aux anciens esclaves ; elle ne donna pas aux Noirs le droit de vote, d'aller à l'école avec les Blancs, d'occuper les mêmes emplois qu'eux ; elle ne mit pas fin à la division en castes entre Blancs et Noirs à l'intérieur de la classe ouvrière. Au lieu de cela, la majorité des Noirs se retrouvèrent métayers ou péons endettés auprès des quelques aristocrates esclavagistes qui subsistaient. Cette classe qui perdit l'essentiel de sa richesse lorsqu'elle fut dépouillée de ses esclaves par l'émancipation s'accrochait encore à la terre — ou, en cas de faillite, ces terres tombèrent aux mains des financiers, des spéculateurs et des aventuriers du Nord. La disparition rapide de la Reconstruction radicale et le système Jim Crow furent les événements politiques qui placèrent fermement cette nouvelle relation sociale

au-dessus de la puissance étatique dans les Etats sudistes.

Les quelques Noirs qui rejoignirent les rangs de la classe ouvrière tant dans les villes du Sud que dans celles du Nord, se retrouvèrent pareillement relégués au statut de caste opprimée à l'intérieur de la classe ouvrière : exclus des emplois qualifiés, exclus de pratiquement toutes les organisations ouvrières et en butte à la violence raciste de la classe ouvrière blanche des colons.

Pourtant, ce fut pendant ces mêmes années de Reconstruction que l'"accumulation primitive" du prolétariat se produisit aux États-Unis. Un prolétariat industriel de masse, plus nombreux que n'importe quelle autre classe comparable au monde, se forma rapidement aux États-Unis pendant les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

Elle vit ses rangs gonflés par les énormes vagues d'émigration parties d'Europe, qui inondèrent régulièrement les États-Unis depuis la fin de la Guerre civile jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale. 2,3 millions durant les années 1860 ; 2,8 millions dans les années 1870 ; 5,2 millions dans les années 1880 ; 3,7 millions durant les années 1890 ; 8,8 millions durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle ; et 5,7 millions dans les années 1910, malgré l'interruption de la guerre mondiale (20).

La majeure partie de ces nouveaux immigrants venaient d'Europe du Sud et de l'Est — ce qui contrastait avec l'origine des vagues d'immigration précédentes qui, elles, venaient surtout des îles Britanniques et du nord de l'Europe. Ces immigrants — un peu plus de 30 millions, de plus de vingt nationalités différentes, y compris un grand nombre de Chinois — formèrent les "masses de travailleurs libres" qui peuplèrent les usines et les ateliers, construisirent les chemins de fer, etc., lors du développement impétueux du capitalisme qui se produisit aux États-Unis dans les années qui suivirent la Guerre civile. Eux-mêmes étaient le produit des progrès rapides du capitalisme en Europe — la suite du même processus qui avait auparavant chassé la paysannerie

(20) World Almanac, éd. Harry Hansen (New York : New York World Telegram, 1965) p. 659.

des îles Britanniques et qui à présent atteignait la Sicile, la Slovénie, la Pologne et la Lituanie.

Ils ne remplacèrent pas la classe ouvrière de l'État colon d'origine nord-européenne privilégiée, qui formait désormais une véritable aristocratie ouvrière ; pas plus que les Noirs libres qui, plus encore qu'avant la Guerre civile, étaient relégués tout en bas de l'échelle sociale comme armée de réserve de main-d'œuvre. Ces nouveaux immigrants ne partageaient pas la même langue, les mêmes traditions ni la même religion ; ils étaient à la fois divisés entre eux et aussi séparés des premiers secteurs de la classe ouvrière. Tout comme l'armée de réserve de main-d'œuvre noire, ils étaient exclus de pratiquement tous les emplois qualifiés et des organisations de l'aristocratie ouvrière ; dans la majorité des cas, ils se battirent pour prendre la place des Noirs dans les rangs ouvriers.

S'il est vrai que toute cette période a été marquée par d'énormes luttes ouvrières, elles furent toutes, sans exception, des échecs. Ces échecs furent tout d'abord causés par la quasi-division en castes de la classe ouvrière. Un grand nombre de ces luttes se proposaient en fait de préserver les privilèges d'un secteur de la classe ouvrière contre les autres (parmi elles, on se souvient des grèves racistes qui eurent lieu contre les Noirs et, sur la côte Ouest, contre les travailleurs asiatiques, ainsi que des grèves qui visaient à préserver les méthodes de production artisanales).

Si ces luttes – malgré quelques exceptions importantes – ne parvinrent pas à unir la classe ouvrière, elles réussirent par contre à unir la classe capitaliste. En réponse aux grandes grèves du début des années 1870, de grands changements furent opérés dans l'appareil d'État (ce qui poursuivit le processus engagé durant la Guerre civile). La Garde nationale fut créée comme force militaire de répression des grèves et autres soulèvements sociaux, et comme complément à l'armée professionnelle qui fut maintenue après la Guerre civile (à la fois pour poursuivre les "guerres indiennes" et pour assurer le contrôle de l'Union sur le Sud). Les propriétaires d'esclaves vaincus furent réintégrés dans

l'État devenu désormais intégralement capitaliste, afin de renforcer la classe bourgeoise devant le nouveau danger posé par les révoltes ouvrières. Ce fut ainsi que naquit le système actuel des partis aux États-Unis.

---

## CONCLUSION

---

Bien que partie intégrante d'un seul et même processus international, l'accumulation primitive du capital aux États-Unis a combiné les éléments communs à ce processus (la commercialisation de la production, l'accumulation de richesses sous forme de marchandises, la création d'une masse de travailleurs salariés, la création du pouvoir de répression de l'État et sa mise au service de l'accumulation, etc.), d'une manière singulièrement spasmodique. Les profits provenant du pillage des Indiens d'Amérique et des Africains ont servi à unir toutes les classes des colons dans ce qui, pour un observateur extérieur, paraissait être la république la plus démocratique au monde ; pourtant, sa violence, sa brutalité, sa barbarie et sa dureté égalaient, voire surpassaient, celles de ses rivales apparemment moins démocratiques. L'État, essentiellement un corps de gens armés, était à l'origine composé de toute la population des colons mâles blancs. Son but n'était pas d'être une force de répression contre ses propres membres, puisqu'ils étaient tous bien armés, mais bien plutôt contre les esclaves et les Indiens.

Cette formation bourgeoise pré-capitaliste était, dès l'origine, libérée de la plupart des entraves du féodalisme que le capitalisme naissant avait dû briser en Europe. Pourtant, sa nature complexe, alliant un État composé de colons, "le libre accès à la terre" et l'esclavage, représentait un formidable obstacle à l'accumulation de la composante principale du capital : la classe ouvrière. La destruction révolutionnaire de ces obstacles lors de la Guerre civile conduisit à une solution presque unique à ce problème : ni la classe précapitaliste des fermiers petits-bourgeois ni la classe précapitaliste des esclaves ne furent

arrachées à la terre et jetées dans le marché du travail. Au lieu de cela, une classe ouvrière hétérogène, traversée par des divisions sociales, nationales et raciales, se forma d'abord à partir des masses de paysans chassés de leurs terres en Europe. La classe ouvrière de l'Etat de colons existant auparavant resta socialement intacte et donna naissance à une force sociale, réactionnaire dans l'ensemble, dans les rangs mêmes de la nouvelle classe ouvrière.

L'Etat lui-même subit un changement dû à la fois à la Guerre civile et à la lutte des classes qui suivit le développement impétueux du capitalisme après cette guerre. Toutes les formes de la démocratie dans un Etat de colons subsistèrent, mais le contenu changea radicalement pour

exclure la classe ouvrière nouvellement formée, grâce à la création d'un appareil militaire répressif bourgeois moderne et aussi à la création de la structure politique bipartite.

Cet empire continental capitaliste, créé par un processus global, devint en quelques années le pays le plus riche et le plus industrialisé de la terre. Sa phase expansionniste précapitaliste marquée par la victoire dans la guerre hispano-américaine – alors même que la classe ouvrière composée d'immigrants était en train de se constituer – s'achevait et presque au même moment, la "Frontière" se fermait.

**Claudio Romano**



# Introduction à l'édition en espagnol du livre *Nicaragua, dynamique d'une révolution inachevée* (deuxième partie)

*Par Rodrigo Ibarra*

---

## LE REcul DE LA RÉVOLUTION

---

Dans les années 1980, le point le plus avancé de la révolution latino-américaine était en Amérique centrale, et le Nicaragua était dans l'œil du cyclone ; mais avec la défaite électorale des sandinistes, le reste des mouvements révolutionnaires qui, en Amérique centrale, avaient suivi les orientations des sandinistes, en accord avec les conseils de Moscou, se sont pliés dans chaque pays aux négociations pour la "pacification de l'Amérique centrale".

Les directions des mouvements guérilleros en Amérique centrale, à base ouvrière et populaire, comme au Guatemala et au Salvador, ont été incorporées au statut quo local par leur intégration aux "processus politiques".

"Processus politiques" est un concept utilisé pour définir l'abandon de la lutte insurrectionnelle qui était en cours et l'intégration dans le système politique dominé par l'impérialisme.

Au Salvador, cela a mené à l'incorporation de certains membres importants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) aux structures de l'Etat, comme la police nationale ; mais, la plupart du temps, c'était leur participation régulière aux processus électoraux, légitimant entièrement le régime politique appelé "démocratique", une fois que les dictatures militaires avaient été remplacées par des gouvernements civils fantoches qui appliquaient au pied de la lettre les plans du FMI et de la Banque mondiale.

Vu sous un autre angle, lorsque le Front sandiniste de libération nationale

(FSLN) perd les élections (début 1990) et que Daniel Ortega accepte de remettre le pouvoir entre les mains de Violeta Chamorro comme représentante de l'oligarchie ou de la "bourgeoisie patriotique", dans le contexte international, le facteur dominant est la chute du Mur de Berlin, survenue en novembre 1989, présentée par l'impérialisme, ses laquais et idéologues comme l'expression de l'écrasante et définitive victoire du capitalisme sur le socialisme.

---

### LA CHUTE DU MUR DE BERLIN ET LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE CENTRALE

---

Cela dit, comme si un morceau du Mur de Berlin était tombé sur les épaules de la direction nationale du FSLN, elle s'est alignée sur les pronostics réactionnaires des idéologues qui préconisaient la fin de l'histoire et le règne universel du capitalisme.

Elle a alors adopté un protocole de transition, qui incluait un procédé de démantèlement des conquêtes de la révolution, en commençant par le désarmement de l'armée sandiniste et de la police nationale, mais qui allait se poursuivre par une gigantesque opération de démantèlement de l'Etat, par la privatisation des entreprises propriétés de l'Etat, la déréglementation de l'économie et du marché, l'application des diktats du FMI et finalement la signature du traité de libre commerce CAFTA-RD (Centro-Américain et République Dominicaine).

---

### "LA PINATA" MET EN ROUTE LES PRIVATISATIONS

---

Pendant la période de transition du gouvernement, les sandinistes ont engagé une opération désespérée de privatisation des propriétés confisquées pendant le processus révolutionnaire en faveur de la direction du parti et de quelques éléments importants parmi ses adhérents, connus comme La Piñata (*terme métaphorique pour désigner l'entourage le plus proche*

*des dirigeants sandinistes qui ont participé à cette opération*).

Sous le gouvernement Chamorro, cette privatisation a été légitimée par l'impérialisme avec l'indemnisation ou le paiement des propriétés à leurs anciens propriétaires, ce qui a provoqué l'endettement du pays auprès de la Banque mondiale. Mais c'est avec le gouvernement de Violeta Chamorro qu'a commencé un processus de contre-réformes à grande échelle.

---

### DÉMANTÈLEMENT DES CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION (CHAMORRO, 1990-1996)

---

Sous le gouvernement de Violeta Chamorro, en effet, en 1990, a commencé au Nicaragua la gigantesque opération de démantèlement des conquêtes de la révolution. Au moment du triomphe de Violeta Chamorro et de l'Union nationale d'opposition (UNO), l'impérialisme a appliqué, grâce à ses gouvernements fantoches, sa politique d'ajustement structurel sur tout le continent, politique dictée par le FMI, réduisant l'Etat jusqu'à sa plus simple expression, affaiblissant ainsi la souveraineté de l'Etat sur le territoire et ne gardant que sa fonction répressive contre les travailleurs, de façon à ce que le pays puisse payer sa dette externe. Pendant que les politiques du FMI étouffaient les nations par la dette externe, un dispositif légal et institutionnel se mettait en place pour mettre en œuvre la privatisation des monopoles d'Etat les plus lucratifs. Cette politique a exigé un endettement encore plus important du pays, le faisant entrer dans une logique perverse dans laquelle disparaissait la souveraineté de l'Etat ; les entreprises nationales et multinationales bénéficiaient des privatisations pour drainer les richesses nationales, lesquelles partaient comme capital financier vers d'autres lieux plus rentables, sans laisser aucun développement national et poussant les peuples au chaos, comme celui que l'on connaît au Nicaragua.

Tout commence par la signature immédiate (1990) d'un accord entre le gouvernement de Violeta Chamorro et la Banque interaméricaine de développement (BID),

puis par la signature d’un autre accord directement avec le FMI. Dans un article intitulé *“The IMF and Financial Sector Reform In Nicaragua”*, l’économiste du CRIES Oscar Neira résume les étapes de la stratégie de la façon suivante :

*“Le plan est appliqué de façon invariable. La première phase est destinée à obtenir la stabilité et des excédents fiscaux, quel qu’en soit le coût. Une fois la stabilité obtenue, commencent les réformes structurelles ; elles consistent en un paquet qui inclut la libéralisation du marché et de l’économie, la déréglementation des marchés et la privatisation des entreprises propriété d’Etat. Finalement, on fait des efforts pour attirer les investissements et passer de la stabilité à la croissance. Fréquemment, ces politiques se superposaient entre les diverses phases.”*

A partir de cette description que fait Neira dans le document cité, on voit que le gouvernement de Violeta Chamorro, en ce qui concerne les privatisations, s’est limité à la privatisation ou à l’indemnisation des propriétés confisquées ou expropriées par la révolution. Mais son rôle fondamental a été de préparer les conditions constitutionnelles, légales et institutionnelles pour garantir, avant tout, que le Nicaragua dispose de réserves internationales suffisantes pour honorer les traités de la dette externe croissante, réserves utilisées pour investir dans les améliorations administratives et d’organisation opérationnelle des entreprises sous monopole d’Etat pour leur vente ultérieure, tant au capital de l’oligarchie blanche nationale qu’au capital multinational. En même temps, le gouvernement Chamorro s’est préparé à ouvrir la voie à la restructuration du système financier et d’attribution de crédits, afin de garantir l’apport d’argent frais et ouvrir les voies au financement externe. Tout cela, selon Neira, par la dollarisation des prix, comme l’exigeait le FMI.

---

**LE DÉMANTÈLEMENT SE POURSUIT  
AVEC LES GOUVERNEMENTS  
D’ARNOLDO ALEMAN  
ET ENRIQUE BOLANOS (1997-2006)**

---

Cette politique a produit un boum dans les activités financières privées et dans certaines activités d’extraction, mais aussi la

stagnation de la production de biens de consommation domestique et la détérioration généralisée des conditions de cette production. Parallèlement, le montant du paiement de la dette externe du Nicaragua pendant la première moitié des années 1990 représentait, selon Neira, 29,9 % du PIB en moyenne.

L’opération engagée par le gouvernement de Violeta Chamorro a été poursuivie par le gouvernement du président Arnoldo Alemán, de 1997 à 2000. Sous son gouvernement, Arnoldo Alemán a restauré la banque privée, soit par la privatisation, soit par la liquidation des banques d’Etat, tout en ouvrant grandes les portes aux capitaux financiers privés locaux et multinationaux. Finalement, sous le gouvernement du président Enrique Bolaños, de 2000 à 2006, la privatisation des anciens monopoles d’Etat des services publics s’est poursuivie (énergie électrique, télécommunications et eau potable), et partiellement celle des services sociaux (santé, éducation et retraites).

Le contrôle de l’Etat sur le commerce extérieur et intérieur a été aboli ; le gouvernement a mis en place une contre-réforme agraire ; il a donné des licences pour créer des banques privées ; il a laissé en concession les monopoles des services de l’énergie électrique et des télécommunications par la vente aux enchères publiques ; il a envisagé la privatisation des ports, des aéroports, de la poste, de l’eau potable et d’autres entreprises publiques ; enfin, la privatisation partielle des services sociaux de l’Etat, en particulier dans le domaine de la santé et de la Sécurité sociale.

Dans le domaine fiscal, il a réalisé le démantèlement du régime de protection des aides à la production locale et à la consommation, il a introduit des aides à l’investissement privé, tout en engageant une réinsertion dans les marchés mondiaux, surtout aux Etats-Unis, par le soutien aux exportations de marchandises produites dans des zones franches, dans le cadre de l’Initiative pour le bassin des Caraïbes et maintenant du CAFTA-RD. Finalement, pour achever ce tableau, il a procédé à une substitution de l’aide externe avec les envois de fonds familiaux et des investissements étrangers.

---

**“GOUVERNER D’EN BAS” :  
LA STRATÉGIE SANDINISTE  
PENDANT LES GOUVERNEMENTS  
PRO-IMPÉRIALISTES**

---

Ayant perdu les élections contre l’UNO dirigée par Violeta Chamorro, la direction sandiniste a défini sa nouvelle stratégie par le mot d’ordre “*gouverner d’en bas*” ou “*comme opposition responsable*”. Comme la révolution n’avait pu être vaincue par les armes, comme le souhaitait le gouvernement Reagan, le nouveau gouvernement pro-impérialiste a dû accepter, dans les accords de transition, une participation importante du FSLN dans les affaires nationales. Cela a garanti au FSLN de garder des positions privilégiées dans les structures des pouvoirs de l’État pendant les trois gouvernements “libéraux”, même s’il n’y jouait qu’un rôle subordonné à l’impérialisme, servant d’instrument, bien que sans en avoir le rôle principal, tenu par le gouvernement en place. Il y a pris une place importante pour imposer les politiques du FMI et de la Banque mondiale, car il était le frein principal aux mobilisations de rue contre les gouvernements libéraux. C’est ce à quoi s’est résumée sa stratégie “*gouverner d’en bas*”.

Soutenir ces privilèges sous le gouvernement Chamorro a amené le développement d’intenses batailles institutionnelles de la part du FSLN, car à partir de l’exécutif et surtout de l’Assemblée nationale, la nouvelle majorité de députés de l’UNO s’est attachée à limiter le pouvoir que le FSLN avait au sein de l’État, et dont il avait hérité depuis la révolution. L’UNO s’est consacrée pendant toute une période au démantèlement de l’armée et de la police, piliers de la résistance à l’impérialisme, mais aussi de toutes les instances occupées par des sandinistes. La justification théorique et idéologique de la direction sandiniste de son orientation politique sur le terrain de la bourgeoisie et de l’impérialisme s’est appuyée sur sa vision liée au castrisme et au stalinisme, qui s’écroulait au moment où les sandinistes perdaient les élections. Ce qui, en fin de compte, structure le gouvernement de Violeta Chamorro, outre le consensus de la direction du FSLN, c’est le pillage des

richesses nationales au service du capital impérialiste.

---

**APRÈS LA RESTRUCTURATION  
DE L’ÉTAT ET DE L’ÉCONOMIE :  
LA PRIVATISATION ET LE CHAOS**

---

Après que le régime impérialiste, en 2000, a imposé George W. Bush, tous les processus en cours les années précédentes se sont accélérés. Après le 11 septembre 2001, Bush a décidé d’accélérer encore l’implantation de la zone de libre commerce continentale, l’ALCA.

Avec le soutien du gouvernement, les entreprises multinationales américaines cherchent à contrôler de façon absolue l’exploitation des nations par la privatisation des entreprises ayant le monopole des services publics de l’État et par la production nationale dans des zones franches industrielles chaque fois plus vastes, intégrant cette production à une grande région commerciale, obligeant les pays à réaliser toute leur production directement sur le marché américain.

Aujourd’hui, devant la résistance des masses, l’impérialisme a laissé de côté l’ALCA et se concentre sur l’adoption de traités bilatéraux avec ceux qu’eux-mêmes appellent “*leurs amis dans la région*”, comme Uribe en Colombie, l’APRA au Pérou et Torrijos au Panama, bouclant leur influence depuis le nord avec le TLC jusqu’au sud avec le traité de Colombie ; mais il soutient aussi sa politique de libre commerce au sein du MERCOSUL, dont le contenu de “libre commerce” est clair : c’est le cas argentin en 2001, ou le Nicaragua pendant les deux dernières décennies, dont Bush, le FMI et la Banque mondiale ont programmé la banqueroute économique, politique et sociale. C’est contre cela que les masses résistent.

Dans le cadre de son offensive mondiale, c’est pour Bush l’objectif prioritaire en Amérique. Pour ce faire, il obtient que le Congrès lui accorde des pouvoirs spéciaux, appelés “fast track”, pour négocier des traités commerciaux internationaux que les campagnes syndicales avant le 11 septembre 2001 ont entravés.

L’administration Bush a proposé un traité de libre commerce à tous les pays d’Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Costa Rica, Nicaragua, Salvador) et à la République dominicaine. Ce traité a été signé par les gouvernements de tous les pays, et au Nicaragua avec l’accord du FSLN. Au Costa Rica, du fait de l’opposition d’une bonne partie de la population, un référendum a eu lieu le 7 octobre 2007, où le oui à la signature du traité a été “acquis” après de lourdes menaces de l’administration américaine et, selon les responsables de la campagne pour le non, grâce à une fraude massive (*selon les résultats officiels du référendum, le oui l’a emporté par 51,6 % des suffrages — NDT*). L’offensive de l’administration américaine pour imposer le traité de libre commerce se poursuit. Elle prend une forme directe comme les traités de libre commerce bilatéraux dans la dernière période avec le Pérou, la Colombie ou le Panama, mais également indirectement par le biais du MERCOSUL (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay).

Au Nicaragua, le FMI a imposé des contrôles permettant le démantèlement du secteur étatisé de l’économie, avec la privatisation des entreprises d’Etat productives, la liquidation de la banque d’Etat et l’ouverture de l’activité de la banque privée, la privatisation des monopoles d’Etat des services publics (énergie électrique, télécommunications et eau potable) et la dislocation des services sociaux de santé, d’éducation et des retraites. Ces processus de destruction ont drainé vers l’extérieur les faibles richesses nationales, ont contraint le pays à payer la dette externe et permis la surexploitation par le capital multinational installé au Nicaragua et par les investisseurs de la bourgeoisie locale. Une fois dépassées les phases d’ajustement et de démantèlement (privatisation) des monopoles d’Etat, le traité de libre commerce CAFTA-RD a été imposé.

Le diktat impérialiste ordonne que tout le plan du FMI reste, comme une épée, entièrement planté dans le pays. C’est un cadre qui dissout toute possibilité de souveraineté et d’indépendance nationale, et la démocratie représentative elle-même a été dénaturée. Les élections par vote populaire pour élire les représentants deviennent une farce, car la Constitution poli-

tique et ses lois, le président de la République, le Parlement et tous les pouvoirs sont soumis aux diktats du FMI, qui met en cause les droits municipaux et menace l’autonomie universitaire. Fondé sur ce qu’ils appellent la “libéralisation”, un plan de déréglementation de tout l’ordre légal se met en place, mais le plan du FMI doit être en outre maintenu comme quelque chose de durable dans la Constitution de la République, dans le corps des lois et dans les institutions. Sans le soutien du FSLN, cela n’aurait pu se réaliser.

Grâce aux trois gouvernements libéraux fantoches bénéficiant du soutien du FSLN à partir de l’Assemblée nationale (“gouvernement d’en bas”), depuis 1990 et pendant toute la décennie des années 1990 jusqu’à aujourd’hui, le FMI et la Banque mondiale ont imposé leur politique d’ajustement pour garantir le paiement de la dette externe et pour mettre en place un dispositif intégral pour obtenir le démantèlement de l’Etat. Un nouvel accord avec le FMI a été adopté en juillet 2007 par le FSLN.

Le résultat de la politique de ces trois gouvernements a été que les grands capitalistes nationaux en liaison étroite avec les multinationales américaines ont tiré d’énormes bénéfices produits de la privatisation des entreprises d’Etat en augmentant en même temps l’endettement du pays (comme le démontre Francisco Mayorga dans son livre *Méga-capitales du Nicaragua*).

---

## DES EMPLOIS À 1 DOLLAR DE L’HEURE

---

On ne peut pas parler sérieusement “d’industrialisation au Nicaragua”, comme l’ont suggéré certains. Au contraire, “l’industrie” installée depuis que Violeta Chamorro a dirigé le gouvernement en 1990, ce sont des “enclaves” d’entreprises d’assemblage installées dans des zones franches, exonérées d’impôts, qui créent de l’emploi pour des travailleuses qui gagnent un dollar l’heure, ont le droit de par la loi de rapatrier vers le pays d’origine des capitaux multinationaux, tout le capital réalisé dans le marché international, principalement aux Etats-

Unis. En outre, elles lèsent aussi la souveraineté nationale.

Les économistes Francisco Mayorga, Oscar René Vargas, Adolfo Acevedo et Oscar Neira indiquent qu'il y a un boum dans l'activité financière et dans certaines activités d'extraction, en particulier dans la banque et dans les mines d'or privatisées, activités dont les bénéficiaires sont transférés à l'étranger, alors que les autres secteurs productifs ont été poussés à la ruine.

Oscar René Vargas explique :

*“Les gouvernements néolibéraux du Nicaragua (1990-2006) ont vendu, et vendent encore aujourd'hui les entreprises publiques qui ont été achetées, dans leur presque totalité, par des multinationales venues des pays les plus riches en alliance avec des investisseurs locaux : les programmes de privatisation ont signifié, pour la période 1990-1999, le transfert de plus de 400 millions de dollars du patrimoine public à divers pouvoirs économiques des centres du capitalisme mondial” (“L'échec néolibéral au Nicaragua”, 27 août 2006).*

Mais les autres secteurs productifs ont été ruinés par les réformes financières.

*“Les groupes de producteurs agricoles et industriels ont été déplacés à cause de la subordination à des groupes financiers, ce qui ne leur laisse aucune chance, en particulier aux producteurs à petite et moyenne échelle. Au Nicaragua, les grands industriels liés à l'élite du gouvernement jouissent de tarifs suffisamment protectionnistes et de soutien fiscal qui font que leurs opérations sont extrêmement rentables. (À l'inverse) les secteurs arriérés ne reçoivent tout simplement pas de bénéfices ou sont dans une situation de désavantage”,*

affirme Oscar Neira dans l'article cité.

La destruction de l'économie est de très grande ampleur. Les chiffres officiels de production fournis par la banque centrale du Nicaragua sur son site Internet reflètent la disparition, par exemple, de la culture du coton, alors que trois décennies auparavant le coton était le principal produit agro-exportateur producteur de devises pour le pays, et un des systèmes de production qui utilisait le plus de main-d'œuvre salariée (pour la récolte). Dans le cycle productif 1977-1978, la surface semée en coton atteignait 303 400 “man-

zanas” pour une production de 2 673,2 quintaux, tandis que, depuis le cycle 1998-1999, sa production est nulle. L'importance du café dans l'économie nicaraguayenne est encore énorme. Des 600 millions de dollars d'exportations du pays, le café en apporte 180 millions. Bien que, dans le cas du café, la crise ne se manifeste pas dans la diminution de la surface semée, l'effondrement des prix internationaux et la politique monétaire et financière — qui ont encheri énormément les crédits d'investissements productifs — font que les cafetiers croulent sous les dettes. Il y a des confiscations et des procès contre les producteurs et commerçants du nord du pays, où est concentrée cette production. On estime en outre que quelque 25 000 producteurs sont endettés vis-à-vis des maisons de produits chimiques et commerciaux.

---

### LA RUÏNE DES PRODUCTEURS DE CAFÉ

---

Le secteur financier, auquel sont associées les grandes entreprises qui commercialisent les produits chimiques, est la propriété de secteurs de capitaux nationaux et internationaux qui ont fusionné, et poussent les producteurs de café du Nicaragua à la ruine. D'après les estimations, près de 250 000 paysans dépendent de cette activité. Pendant ce temps, dans l'élevage, le besoin d'argent de la classe appauvrie des éleveurs est tel qu'ils en viennent à vendre même les génisses, réduisant ainsi gravement la capacité de reproduction pour l'avenir. La destruction totale des principaux produits nationaux fait exploser la bourgeoisie locale (composée de producteurs de coton, de cafetiers, d'éleveurs), continue d'exercer une pression sur les travailleurs dans tout le pays et approfondit les conditions pour l'expulsion de la main-d'œuvre, qui cherche à émigrer hors du pays.

La privatisation des services publics a transformé les services d'énergie électrique et de l'eau potable en une véritable catastrophe nationale. L'infrastructure du système public de santé et d'éducation laisse beaucoup à désirer, tandis que les salaires des fonctionnaires n'arrivent pas à

couvrir la dépense du panier de la ménagère de base. Les prix des services publics, passant par-dessus les institutions régulatrices nationales, sont dictés par le FMI, ce qui fait que ces services sont inaccessibles pour une population qui survit avec 1 ou 2 dollars par jour, mais ils maintiennent “l’équilibre” sans explosion sociale grâce exclusivement aux entrées familiales venues des travailleurs qui résident à l’étranger, principalement aux Etats-Unis et au Costa Rica.

Vargas poursuit en décrivant dans son travail le panorama désolant de la nation :

*“La réduction des dépenses publiques sociales, la privatisation des ressources d’Etat et la déréglementation en général ont créé un enfer de laisser-aller pour la majorité appauvrie (...). On ne peut nier que quelque chose va mal, ces 16 dernières années. Entre 1990 et 2006, plus de deux millions de personnes sont tombées dans la pauvreté. 82 % de la population, c’est-à-dire plus de 4,2 millions de personnes, continuent de vivre sous le seuil de pauvreté, et plus de 2,1 millions de Nicaraguayens survivent dans l’indigence. Ces chiffres, énormes et insupportables, sont donnés dans un cadre de montée relative, mais de baisse dans l’absolu, de la dépense sociale, et de chute significative dans l’efficacité de l’emploi. Plus de 33 % de la population adulte du Nicaragua sont analphabètes. La crise du système de santé est le produit de la réduction des dépenses, comme l’exige le modèle néolibéral. La paupérisation est durable, car elle ne se limite pas aux chômeurs.”*

Oscar Neira mentionne un taux de 60 % de chômage total et de travail partiel.

Après le triomphe révolutionnaire de juillet 1979, une émigration des couches sociales liées à la dictature militaire de Somoza s’est faite vers les Etats-Unis. C’était évidemment un secteur très minoritaire de la population. Mais après la défaite du gouvernement sandiniste, une vague massive d’émigration de jeunes travailleurs et de paysans a eu lieu vers les Etats-Unis et aussi au Costa Rica, employés dans les maquilas (*entreprises nord-américaines délocalisées à la frontière mexicaine pour y surexploiter la main-d’œuvre — NDT*). Cela a été le produit direct de la privatisation des grandes entreprises d’Etat.

---

## LES TRAVAILLEURS CONTRAINTS D’ÉMIGRER

---

Le spécialiste Eduardo Baumeister avance l’estimation que près de 10 % de la population nicaraguayenne résident de façon permanente à l’étranger, principalement au Costa Rica et aux Etats-Unis. Dans la juridiction du Nicaragua, les travailleurs sont enfermés dans une voie sans issue. Ils ne trouvent pas de travail pour survivre, et donc, vu qu’ils vivent dans une économie principalement agricole — où la classe ouvrière est principalement composée de travailleurs ruraux sans terre, qui survivent grâce à la cueillette du coton et du café, productions ruinées par la crise —, les travailleurs franchissent toutes les barrières des frontières, d’abord en quittant la campagne pour essayer de s’installer à Managua, la capitale, ne faisant qu’aggraver la misère déjà existante, avec toutes ses séquelles. Étant donné qu’à Managua il n’y a pas une économie prospère, excepté dans les bassins d’emplois qu’apportent les usines des zones franches, les travailleurs ruraux sont contraints d’émigrer en ouvrant des brèches dans les frontières vers le pays voisin du Costa Rica, tandis que les travailleurs urbains de Managua tentent aussi d’émigrer vers les Etats-Unis. En tout cas, face à l’absence d’issue pour survivre dans le cadre national, l’émigration représente une autre forme de résistance de la classe ouvrière contre la politique qui la pousse vers l’abîme et la barbarie à l’intérieur de son pays.

Vu l’importance de la population qui vit en dehors du pays, la proportion que les envois d’argent de l’étranger représentent par rapport au PIB et leur importance si on les compare à la production nationale de devises, l’envoi d’argent est devenu un facteur macro-économique que l’on ne peut ignorer. Une déportation massive vers les Etats-Unis, comme le souhaiteraient les plus radicaux, mènerait à l’effondrement de l’économie nationale et du pays. Il est nécessaire que les émigrés travaillant aux Etats-Unis tissent des liens avec les organisations nicaraguayennes de travailleurs, de manière à lutter ensemble pour les droits des travailleurs immigrés

aux Etats-Unis. Une position dans le marché du travail à l'étranger est devenue la bouée de sauvetage des familles des travailleurs immigrés plongées dans le chômage et la pauvreté.

D'après Eduardo Baumeister, dans le document *"Emigration internationale et développement au Nicaragua"* (Santiago du Chili, janvier 2006, Série Población y Desarrollo 67), le phénomène migratoire est récent, *"il n'a que 25 ans"*. Les causes principales en sont

*"les changements politiques importants dans le pays dans la décennie des années 1980 et les transformations dans le système productif dans les années 1990. C'est ainsi qu'actuellement, le Nicaragua compte près de 10 % de sa population vivant dans d'autres pays, et c'est l'un des principaux récepteurs d'envoi d'argent venu de l'étranger en Amérique latine — par rapport à sa production."*

La proportion des envois familiaux par rapport au PIB dans les pays d'Amérique centrale voit le Nicaragua avoir la plus grande part avec 20 %, contre 16,3 % pour le Salvador, 13,1 % pour le Honduras, 9 % pour le Guatemala, et la proportion du Mexique se chiffre à 1,5 %. Actuellement, les envois d'argent de familles de l'étranger dépassent déjà, au Nicaragua et au Salvador, la production de devises apportées par l'exportation. Les envois ont cessé d'être la bouée de sauvetage pour la seule famille qui les reçoit, ils sont devenus également une des principales sources qui alimente le marché local national, sur lequel se nourrissent les vampires du capital multinational, car c'est sur cet argent frais que se fonde la consommation du marché local.

Dans son livre *Méga-capitales du Nicaragua*, Francisco Mayorga, dans le chapitre consacré à l'émigration et aux envois d'argent, explique :

*"Le binôme émigration-envois d'argent est devenu l'un des axes du nouveau modèle économique centraméricain, et il constitue pour le Nicaragua un facteur de renforcement essentiel du marché intérieur, qui soutient les hauts taux de bénéfices et de croissance des ventes des entreprises commerciales et des services que les principaux groupes d'entreprises ont développés."*

Au-delà du problème de l'émigration nicaraguayenne ou d'Amérique latine,

l'émigration est actuellement devenue l'un des axes qui agit dans la lutte de classe aux Etats-Unis, et qui touche les sommets du pouvoir de l'impérialisme, ce qui fait qu'elle est loin de ne représenter qu'un problème national, ni pour les pays qui expulsent leurs travailleurs ni pour le pays récepteur, les Etats-Unis. C'est un problème créé par la politique impérialiste en Amérique latine et qui a d'énormes répercussions aux Etats-Unis. Dans ce problème se concentrent les traits fondamentaux des particularités des économies détruites par la barbarie impérialiste et du pays le plus puissant du monde. Cette particularité de l'enchevêtrement de la lutte de classes peut avoir une importance décisive pour la stratégie révolutionnaire dans la période à venir.

Les travailleurs soumis au pillage de leurs nations opèrent un mouvement de résistance économique en cherchant à trouver une position au sein du marché du travail aux Etats-Unis. Cette circonstance pose de façon crue le besoin d'un lien étroit entre le mouvement organisé des travailleurs et des paysans, non seulement du Nicaragua, mais de tout le continent américain, avec les mouvements pour les droits du travail et la légalisation des travailleurs immigrés aux Etats-Unis, pour se combiner et se lier à la lutte organisée des travailleurs aux Etats-Unis, en particulier le mouvement contre la guerre et le mouvement de résistance des travailleurs noirs, mais aussi avec l'ensemble du mouvement ouvrier dont les droits démocratiques sont sous le feu des attaques. Ainsi, la revendication des travailleurs immigrés pour leurs droits aux Etats-Unis doit se combiner avec la lutte que mènent les travailleurs au niveau national dans chaque pays et au niveau continental en Amérique latine contre les privatisations, pour la renationalisation des entreprises d'Etat, pour la défense des ressources naturelles, pour la souveraineté nationale et contre la politique du FMI et les traités de libre commerce.

S'il est vrai qu'en 2006, le FSLN n'a pas été porté au gouvernement par une insurrection populaire triomphante comme il le fut en juillet 1979, ce serait une erreur de ne pas comprendre que la victoire électorale du FSLN représente, bien que de façon déformée, la même ten-



dance suivie par le cours du mouvement révolutionnaire des masses dans l’ensemble du continent américain, et qui touche de manière diverse tous les pays, y compris les Etats-Unis.

---

**LE NOUVEAU GOUVERNEMENT  
DU FSLN ; ENTRE LES DIKTATS  
DE L’IMPÉRIALISME ET  
LES EXIGENCES DE LA POPULATION**

---

C’est un fait que, dans la dynamique de la lutte de classes développée dans divers pays du continent, on a pu observer l’explosion de grèves pour des revendications de base pour le salaire et l’emploi ; que, dans leur développement, elles convergent avec d’autres mouvements similaires jusqu’à devenir des grèves générales, qui prennent parfois un caractère politique insurrectionnel, comme en Argentine, en Bolivie ou en Equateur, où les masses mobilisées ont renversé plusieurs gouvernements, ou au Pérou, avec l’occupation des routes et des villes, tout comme à certains moments à Oaxaca, au Mexique. Les événements récents au Pérou, avec l’appel à la grève générale et la journée de lutte lancée par les syndicats ouvriers et paysans les 11 et 12 juillet 2007 contre le TLC, confirment cette tendance.

C’est dans ces circonstances que des organisations ou des forces politiques nationalistes comme celles d’Evo Morales, de Chavez ou de Correa occupent une place centrale, en l’absence de partis ouvriers de masse. La décomposition du stalinisme et le poids du Secrétariat unifié dans la défense de “l’humanisation de la mondialisation” facilitent ce phénomène. C’est dans ces circonstances qu’il faut déterminer le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Quelle direction va prendre le FSLN ? Pour l’instant, il a respecté les accords signés avec le FMI et s’est engagé dans de nouveaux accords. Par exemple, le journal *La Nación*, du Costa Rica, a fait une interview (datée du 26 novembre 2006) de l’ex-commandant de la révolution, le général de l’armée sandiniste et stratège de la victoire militaire de la révolution sandiniste, Humberto Ortega Saavedra,

qui n’est pas actuellement membre du parti du FSLN ni du gouvernement de son frère Daniel Ortega et qui a toujours une énorme influence sur la direction du FSLN. Dans cette interview, le commandant Humberto Ortega dit que le plus grand défi pour Daniel Ortega au gouvernement

*“sera d’arriver à marquer l’ordre social sans briser les éléments macroéconomiques réalisés jusqu’ici (par les trois gouvernements libéraux précédents), qui ont mis en ordre le pays et ont fait que le Nicaragua a du crédit internationalement, (même si) ils n’ont fait que très peu d’avancées sociales, en partie du fait des grandes exigences radicales du FMI”.*

*“Daniel Ortega doit gouverner au centre-gauche”*, a assuré Humberto Ortega Saavedra.

Pour l’instant (juin 2007), le discours du président Ortega sur la prétendue lutte pour l’éradication de la pauvreté rappelle les prescriptions de la Banque mondiale. Donc, le FSLN a montré son intention de garder le cap dicté par l’impérialisme. A nouveau au pouvoir, la nouvelle direction du FSLN considère comme des “apports” la politique du FMI. Vikram Haksar, qui a dirigé la mission du FMI pour négocier l’accord avec le gouvernement de Daniel Ortega, a affirmé le 26 juillet :

*“La mission soutient les éléments clés du cadre macroéconomique des autorités pour la période 2007-2010. Les propositions politiques macroéconomiques sont destinées à assurer la stabilité et soutiennent la confiance à moyen terme, pendant que se créent des espaces fiscaux additionnels pour avancer vers la réalisation des objectifs du développement du Millénum.”*

Les détails du nouvel accord n’ont pas été rendus publics.

Les frères Humberto et Daniel Ortega veulent garder intacts les indicateurs macroéconomiques en accord avec le FMI, tout en annonçant une *“intense lutte pour éliminer la pauvreté”*.

Pour Daniel Ortega, il faut *“maintenir et enrichir les apports en question”*, qu’il ne veut pas seulement *“respecter”*, mais *“élargir”*. Pourtant, le FMI exerce une intense pression sur l’engagement fiscal, exige la révision du Code des impôts,

exige en particulier l'augmentation des tarifs des services publics, aujourd'hui privatisés, subordonnant les organismes et institutions nationaux dont c'est la compétence ; il contrôle tous les budgets, y compris les versements du gouvernement central aux municipalités et à l'Université, régis par des lois d'autonomie, poussant à la mise en place d'un cadre juridique (loi des municipalités) qui contrôle les conseils municipaux et détermine leurs compétences ; il détermine le montant de la dépense publique, impose le gel de la masse salariale des employés et des travailleurs du gouvernement, de façon à diminuer le déficit public intérieur et extérieur ; il contrôle les transferts à la Banque centrale ; il exige la réforme de la loi de stabilité énergétique, pour éliminer la possibilité de mettre en place un contrôle des prix des combustibles et d'autres réglementations qui limiteraient l'exercice du pouvoir des compagnies pétrolières. En maintenant ces indicateurs macroéconomiques, le gouvernement du FSLN prétend conserver la bonne gouvernance, l'unité, la réconciliation nationale et l'élimination de la pauvreté. Comment ?

Inutile de dire que les "éléments macroéconomiques" corsètent tout le système et bloquent la manière dont le général Ortega voudrait "peser" sur la pauvreté. S'ils veulent vraiment avancer dans la solution des problèmes urgents des travailleurs, le gouvernement de Daniel Ortega et le FSLN doivent rompre leurs accords avec le FMI et avec le CAFTA, ils doivent dénoncer la dette externe et avancer dans la perspective de l'élan des mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale, en s'unissant au torrent de la révolution qui avance dans toute l'Amérique latine et aux Etats-Unis mêmes.

Le général Humberto Ortega donne une définition générale des prétendues réus-

sites des gouvernements pro-impérialistes. Il affirme qu'ils "ont mis le pays en ordre et ont fait du Nicaragua un élément ayant du crédit au niveau international". Peut-on qualifier de "pays en ordre" un pays que les gouvernements libéraux ont laissé, selon les chiffres donnés par l'économiste Adolfo Acevedo, en position d'être l'un des plus pauvres de l'Amérique latine et du monde, pauvreté qu'ils ont étendue à 82 % de la population, qui survivent avec 2 dollars par jour, et dont 45 % ne survivent qu'avec à peine 1 dollar par jour ? Le Nicaragua compte parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine avec Haïti, la Bolivie et le Honduras. 20 % de la population en âge scolaire ne vont pas à l'école et 74 % abandonnent l'école avant de finir le cycle primaire, alors que le taux de scolarité secondaire nette du Nicaragua est à peine de 41 %. Le taux de sous-alimentation est de 27 % de la population, tandis que, dans les pays aux ressources les plus faibles de la planète, il est en moyenne de 24,6 % et en Amérique latine de 10,2 %.

Acevedo conclut :

*"Il est évident que l'avenir de nos sociétés ne pourra être meilleur que le présent de ses enfants et jeunes, d'où il devrait ressortir que l'incapacité à satisfaire actuellement leurs besoins de base n'est qu'une manière d'hypothéquer leur avenir, celui de leurs familles et celui de nos propres sociétés."*

Le gouvernement sandiniste a le choix de prendre la voie, par exemple, du Venezuela en avançant par des mesures de renationalisation, en annulant le paiement de la dette, en dénonçant les accords avec le FMI et la Banque mondiale. Ce serait la seule manière, en récupérant les ressources naturelles au profit du pays, c'est-à-dire la souveraineté nationale, d'avancer dans la satisfaction des besoins de la majorité ouvrière et paysanne.

(à suivre)

**Rodrigo Ibarra**

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X